LES JUIFS ET LA GUERRE

Mémoire
de la Confédération Ouvrière
Socialiste Juive Poalé-Zion
au
Bureau Socialiste International

SOMMAIRE

1. Préface.
3. Recueil de documents.
   I. La Russie et les Juifs.
   II. Polonais et Juifs.
   III. La Turquie et les Juifs.
   IV. Le Proletariat Juif en lutte pour l’émancipation nationale.
   V. Annexe.

ÉDITION DU BUREAU DE LA CONFÉDÉRATION
LA HAYE 1916
LES JUIFS ET LA GUERRE
MÉMOIRE
de la Confédération Ouvrière Socialiste juive Poalé-Zion
au Bureau Socialiste International.
SOMMAIRE.

1. Préface ......................................................... 3

2. Mémoire à l'Internationale Ouvrière .............................................. 7

3. Recueil de documents .................................................. 44
   I. La Russie et les Juifs ............................................. 45
      Circulaires des commandants généraux et des gouverneurs militaires . 45
   II. Polonais et Juifs ................................................. 63
      Extrait de „La question juive dans la Pologne du Congrès” de Leon Wasilewski, p. 63. Extrait de „La question juive en Pologne”, p. 65. Le Comité suprême National Polonais et la question juive en Pologne, p. 67. La presse polonaise, p. 68. (Dwa Grote, Głos Polski, Myśl Niepodległa, Gaz. Polen, Dziennik, Gazeta Warszawska, Głos Polski.) Extrait de l'article de Georges Brandès „Juifs et Polonais” . 71
      Déclaration du Parti Ouvrier Socialiste Juif Pooale-Zion en Autriche . 73
      Déclaration des Organisations du Bound en Pologne . 76
      Résolution du meeting du 6 Mai 1915 à New York . 77
   III. La Turquie et les Juifs .......................................... 78
   IV. Le Prolétaire Juif en lutte pour l'émancipation nationale .................. 82
      Résolutions du P. O. S. J. Pooale-Zion de l'Amérique . 82
      Résolutions du Congrès général des ouvriers juifs en Amérique . 83
      Résolution de la conférence des organisations ouvrières juives en Angleterre 85
      Résolution des organisations ouvrières juives à Varsovie . 85
   V. Annexe L'Autriche et les Juifs dans la Pologne russe occupée ............... 86

*) Le texte authentique de ce document est parvenu entre nos mains après que notre Mémoire avait été remis au Bureau de l'Internationale.
PRÉFACE.

L'écrit que nous présentons au Bureau Socialiste International a un caractère nettement déterminé. Il tend à instruire la classe prolétaire des conséquences de la guerre pour l'existence juive. A cet effet, nous avons recueilli nombre de documents qui, pour la plupart, se passent de commentaires. La collection est loin d'être complète. Plus d'une pièce, comme les actes secrets des autorités civiles ou militaires, ne peut être obtenue aussi longtemps que durent les hostilités; d'autres lacunes relèvent de la difficulté de communiquer avec les pays belligérants. Jusqu'ici, on n'a pas, malheureusement, recueilli avec méthode les documents juifs se rapportant à la guerre et qui sont d'une grande valeur historique. Il y a, à peine, quelques mois que nous-mêmes avons entrepris ce travail. Les documents que nous publions sont d'une authenticité garantie par leur caractère officiel ou par la position sociale de l'auteur. Pour montrer le point de vue des adversaires de la nation juive ou des revendications juives, nous laissons la parole à ces adversaires mêmes.

Il est essentiel d'établir les rapports entre la situation juive d'avant la guerre dans les pays belligérants et celle d'aujourd'hui. Ce sont des contradictions de la vie juive que la guerre a mises au jour dans toute leur brutalité. Notre mémoire en donne un aperçu et nous croyons qu'il explique suffisamment la position des juifs parmi les populations environnantes. Cet écrit ne prétend pas être un exposé complet de la question juive, ce qui dépasserait le cadre d'un mémoire sur la situation actuelle. On y trouvera, néanmoins, un bref aperçu de notre conception de la question juive. Quoique nous ayons examiné la situation des juifs dans chaque pays en particulier, ce fait important résulte de notre enquête, que la question juive est uniforme dans tous ces pays! Il existe un douloureux contraste entre les conditions vitales des juifs, de l'Est de l'Europe jusqu'en Palestine (nous ajoutions volontiers, et de Vilna à Chicago), et entre leurs aspirations économiques et intellectuelles. La guerre a brusquement mis à nu ces contrastes enracinés depuis longtemps. Elle a dévoilé avec une implacable franchise qu'on ne saurait établir ni passer sous silence la question juive, quand il s'agit, après la guerre, de régler la question des nationalités de l'Europe et de l'Orient Prochain. A l'Internationale Ouvrière incombe la tâche historique de prononcer, aussi dans la question juive, la formule de justice et de vérité, lors des négociations de paix.

Nous savons que, quand on cherche à gagner la sympathie active du prolétariat pour la cause juive, on se bute parfois au sentiment régnant au sein du
mouvement ouvrier de l’Europe occidentale qui suppose qu’on veut transformer la démocratie socialiste en un corps protecteur des juifs. Il est vrai qu’on doute, si c’est un titre honorifique, celui de défenseur du peuple juif persécuté. Qu’on se souvienne de la résolution adoptée par le Congrès Socialiste International de Bruxelles, qui rejeta autant le philosémitisme que l’antisémitisme. Ce fait s’explique par l’habitude contractée par le prolétariat européen de juger les juifs après le petit nombre de ses représentants en Europe occidentale. De là provient l’idée que les juifs forment une caste de financiers, de marchands et d’industriels, caste laquelle, en vertu de la lutte contre tous les préjugés de race, on veut bien défendre contre les persécutions, mais qui, en réalité, n’a rien de commun avec le prolétariat, comme classe. Rien n’est plus erroné que de juger les masses d’après cette mince couche ploutocratique. La majorité juive appartient ou au prolétariat ou à la petite bourgeoisie battant désespérément pour l’existence. On l’ignore généralement. Nous le prouverons par quelques chiffres.

Sur le nombre de 5.063.000 juifs en Russie (recensement de 1897), 1.957.000 vivaient, lors de ce temps, du commerce. D’autre part, sur 2.774.000 juifs, 1.794.000 vivaient des métiers et des industries, 335.000 — du travail salarié, 265.000 — des professions libérales, 201.000 — des occupations dans les voies et communications, et enfin, 179.000 — de l’agriculture. Les juifs occupés dans les métiers et les industries sont presque tous des artisans gagnant bien durement leur pitance. Ceux qui s’adonnent au commerce ne doivent pas être considérés, non plus, comme des gens aisés. Ce sont, pour la plupart, de misérables petits boulangers courant toujours le risque de descendre au rang des déclassés sans profession. Deux tiers, au moins, des juifs de Russie vivent du travail de leurs mains. Le prolétariat juif dépasse le tiers de la population juive. D’après les statistiques officielles et les recensements privés dignes de confiance, il y avait, en 1897, parmi les juifs de Russie plus de 275.000 personnes travaillant dans les arts et métiers, 175,000 salariés de tous genres et 150.000 prolétaires occupés dans le commerce. C’est donc un total de 600.000 ouvriers exerçant leurs métiers. En y ajoutant les familles, on arrive à une population ouvrière de 1 1/2 million, à 1.800.000 âmes. Depuis 1897, tous les indices marquent plutôt un accroissement du prolétariat. Un tiers, donc, des juifs russes appartiennent à la classe ouvrière.

La situation est identique en Autriche où le recensement de 1900 subdivise les 1.225.000 juifs, comme suit: 430.000 âmes vivant du commerce, et, sur le nombre d’autres 676.000 juifs, 351.000 âmes qui tirent leurs moyens des métiers et industries, 67.000 du travail salarié, 38.000 qui se maintiennent par des occupations dans les voies et communications, 80.000 qui appartiennent aux professions libérales et 140.000 qui s’adonnent à l’agriculture. *)

*) Dans la Russie méridionale ce sont, pour la plupart, les paysans juifs qui s’occupent d’agriculture; en Autriche c’est le nombre des locataires des domaines qui prévaut.
Ce qui a été dit de la pénible lutte pour l'existence de la petite bourgeoisie juive en Russie, se réfère également à la situation des masses juives de Galicie et de Boukovine. En Autriche, aussi, il y a un prolétariat juif nombreux: 81500 dans les métiers et industries; 42600 employés de commerce; 48000 salariés divers. Ces 172000 prolétaires comportent, avec leurs familles, une population ouvrière de 350000 à 450000 âmes, soit le tiers des juifs d'Autriche.

Si nous traversons l'océan, nous voyons que les États-Unis sont devenus, depuis trente ans, le second grand centre juif. La masse concentrée des ouvriers juifs y est encore plus considérable; 60% au moins, des immigrants sont des ouvriers. Les puissantes "industries juives d'aiguilles" absorbent, sur 2 1/2 millions juifs immigrés depuis 1881, un million et demi au moins, travaillant dans les industries diverses. On compte, en effet, dans l'Amérique septentrionale env. 350000 ouvriers juifs organisés (à New York seulement près d'un quart de million). Si l'on y ajoute les 150000, au minimum, qui ne sont pas encore organisés, ainsi que les familles, on obtient le même résultat: la moitié des juifs de l'Amérique septentrionale appartiennent à la classe ouvrière.

Nous ne voulons pas encombrer notre introduction par des chiffres. Ceux qui ont déjà été cités prouvent clairement que les juifs sont un peuple faible économiquement, vivant dans la misère, un peuple de prolétaires. Voilà pourquoi le mouvement ouvrier juif a toujours été le propagateur ardent de l'idéal socialiste. Il est devenu, malgré sa courte existence, un élément important de la politique du peuple juif. Voilà pourquoi la masse du peuple juif considère l'Internationale Ouvrière comme son meilleur ami et défenseur.

On doit remonter bien loin dans l'histoire juive, jusqu'aux croisades ou jusqu'à la lutte mortelle contre les Romains sur le sol de l'ancienne patrie, pour retrouver des dévastations pareilles à celles que cette guerre mondiale inflige à la vie juive. Si le peuple juif réclame la sympathie des éléments meilleurs et le plus généreux parmi toutes les nations, c'est qu'il la mérite pleinement.
Les Juifs et la Guerre.

MÉMOIRE

de la Confédération Ouvrière Socialiste Juive Poalé-Zion

au Bureau Socialiste International.

I.

Le Prolétariat juif et l'Internationale. Ce recueil de documents présente peu d'analogie avec les livres multicolores contenant des écrits diplomatiques de tous genres. Il n'a pas l'intention d'établir, si telle ou telle nation a le droit de recourir aux armes et de résoudre ses questions vitales par le sang de ses propres fils et celui de ses adversaires. Il ne s'agira ici ni de la contrainte à la guerre, ni du droit de légitime défense nationale.

Le peuple juif, dans son ensemble, ne voit dans aucun des peuples combattants un adversaire à vaincre. Jamais il n'a songé à pénétrer à main armée dans n'importe quel pays pour en modifier les limites. Il n'a pas à défendre des frontières territoriales. La nation juive, en sa totalité, n'entreprend ni une guerre de conquêtes, ni une guerre de légitime défense. Nos intérêts nationaux n'ont jamais rien eu à faire avec les aspirations impérialistes d'un état quelconque. Nous ne sommes pas mêlés à ce monstrueux combat des nations.

Malgré cela, aucun peuple n'en est aussi durement frappé ; aucun peuple n'est contraint à des sacrifices aussi nombreux.

Cet écrit et les documents qui y sont annexés ne sont qu'un faible essai fait pour éclairer l'humanité, en lui montrant le martyre individuel et national de la majorité du peuple juif, soit de neuf millions d'êtres vivants en Europe et en Orient Prochain.

Cependant, ce recueil n'est pas un appel à „la conscience des peuples civilisés”, comme s'intitule volontiers, de temps à autre, l'opinion publique bourgeoise. La guerre nous a appris que les termes d’humanité et de miséricorde ont été rayés du code de droit politique de nos jours. Les milieux
intéressés au maintien de la société actuelle et les classes dirigeantes qui influencent, d'une façon décisive, les actes des nations les plus civilisées, restent sourds aux cris de détresse d'un peuple inondé de sang, n'ayant aucune signification géographique, ne pouvant prouver sa valeur morale ni par des engins Krupp, ni par des mitrailleuses et ne présentant aux menées capitalistes ni sources, ni débouchés. Quelle valeur militaire, politique ou capitaliste représentent les juifs, comme nation ? Nous fournissons des centaines de milliers de soldats. Notre ploutocratie prend part au soutien de la guerre du côté de chaque puissance belligérante. Mais comme nation, le peuple juif est politiquement impuissant et pauvre.

L'unique nation de l'univers sans pays, ni patrimoine, ni héritage, considère comme ses alliés naturels les déshérités du monde, la classe ouvrière luttant pour des droits impérissables, pour l'honneur et la liberté de l'humanité. Le mouvement ouvrier juif était, de tous temps, pénétré des meilleures traditions du socialisme. Nous n'avons pas, seulement, reconnu le socialisme organisé comme notre guide dans la lutte contre l'asservissement social. Mais nous avons aussi nourri l'espoir que l'Internationale comprendrait les souffrances et les aspirations du peuple juif et nous soutiendrait dans notre dernier effort pour reconquérir notre liberté et assurer notre avenir, comme elle fait pour toutes les "petites" nations opprimées. Aussi, le désespoir ne fut, nulle part, plus général et plus sincère que dans les rangs du prolétariat juif de tous les partis, quand l'Internationale devint la victime de la haine déchaînée des peuples. Nous savions, évidemment, que les institutions du socialisme international n'ont qu'une valeur morale, sans posséder encore de la puissance effective et que les dures nécessités de la vie des nations peuvent être plus fortes que les idées maîtresses de l'Internationale Ouvrière. Celle-ci était plutôt le symbole de l'état futur du libre travail et de l'égalité. Mais c'est pour ce symbole que toute une génération, — des centaines de milliers d'ouvriers juifs, — a combattu également, en sacrifiant pour lui sa vie et sa liberté.

Le désappоintement, la consternation n'en furent que plus intenses chez le prolétariat juif. quand l'Internationale Socialiste se montra incapable d'engager une action internationale du prolétariat pour conjurer la catastrophe. Le coup fut encore plus terrible pour nous lorsque l'intransigeance, l'idéologie belliguеuse et même des exagérations chauvines prouvèrent que le mouvement socialiste, dans les pays belligérants, n'avait pu se soustraire complètement à certaines incitations bourgeoises.

Malgré tout, l'Internationale Socialiste réunie continue à persister dans notre conscience. Nous ne doutons pas un instant qu'elle ne renaîsse, rajeunie et intérieurement plus forte, de ce massacre des nations et de la civilisation. Ce ne sont pas les aspirations au pouvoir impérialistes qui l'ont désunie.
Nous sommes persuadés que les socialistes, dans aucun pays, ne fâcheront cause commune avec le militarisme. Ils ne prêteront les armes qu’honnêtement convaincus que leur indépendance nationale était menacée, dans le sincère désir de sauvegarder la liberté et l’égalité de leurs peuples, en prévision d’une libre confédération des nations. La guerre confirmera d’une façon absolue que le capitalisme avec ses instruments, le militarisme et l’impérialisme, ne pourront réaliser cet idéal de la classe ouvrière. La nécessité d’un accord direct des masses laborieuses du monde entier, dans le but de régler les différends dans un sens humanitaire et libre, rendra à l’Internationale ses moyens d’agir.

C’est à ce tribunal de l’humanité ouvrière que nous nous adresses. L’Internationale qui combat contre l’assujettissement du peuple et des nations comprendra aussi ce que nous désirons.

La tragédie dans le drame mondial qui frappe pareillement toutes les nations, une tragédie juive se déroule de dimensions inconnues à ce jour. Nous ne voulons pas parler de la tragédie empouvant du fait qui contraint des fils du même peuple juif appartenant à deux pays belligérants, à s’entretuer. Toute l’ignominie, toute la barbarie de la guerre nous frappent quand, frémissant d’indignation, nous pensons aux juifs de Russie et d’Autriche, unis non seulement par des liens nationaux, mais souvent aussi par les liens du sang, et qui se font face, les armes dans la main. Ce sort, nous le partageons avec d’autres nations : les Polonais et les Serbes, les Arméniens et les Ukrainiens, bref, avec tous les peuples désunis politiquement.

Nous ne voulons pas, non plus, nous plaindre de la catastrophe économique, cause de ce fait que des millions des nôtres, les plus pauvres d’entre les pauvres, manquent de pain, de travail, d’abri et sont en proie au désespoir. Notre débâcle économique est sans égal. Nous n’avons pas même la fictive “consolation” de ne pas être les seules victimes. La guerre continue à se dérouler sur les ruines économiques des juifs de l’Europe Orientale. Le peasan peut perdre ses maisons, son bétail et son logis, mais il ne peut être dépossédé du sol, la base principale de son existence. Les juifs sont, à peu d’exceptions près, une population urbaine parqué, pour la plupart, dans les branches les moins avancées du commerce et de l’industrie. Leur existence économique est minée depuis longtemps. La guerre sévit en Galicie, en Pologne russe et en Lituanie qui sont peuplées de masses juives. Elle signifie pour elles la ruine totale, sauf pour le petit nombre de ceux qui, comme partout, profitent des livraisons militaires. Les conséquences ne sont pas à prévoir. L’accès complet de la vie économique fait naître, en maints lieux, une détresse absolue, une famine générale, avec ses suites : démoralisation et décadence. Des centaines de milliers de déracinés sont prêts à émigrer, si les pays d’outre-mer ne ferment pas devant eux les portes, jadis hospitalières.

Toutes ces misères n’épuisent pas les épreuves subies par 9 millions sur
les 13 que comportent le peuple juif. Pendant cette guerre, le peuple juif est devenu l'objet d'une guerre d'extermination dans les mêmes pays pour lesquels des centaines de milliers de soldats juifs versent leur sang. Pour le pouvoir politique de ces pays des millions de juifs payent de leur existence. Des gouvernements puissants et une grande partie d'influents concitoyens non-juifs ont déclaré la guerre au peuple juif.

La tragédie du peuple juif s'accroît d'une façon démesurée dès qu'on a en vue que ses innombrables sacrifices n'ont ni but, ni sens et ne sont justifiés par une raison d'être historique ou nationale. Nous n'ajoutons pas foi à la "légende libéatrice". Nous ne croyons pas à la mission libéatrice de cette lutte sanglante qui s'accomplit pour l'accroissement de pouvoir et de suprématie. Nous n'admettons pas que les questions vitales des nations opprimées puissent se résoudre par les armes. Nous refusons d'accepter le massacre organisé comme une nécessité historique du progrès de l'humanité. Cela ne nous empêche pas de reconnaître le bien qui peut résulter, dans la vie d'un état ou d'un peuple, d'épouvantables bouleversements produits par une guerre.

Cette lutte titanesque des nations a ramené beaucoup d'espoirs latents. Des nations asservies, morcelées par rapt de territoire, des peuples qu'une oppression séculaire a réduits jusqu'au rang des tribus sans histoire, attendent, de cette lutte décisive, la rénovation de leur existence nationale, le droit ardemment souhaité de disposer de leur propre sort, et l'abolissement de la dépendance de voisins puissants. C'est ce que croient, espèrent et ce qui console les Polonais et les Ukrainiens, les Serbes et les Belges, les Turcs et les Arméniens, les Lithuaniens et Lettons. Seuls, nous autres juifs nous ne pouvons nourrir cette illusion réconfortante. Nous savons, convaincus par des souffrances séculaires, que notre sort national ne se décide pas sur les champs de bataille. Le peuple juif a rayé de son dictionnaire politique les significations de carnage et de l'égorgement d'adversaires. Nous contemplons, dans un morne désespoir, nos hécatombes, la fleur sacrifiée de notre nation. La guerre ne transformera pas essentiellement les fondements de notre être national. Elle touchera, à peine, dans leur essence nos problèmes vitaux terriblement compliqués, mais elle ne nous rendra pas la liberté de nous développer selon notre propre caractère et n'assurera pas notre avenir national. C'est ainsi que nous déchirons jusqu'au rang d'une légion étrangère à la solde de toutes les armées, combattant pour des intérêts et des espérances qui ne sont pas les nôtres. C'est ainsi qu'un peuple de 13 millions d'individus, peuple de haute et ancienne culture, occupant une place prépondérante dans tous les domaines de la science et de la pensée, des arts et des œuvres sociales, est condamné à l'humiliation d'une nation sans histoire.

En effet, telle est l'appréciation des meilleurs hommes de l'époque actuelle. Les principes généraux de défense des minorités nationales, du
droit d'assertion nationale et de gouvernement autonome, deviennent sans valeur dès que nous demandons leur application en faveur des masses juives. Ce ne sont pas seulement les gouvernements qui méprisent les revendications et les droits juifs. Même chez les nations asservies et combattant pour leur liberté, chez les victimes de l'injustice et les déshérités des autres nations, les aspirations nationales du peuple juif ne sont pas suffisamment comprises.

II.

La guerre a mis en fort relief le fait que les juifs sont privés de droits humains et, aussi, de droits nationaux. Le tumulte des armes n'a pu couvrir les cris de détresse sans bornes arrachés aux juifs de Russie qui forment la moitié de la nation. Les terreaux du moyen-âge sont surpassés. Oui, des crimes aussi nombreux commis envers des hommes innocents, y sont inconnus. La situation des juifs de Russie était depuis longtemps la honte de la civilisation humaine. La crainte du violent despotisme tsariste a toujours voilé ou étouffé la vérité. Un contemporain juif des plus remarquables a caractérisé les rapports entre l'autocratie russe et la population juive de son pays, en ces termes:

" Là, une énergie sauvaige et sanguinaire tend à notre extermination complète. "Que cette engeance soit anéantie!" , voilà l'idée maîtresse d'où proviennent toutes les mesures gouvernementales prises contre nos malheureux frères. On caractérise, généralement, le traitement auquel ils sont astreints, en disant qu'on veut "proléteriser les juifs et leur enlever tout droit juridique". Ces expressions sont bien trop faibles. Un fils cultivé du 20ème siècle ne concevra jamais la terrible portée qu'elles ont dans les pays en question. Les juifs ne sont pas seulement privés des droits civiques. On leur refuse aussi les droits de l'homme et même les droits que l'on accorde aux bêtes. Le juif est mis hors la loi. On peut le honnier, le maltraiter, le voler, le piller même, le tuer sans qu'il puisse recourir à la loi ou trouver protection auprès des autorités. S'il veut se défendre, poussé par l'instinct de conservation, il est puni pour acte de rébellion le plus grave. Le juif doit se résigner à être dépourvu et à tendre le cou, sans se débattre, au couteau meurtrier. Vu que les assassins sont des fonctionnaires, il ne se trouve contre eux ni plaignant, ni juge. Si ce sont des particuliers, alors, d'après un certain automatisme des institutions de l'état qui agissent d'une façon bien déterminée, ceux-ci sont parfois condamnés pour être graciés bientôt. Quand on ne commet pas de violence envers les juifs, on se contente de leur extorquer une rançon arbitraire, parce selon le bon plaisir, et l'on entretient chez eux, par une terroisation raffinée, un état permanent
de découragement et de crainte des surprises du lendemain qui, à la grande joie de leurs tourmenteurs, ruine complètement la pensée et le système nerveux.

Voilà la véritable signification de la formule : enlever aux juifs tout droit juridique qui n’offre plus qu’un sens anodin à l’esprit cultivé, non avisé. Il en est tout à fait de même pour ce qui concerne la prétendue „prolétarisation“ des masses juives. On entend communément par „prolétarisation“ l’abaissement individuel ou collectif des couches inférieures de la société, leur transformation en de salariés dépendants, sans sécurité économique du lendemain, leur exclusion des métiers lucratifs et d’une culture plus élevée, avec ses joies intimes et morales, ses honneurs apparents et leurs résultats matériels. En ce sens, il ne peut être question, pour ce qui regarde le traitement des masses juives, de leur prolétarisation.

Il est vrai que les branches les plus élevées de l’activité humaine leur sont fermées et qu’on les écarte de toute culture. Mais on n’en fait pas des ouvriers salariés. Au contraire, on les empêche de le devenir en leur défendant le séjour dans presque toutes les régions industrielles où ils pourraient gagner leur vie et où on les tolère. On leur rend inaccessibles presque toutes les professions industrielles. On en est déjà arrivé à un tel point que des millions de juifs ne désirent rien plus ardemment que de devenir prolétaires. On ne leur accorde pas même cela. Il faut bien qu’ils deviennent les parias de la civilisation et du progrès intellectuel, des parias infâmes, totalement déchus, et non des prolétaires dans l’acception moderne du mot. Ce n’est pas uniquement la privation de tout droit, la prolétarisation pure et simple que l’on poursuit, mais le déshonneur, l’abrutissement, le lent égorge-ment de toute une nation. Un crime est commis sur des millions d’innocents, crime qui n’a pas d’équivalent dans l’histoire, si fécond cependant en terbies par masses.” 1)

Ce qui précède, explique la situation en temps de paix. Mais le courroux de l’éloquence violente d’un prophète serait nécessaires pour peindre la catastrophe d’aujourd’hui. Si, jadis, les „pogromes“ (massacres juifs) militairement organisés, faisaient partie de la politique interne russe, on ne les mettait, cependant, en

1) Discours de Max Nordau, prononcé en août 1911, au Xme Congrès sioniste à Bâle.

Nordau ne décrit pas des actes de violence ou des cas exceptionnels, il ne décrit que la situation réelle. Les chiffres qui suivent en sont la preuve : Pogroms juifs de 1905 et 1906 tolérés ou ouvertement organisés par les autorités russes qui n’es-saient presque pas de cacher leur crime. Les victimes survivantes qui naturellement ne représentent qu’une partie du nombre effectif ont été officiellement enregistrées :

scène que périodiquement et seulement en 1905 dans un grand nombre de villes à la fois. Mais ce qui s’est produit, cette dernière année, en Russie et dans la zône d’opérations de l’armée, est une campagne bien organisée et méthodiquement ordonnée, malgré toute son ineptie, contre des millions de citoyens juifs, aussi bien en Russie que dans la partie occupée de la Galicie. Six cent mille juifs russes furent expulsés de leurs résidences par le gouvernement, en même temps qu’un nombre, égal au moins, fut obligé de fuir devant l’ennemi.

On évacua d’abord les juifs de Pologne, de Lithuanie, de Galicie habi-
tant une zône de 50 Km. en arrière du front. La limite de cette zône fut reculée de plus en plus vers l’intérieur du territoire, en coincidence avec la retraite de l’armée russe après les batailles de mai en Galicie. Puis, suivit l’expulsion en masse, en 48 heures, de 280.000 juifs habitant les gouvernements de Kovno et de Courlande. On ne consentit à abriter les expulsés dans quelques gouvernements en dehors de Territoire juif, que quand le demi-million fut dépassé.

L’état-major de l’armée russe déclara dans ses ordres officiels et dans sa presse que la totalité des juifs étaient des espions et des mouchards à la solde des puissances centrales. Ainsi, des centaines de milliers ont été mis hors la loi. La marche de l’armée russe ne devint qu’une suite non interrompue d’humiliations, de pillages, d’outrages, de viols, de tortures, d’exécutions, d’assassinats en masse, commis dans toutes les régions à considérable population juive, sur des centaines de milliers d’innocents, sans défense, hommes et femmes, vieillards et enfants. Les détails sont trop affreux, trop torturants pour être cités ici.

La Russie a déclaré la guerre à sa population juive. Elle mène une campagne exterminatrice, atroce, barbare et sans merci contre un peuple de six millions d’individus. Même la censure russe n’a pu complètement étouffer les crimes et les infamies inhumaines de l’armée et des autorités civiles. La misère courait les rues, éclatait des wagons-écuries et des wagons à marchandises qu’on a plombés, pour y emprisonner les expulsés juifs! Elle amena une détresse croissante et des épidémies dans les nouvelles résidences prescrites. Le sang des innocents massacrés et fouettés à mort par les héros du knout cria vengeance et ainsi, il y a déjà des mois, la vérité dépassa les frontières russes. Les discours des représentants dans la dernière session de la Douma apportèrent des révélations et établirent des faits que le gouvernement n’essaiera même pas de désavouer. On ne sait ce qui doit nous étonner le plus: l’horreur des innombrables crimes ou la profonde hypocrisie et le sans-gêne du gouvernement russe qui, de la tribune de la Douma, ou par ses ambassadeurs et ses agents de presse a fait démentir sans scrupule, dans les pays alliés et neutres, toutes les persécutions juives. Il a même déclaré officiellement que la situation
des juifs russes s’était améliorée depuis la guerre ! Il faut aussi constater le fait que la majorité réactionnaire de la Douma soutient, d’une manière convenue, la politique du gouvernement, politique équivoque pour l’extérieur, inébranlablement brutale pour l’intérieur. Elle a, par son vote de confiance du 5 août 1915, accepté le partage perdu des citoyens russes en fidèles et en suspects. Elle a rejeté l’amendement de l’opposition proposant la suppression des lois d’exception contre les nationalités autres que russes et a refusé d’accepter l’urgence de l’interpellation de la Fraction social-démocrate et du „Parti de Travail“ concernant la politique juive du gouvernement. C’est ainsi que les partis de la Douma, depuis les „vrais russes” nationalistes jusqu’aux „Octobristes”, sont les complices de leur gouvernement dans la campagne exterminatrice organisée contre les juifs.

L’histoire n’a pas d’exemple pareil qu’une armée procède sur son propre sol contre ses „propres” concitoyens avec une fureur plus cruelle qu’en pays ennemi. On évalue le nombre des juifs errants, chassés de leurs foyers à un million et demi. La totalité de ceux auxquels la stratégie de retraite grand-ducale a coûté le foyer, varie, d’après de différentes données, entre 6 et 12 millions ! L’énorme flot des fuyards et des expulsés a enfin brisé l’étoufle de fer qui retenait les juifs de Russie. Quand toutes les routes regorgeaient, à perte de vue, de troupeaux de juifs „réfugiés”, restés sans abri, quand des milliers campèrent à la belle étoile, apportant une détresse indescriptible et des maladies infectées, dans les villes, quand d’interminables convois de wagons de marchandises, barcés et plombés, bondés de juifs bannis, renvoyés d’un lieu à un autre, sans pouvoir, par ordre des gouverneurs, „décharger leur marchandise”, furent roués pendant des semaines sur des voies de remisage, quand tous ces incidents, produits immédiatement derrière le front, devinrent également une calamité militaire, c’est alors seulement que le gouvernement russe se décida, non à supprimer la prison qu’est le Rayon accordé au séjour des juifs, mais à l’élargir. Le droit naturel de se mouvoir librement ne fut nullement accordé aux juifs. On étendit simplement la „Tcherta”. L’air de Pétograd et de Moscou, de la région des cosaques du Don ou des résidences impériales, ne peut, plus qu’auparavant, être respiré des juifs. Les villages, le pays plat proprement dit, restent interdits aux juifs. Ils peuvent résider seulement dans les enceintes des villes.

L’arrêté ministériel en décide ainsi. On est certain d’avance que cette „faveur” du gouvernement tsariste n’aura pas le sort d’être réalisée dans la pratique de la vie, sans être soumise à des délimitations. Les gouverneurs font de l’opposition démonstrative et rendent l’arrêt gouvernemental irréalisable dans l’application, en y ajoutant des clauses restrictives. Les représentants subalternes du „chine”, c’est à dire du fonctionnarisme, déclarent ouvertement qu’ils ne cesseront pas de sitôt la „lutte” contre l’autorité qui,
dans un subit accès de „libéralisme“, leur enleva les ressources inépuisables que leur assurait la proscription juive. Les juifs errants qui, ayant fui dans la „réforme“, se sont fixés dans les villes russes, subissent les mêmes humiliations et les mêmes peines qu’ auparavant. Les expulsions continuent et n’épargnent même pas les soldats blessés. Et tout cela se fait pendant beaucoup de semaines après la prétendue „abolition de la Tcherta“.

A peine la grande „réforme“, la singulière émancipation juive était-elle publiée, que des émissaires du gouvernement russe frappaient aux portes de la haute finance juive de Londres et de New York pour réclamer cyniquement en espèces, sous forme d’emprunt, la récompense de leur philosémitisme excessif. Alors seulement on comprit le sens de conférences secrètes du Comité Russo-américain avec les ministres russes à propos des droits des juifs, ainsi que des dépêches de Mr. Wichnegradsky aux puissances financières juives de Londres.

La faim, la maladie, la déchéance morale, dans toute sa monstruosité, accablèrent un million et demi de femmes juives, de jeunes filles, d’enfants et de vieillards livrés au désespoir le plus affreux, se trouvant au bord de l’abîme et qui dépendent de la charité privée des comités de secours juifs ! Le gouvernement accorda une subvention de (sic!) 500000 roubles. 1) Des centaines de bourgades juives détruites, des milliers de juifs, victimes de la bestialité d’une soldatesque effrénée, — tout cela n’a encore pu faire dévier les gouvernements russes de leurs „principes“. Il n’y a que la pénurie d’argent, la possibilité d’attraper quelques milliards de la haute finance juive qui mettent en fuite tous les scrupules ; la Russie fut, ainsi, rendue accessible à „l’invasion juive“. Jamais un gouvernement, se prétendant européen, n’a marchandé plus notoirement les droits des hommes.

C’était toujours une preuve de la maturité politique des juifs russes qu’ils savaient bien distinguer entre les suppôts du tsar et le peuple russe. Malgré les flots de sang versé qui a séparé les juifs et „le peuple russe en armes“, la haine, non seulement de la démocratie, mais de toute la nation juive, est uniquement vouée au petit, mais puissant groupe qui assujettit un immense empire et la propre nation à un servage intellectuel, politique et social, et qui les livra à la „force des ténèbres“. Nous savons que les prolétaires socialistes, concients de l’esprit de classe, et les payans radicaux convoitant le sol, sont nos alliés fidèles. L’attitude courageuse démontrée par la démocratie socialiste et le Parti du Travail à la Douma, en faveur de l’honneur juif, a trouvé un retentissement reconnaissant dans toute notre nation. L’émotion simple et sincère avec laquelle la fleur intellectuelle du peuple russe qui s’est réunie autour de la triade poétique Andreïev, Gorky,
Korolenko, a fait de la cause juive une affaire d’honneur pour la Russie assujettie de liberté, nous a réconforté, à l’heure de notre plus profonde humiliation.

Notre tâche n’est pas de mettre à nu les racines de la privation des droits commises aux juifs de Russie. Il faudrait, pour cela, scruter les bases de l’organisme de l’empire russe, ainsi que de la question des nationalités de cet empire. Pour éviter les malentendus, il faut néanmoins remarquer que la question juive, en Russie, ne prend pas la forme de persécution religieuse. La religion juive, les différents courants religieux, le culte, l’éducation religieuse ont toujours rencontré une large tolérance en Russie. Ce n’est pas comme membre d’une certaine secte que le juif est mis hors la loi, mais comme appartenant à une certaine nation. Les restrictions légales furent, ces derniers temps, appliquées avec une rigueur croissante même aux juifs convertis. D’autre part, il est tout à fait clair que le gouvernement russe arrête aussi bien toute velléité révolutionnaire et sociale des juifs, que toute tentative de propagande de conscience et d’organisation nationales. Il est à remarquer, en outre, que le mouvement national chez les juifs se heurte à des chicanes policières, sous prétexte qu’il favorise le „séparatisme national” et la „discordre entre les populations”. L’oppression des juifs en Russie n’est que l’exécution suprême, inouie dans sa cruauté, de la proscription nationale d’une population. Nous aurons encore l’occasion d’établir qu’il existe une corrélation directe entre les deux formes de négation de justice, celle de la civique et de la nationale.

Roumanie. La question juive en Russie ne fut pas éclaircie par la guerre seule. Le principe des „droits de l’homme” de „l’égalité devant la loi” est si profondément ancré dans l’esprit des nations civilisées que la privation des droits civiques des juifs russes était déjà connue auparavant. Cette douteuse prérogative a été partagée par les juifs de la Roumanie. Leur mise hors la loi est la violation notoire d’une convention signée par toutes les puissances — le Traité de Berlin. C’est à ce mépris de l’arbitrage européen, que les juifs roumains doivent, de temps à autre, une interpellation dans les parlements, sans que jamais l’un ou l’autre gouvernement ne proteste contre cette violation du droit. Le gouvernement roumain dédaigne d’édicter des lois d’exception contre ses propres sujets, comme la Russie. C’est pourquoi il n’a pas même admis les juifs au rang de citoyens. Il les a déclaré „étrangers”, soumis à des prescriptions exceptionnelles, qui, comme clauses, sont adoptables à chaque loi, et ont pour but de rendre la vie économique impossible aux „étrangers”. Les „étrangers” juifs n’en jouissent pas moins du privilège de remplir leur service militaire dans l’armée roumaine. Les juifs furent, naturellement, aussi bien que les roumains, mobilisés pour les besoins de la guerre actuelle. Mais même avant que la Roumanie eût décidé d’y prendre part, tous les juifs de la frontière hongroise consi-
décrétée comme front probable, furent, à l’instar de la Russie, expulsés et refoulés à l’intérieur du pays.

III.

Privation des droits nationaux. La frustration des droits civiques et même des droits de l’homme les plus élémentaires effectuée vis-à-vis des juifs de Russie et de Roumanie, a produit une néfaste répercussion sur les juifs de tout le monde, pour la raison qu’on a pris l’habitude de ne voir une question juive que là où des juifs, individuellement, sont privés de leurs droits et brutalement maltraités. L’inégalité devant la loi du peuple juif est une notion dont on ne se rend que trop peu compte. La question juive n’en existe pas moins dans les pays où la constitution garantit l’égalité des citoyens. Nous ne voulons pas parler de l’exclusivisme social qui continuait à persister même après l’émancipation civique dans l’Europe occidentale, — ni de l’inaccessibilité, pour les juifs, de certaines charges ou fonctions honorifiques. — ni, encore, de la ténacité des préjugés du moyen-âge, couvant toujours, et qui ont pu donner lieu à une affaire Dreyfus en France, au meurtre judiciaire Hilsner en Autriche, à la fin tragique de Léo Frank en Amérique. Nous apprécions bien, dans toute leur valeur, les symptômes de ces épisodes. Mais les douleurs sociales de la bourgeoisie juive de l’Europe occidentale atteignent trop peu les intérêts de la masse pour qu’on s’y arrête. Nous pensons principalement à la situation telle qu’elle est en Autriche-Hongrie, où, au milieu même de l’égalité civile, l’existence nationale des juifs est minée. L’histoire nous apprend que dans les pays comportant des variétés de population au point de vue national, les droits civils sont illusoires pour les minorités nationales. Le refus de l’égalité nationale aboutit, pour les juifs, à la restriction ou à l’abolition de l’égalité civile et politique. On peut facilement constater ces manifestations dans les régions autrichiennes à dense population juive — en Galicie et en Boukovine.

Autriche. C’est là, d’abord, que les juifs d’Autriche se mêlèrent à la lutte des nationalités, car, c’est là que réside environ un million de juifs qui ont conservé leur unité et leur caractère nationaux. La singulière situation des juifs dans l’empire autrichien est déjà marquée par le fait que les statistiques autrichiennes négligent l’existence même d’une langue spéciale parlée par les juifs. La constitution autrichienne ne reconnaît pas la nationalité juive telle quelle. Le yiddich, quoique parlé par un million d’âmes ne peut, au recensement, être notifiée comme langue vivante. Le gouvernement américain tient compte du „yiddish” aux États-Unis, même la statistique russe ne le cache pas. En Autriche, les juifs doivent lutter pour obtenir la simple reconnaissance de leur existence.

Cette politique de faussesurs a été utilisée dans les pratiques électorales pour frustrer les droits des électeurs Juifs. Pour empêcher que leurs votes favorisent leurs propres intérêts, c’était principalement la Chlakhta polonaise (noblesse agraire) qui a tâché, en Galicie, d’éliminer les circonscriptions électorales avec majorité juive. La soi-disante „géométrie électorale” comme arme politique fut surtout habilement maniée en Autriche par le Club Polonais, et cela avec d’autant plus de succès que l’éparpillement des Juifs, malgré leur concentration dans les villes, les condamne presque partout à être poussés vers les minorités. L’exaspération de lutte électorale, envenimée par les conflits nationaux, a conduit à la tendance de créer des groupes électoraux sur la base de l’unité nationale. On a formé, en 1913, lors de la réforme électorale concernant le Landtag galicien, des corps électoraux nationaux, mais on les a formés seulement pour les polonais et les ruthènes. On ne permet jamais aux Juifs de se faire inscrire, de leur choix, sur l’une ou l’autre liste électorale. Les 850000 Juifs de Galicie furent simplement fourrés dans la curie polonaise où ils ne forment qu’une minorité sans aucune importance. De ce fait, le droit constitutionnel de vote fut réduit, pour les citoyens Juifs, au néant. Quand, en 1910, le Landtag de la Boukovine décida, lors de la démarcation électorale, l’institution d’un corps électoral juif la tentative de faire reconnaître la nation juive échoua par l’opposition du gouvernement de Vienne, mis en demeure par la ploutocratie juive assimilée de la capitale. Les Juifs furent, tout simplement, passés à la curie allemande.
Les conséquences de cette politique de dénationalisation sont, il va de soi, des plus désastreuses pour le niveau intellectuel. Les juifs ne possèdent pas, ainsi, d'école nationale. La conséquence directe du désavoue de la langue populaire fut la perte du droit d'éducation dans la langue maternelle. La jeunesse juive est assujettie à un violent procès d'assimilation dans les écoles allemandes, polonaises et magyares. On lui ravit sa nationalité, elle perd tout contact avec ses traditions, avec les trésors millénaires de culture juive accumulés pendant des milliers d'années. Elle est, de cette façon, aliénée à la mentalité juive et elle ignore jusqu'aux récentes créations du génie juif, même en yiddich. Il n'existe pas d'écoles juives de l'État. Les juifs doivent eux-mêmes subventionner leurs institutions, tandis que les impôts qu'ils payent servent à créer et à entretenir des écoles étrangères. On paralyse, ainsi, les tendances juives d'amalgame la civilisation moderne avec les soins apportés au développe-ment de leur propre civilisation nationale. La tolérance tacite envers les écoles traditionnelles qui sont, pour la plupart, des établissements religieux arriérés et conservateurs des orthodoxes juifs, conduit uniquement à l'abolition de l'instruction obligatoire parmi les juifs de Galicie et de la Boukovie. De cette façon, la dissolution des adhésions intellectuelles tient le pas, chez le peuple juif, avec l'accroissement de l'ignorance et du fanatisme religieux.

Partout, n'importe quel domaine nous examinons, public ou national, nous nous butons à des actes de dégradation civile, conséquence fatale de la frustration des droits de nationalité. Des documents en yiddich ou en hébreu ne sont pas valables. Le juif ne peut réclamer justice dans sa langue maternelle. Sous le prétexte que les revendications juives sont confessionnelles, on éloigne les juifs de l'Administraton, les places étant données non d'après les points de vue confessionnelle, mais suivant ceux de politique nationale qui ne comptent pas quant aux juifs.

**Tendances de développement économique.**

Inutile de faire observer que la dépendance politique et la décadence intellectuelle des juifs de Galicie sont des symptômes accompagnant leur délabrement économique. La situation économique des juifs en Autriche représente un développement presque parallèle à celle des juifs de Russie. Ce fait permet de faire la constatation remarquable que la situation et les progrès économiques des juifs ne dépendent pas presque des circonstances politiques des pays où ils résident. Le capitalisme a trouvé les juifs des deux états dans une position économique toute spéciale. L'isolement presque complet des sources naturelles de la production, l'absence d'une classe de paysans juifs, la trop forte propagation des petits métiers et du petit commerce, marquent d'une empreinte spéciale la structure économique des juifs de l'Europe orientale. Cet isolement économique d'un peuple commerçant, dans les états agraires, se transforme, au siècle du capitalisme, en une plus ou moins rapide disparition des classes...
moyennes juives. Il mène, surtout, à la diminution du nombre des artisans et des ouvriers occupés dans les arts et métiers. Le développement de la grande industrie réduit, de plus en plus, les métiers juifs, en augmentant l’incertitude de l’existence et les effets des périodes critiques de stagnation, sans ouvrir, en échange, aux masses juives les branches supérieures de la production économique. Tandis que la petite industrie routinière, en raison de sa force d’inertie, s’efforçait à s’opposer à la marche triomphale du capitalisme, celui-ci a attiré à lui comme prolétaires salariés toute une armée de paysans dérobés de leurs terres et déracinés. Dès que le puissant courant de la campagne a envahi les centres industriels, l’industrie moderne sur les bases de laquelle repose la puissance et l’avenir du prolétariat reste fermé à la masse juive. C’est dans les centres de la grande industrie du „territoire de séjour juif” — en Russie méridionale et en Pologne — qu’on peut observer ce fait de l’élimination du prolétariat juif. Il se manifeste, en Autriche, par l’éloignement du domaine industriel de l’Autriche occidentale de la misérable masse juive de Galicie. Malgré la liberté légale de se déplacer, les juifs restèrent concentrés dans leur ancienne zone territoriale de ce pays.

La position économique isolée des juifs a été, à raison de leur concentration, absorbée par des branches industrielles déterminées. L’activité de la masse ouvrière se borne presque exclusivement aux articles de consommation que la révolution dans la mécanique industrielle a le moins touché. Des deux millions de juifs russes, travaillant dans les industries, la majorité appartient à l’industrie du vêtement et à celle des produits alimentaires. En Autriche, les mêmes industries procurent les moyens de vivre presque aux deux tiers, avec le nombre de 350,000 âmes. Ces productions périclitent et prophétisent la déchéance sociale de la masse juive concentrée. Le petit commerce décline rapidement, surtout par l’extension de la coopération rurale. C’est ainsi que toute la vie économique juive a été ébranlée et minée.

Ces phénomènes de refoulement ont provoqué une tendance de remaniements dans l’organisation professionnelle. Elle apparaît, d’abord, dans l’énorme émigration juive qui déplace le centre de la vie juive dans des pays nouveaux. L’ébranlement économique est si énorme que, depuis trente ans, l’Amérique septentrionale seule a absorbé 2½ millions de juifs de l’est de l’Europe, sans compter plusieurs centaines de milliers attirés par l’Europe occidentale, l’Argentine et la Palestine. 60 % de ces émigrants étaient des ouvriers superflus et des artisans prolétarisés; ils ont créé la grande industrie du vêtement en Amérique („needle industries” juives). En même temps un procès de croissante productivité se manifeste dans les pays d’émigration, une concentration intérieure vers les grandes villes et une transition incessante du commerce aux métiers et industries. Les masses laborieuses juives sont abandonnées à elles-mêmes dans leurs efforts d’adaptation économique. Ce serait
un problème pour des organes d'autonomie nationale, d'organiser systématiquement les mesures nécessaires du domaine de l'économie sociale. La désorganisation nationale rend impossible la solution de ce spécial problème de la vie du peuple. La déchéance économique adopte les traits distincts de déshérence et d’un paupérisation nouvellement créé et disproportionné.

Il ne faut pas perdre de vue que la situation exceptionnelle des juifs, tant civile que politique, est favorisée par les anciens préjugés antisémites et les réminiscences du Ghetto. Une enquête sur la situation désespérée des juifs de Galicie, ordonnée par le Lantag galicien et faite par le gouvernement en 1911, corrobora pleinement ces faits, quoique ceux qui étaient chargés de l'enquête fussent de fidèles adhérents du gouvernement, puisqu'ils appartenaient à la classe supérieure des "israélites". Les griefs, bien que formulés d'une manière hésitante et atténuante, étaient ces: Les candidats juifs pour l'enseignement ne sont nommés; la magistrature ainsi que l'administration sont presque fermées aux avocats juifs; le juif ne peut avoir accès aux fonctions publiques. On abuse du repos dominical pour miner les commerçants, artisans et manœuvre juifs qui chôment le samedi. Les associations industrielles polonaises, les unions de crédit, les corps de métiers et autres associations professionnelles de la petite bourgeoisie refusent d'admettre les artisans juifs. En même temps, les coopératives échouent graduellement le commerce juif. Ces corporations sont largement soutenues et subventionnées par le Landtag; les organisations économiques et intellectuelles juives, au contraire, doivent se contenter de miettes qui sont loin d'être en proportion avec le nombre des juifs et avec les impôts qu'ils versent. Si le développement économique frappe, par lui seul, surtout les petits métiers et le petit commerce juifs, l'administration "asémitique" des autorités autonomes de la province a créé, en plus, des clauses exceptionnelles et des illégalités qui ont amené la catastrophe finale: la prolétarisation de la petite bourgeoisie, le déclassement du prolétariat et des intellectuels. Voila ce qui a été confirmé par l'enquête officielle qui n'a point besoin de commentaires. Elle explique comment, avec l'égalité civique, la Galicie est pour les juifs le pays classique d'impuissance politique, d'appauvrissement intellectuel, de refoulement économique et de déshérence.

Les tendances de frustration des droits civils se manifestèrent même pendant la guerre. Les réfugiés juifs de Galicie, — dont les fils protègent, de leur corps, la Hongrie contre l'invasion russe — furent expulsés par milliers de la Hongrie comme des étrangers. À Vienne et ailleurs, on tâcha également arrêter et limiter le flot des réfugiés. Le plus grand souci, en pleine guerre, était de défendre aux avocats juifs, provenant de Galicie, de pratiquer à Vienne.

Dans les parties occupées de la Pologne russe, l'administration autrichienne
conserva contre les juifs toutes les mesures restrictives de Russie. Le prétexte avancé par les fonctionnaires, polonais pour la plupart, c’est la convention de La Haye relative à l’organisation judiciaire des régions occupées, bien que la convention n’empêche pas, toutefois, au gouvernement d’introduire d’importantes réformes administratives. Il a introduit, ainsi, le monopole du tabac qui enleva le pain à des milliers de juifs. Malgré toutes les promesses officielles des armées alliées, les juifs sont bien plus lourdement chargés d’impôts, par l’administration autrichienne, que le reste de la population. Ils sont aussi obligés à rendre d’autres services disproportionnés. Enfin, un ordre formel concernant les nominations et les aptitudes du personnel enseignant, prouve que, même en état de guerre, on continue la pratique de l’exclusivisme pour ce qui regarde les juifs. 1)

IV.


1) Pour mieux caractériser la manière de laquelle l’Administration autrichienne traite les juifs dans la partie occupée de la Pologne Russe, nous nous référerons aux documents de l’Annexe, dont on a appris la publication après que ce mémoire avait été écrit et présenté au Bureau de l’Internationale.
des quatre régions) une juridiction indépendante, selon le droit juif, l’autonomie des impôts, le libre développement intellectuel sur la base nationale et la propre administration de leurs affaires nationales. Ces droits de minorité nationale accordés aux juifs de Pologne et de Lithuanie ont eu pour effet que ce noyau du peuple juif a pu conserver son unité et sa cohésion nationale. Les juifs ont recompensé ce respect de leurs droits en participant aux luttes sanglantes de la Pologne pour sa libération.

Dans la guerre mondiale qui a ouvert la perspective politique du rétablissement de la Pologne et de la réunion de la nation morcelée, un drame étrange s’est développé. Polonais et juifs, les victimes immédiates de la guerre, ne combattent pas côté à côté dans cette lutte commune. Un éloignement et des hostilités ouvertes caractérisent les respectifs rapports. Les incidents récents ont éveillé la méfiance et les inquiétudes des juifs relativement à leur avenir dans une Pologne libre et autonome.

L’opinion publique polonaise considère tout franc-parler dans la question polono-juive comme un attentat à leurs espérances et à leurs efforts nationaux. L’imputation insensée, dénouée de tout fondement, que les juifs tâchent de diminuer, par leurs accusations contre les menées antisémites des polonais, les sympathies du monde civilisé et qu’ils veulent nuire, ainsi, à la lutte pour l’indépendance du peuple polonais, doit être récusée a priori.

L’attitude de la démocratie juive ne s’est changé en rien quant à la cause polonaise. Nous comprenons bien la grandeur des souffrances du peuple polonais. Nous pouvons compatir sincèrement avec une nation opprimée et dépecée. Nous suivons avec la plus grande sympathie la lutte de la Pologne pour sa réconstitution et sa liberté. Les juifs considèrent, comme auparavant, la réalisation des souhaits de générations successives de lutteurs polonais comme un acte de justice et une nécessité pour la démocratie européenne. La presse juive et les organisations juives socialistes et bourgeoises ont, à toute occasion, propagé ces convictions de la société juive. Il faut dire, néanmoins, que les expériences des dernières années lui ont appris que dans une Pologne libre la frustration des droits nationaux des juifs du pays est bien possible, car les destinées politiques des polonais et le développement économique du pays ont provoqué, ces dernières années, un revirement complet de l’attitude de la société polonaise vis-à-vis de la question juive.

Nationalement déchirées, humiliées et opprimées, toutes les parties du peuple polonais s’uniront dans l’entente tacite de recouvrer l’unité et l’indépendance nationales. L’idée de l’état national qui décida de la configuration politique de l’Europe au XIXme siècle n’a germé nulle part aussi fructueusement qu’en Pologne. Mais, même les membres les meilleurs et les plus avancés de la communauté polonaise, transportèrent cette idée, schématiquement, sur le sol polonais sans s’accommoder aux conditions historiques
du pays. Ils ont négligé le fait que l'union de tous les polonais ne pourrait former un état national uniforme, mais un état de nationalités variées. Les limites historiques de l'état polonais ne contiennent pas seulement des Polonais, mais aussi des Ukrainiens, des Lithuaniens, des Juifs et des Allemands. C'est au sentiment national de respect de soi-même, blessé par la longue oppression et accru au chauvinisme, mais, tout d'abord, à l'influence décisive de la Chłakhta dans le domaine de la politique nationale qu'est due l'indifférence de la société polonaise pour un juste arrangement avec les minorités nationales de son pays. De plus, la politique polonaise, surtout dans la Galicie autonome, le „Piémont polonais”, tend à assurer, de force, la suprématie polonaise pure et simple. Les tentatives de libération nationale sont soumises à l'irrésistible influence de l'idéologie des classes dirigeantes qui ont pris la direction de cette lutte — de la Chłakhta et de la prospérante bourgeoisie urbaine. Nulle part, la noblesse agraire n'est aussi nombreuse que la Chłakhta. Nulle part elle a une influence sur la vie sociale et l'opinion publique égale à celle de la Chłakhta dans le peuple polonais. Elle a fondé son idéal libérateur sur des raisons basées sur les principes du droit de souveraineté territoriale. Elle s'efforça d'obtenir, déjà lors de la révolte de 1863, la délivrance du joug étranger non seulement des régions occupées principalement par les polonais, mais elle revendiqua aussi des droits sur la Lithuanie et l’Ukraine qui avaient fait partie de la Pologne et qui, pour la plupart, aujourd'hui encore, dépendent économiquement des propriétaires fonciers polonais. Le fait que ces notions, pour ainsi dire féodales, subsistent encore dans l'idéologie nationale des polonais, est prouvé par le manifeste du Comité National Polonais Supérieur du 8 août 1915 qui réclame la réunion de l'indivisible Pologne du Congrès avec la Galicie non partagée.

Il ne nous appartient pas d'appuyer sur la divergence entre les tendances d'une grande Pologne et l'idée d'un état national. Nous ne voulons pas affirmer qu'on chercherait, en vain, chez le peuple polonais qui lutte depuis plus d'un siècle pour son indépendance et son autonomie, une compréhension pour le droit au libre développement national des autres populations de la Pologne. À quoi bon pronostiquer la constellation des pouvoirs dans la future Pologne ? La Galicie ne doit pas nécessairement servir d'exemple à l'autonomie polonaise. Nous comptons sur le progrès économique, la conscience nationale grandissante des minorités et le renforcement de la démocratie ouvrière chez les polonais mêmes.

Cependant, il semble arrêté chez tous les partis polonais, depuis la Chłakhta conservatrice jusqu'aux socialistes, que l'idée d'un état national comporte la dissolution nationale des juifs. Les traditions glorieuses de la Pologne indépendante qui assuraient le développement national des juifs sont oubliées. La société polonaise, jalouse de sa souveraineté contestée, voit

L’histoire n’offre pas un second exemple d’un tel manque de compréhension, chez un peuple opprimé lui-même, pour une autre nation martyrisée qui, dans un effort final, lutte pour son existence. Froide, brutale, insouciante du principe de laisser à chaque nation la liberté de décider de son sort, la société polonaise, — de la Chlakhta à la démocratie socialiste — prononce le verdict de mort sur le peuple juif et ne lui accorde qu’une seule raison d’être : l’assimilation à la Pologne pour affirmer la prépondérance polonaise là où celle-ci se trouve menacée. Au mépris affecté de tout temps, par la Chlakhta, pour les mœurs juifs et la civilisation juive, s’ajoutent, à présent, l’aversion ouverte et la haine générale contre tout mouvement de la conscience nationale juive et contre toute tentative d’organisation sur une base nationale. La société polonaise est si décidée à l’étranglement politique des juifs que, dans sa lutte contre nos droits nationaux, elle ne recule pas devant la suppression pure et simple des droits civils. La social-démocratie polonaise de Galicie ne parle jamais, non plus, que des deux nations qui habitent le pays — des polonais et des ukrainiens. Elle se tut quand, en 1910, on changea — comme l’a dit le social-démocrate tchéque Winter — le recensement autrichien en un scandale européen, en condamnant des milliers de juifs de Galicie à l’amende ou à la prison, parce qu’ils professaient parler leur langue maternelle. Elle n’a pas trouvé un mot de protestation, quand, lors de la répartition nationale des électeurs galiciens pour le Landtag, on a incorporé tout simplement les juifs dans le groupe polonais. Elle combat finit comme réaction „confessionelle” et présomption nationaliste
la réclamation d'écoles juives et d'une administration autonome juive et même d'une renaissance juive sur le propre sol. Il n'y a donc rien de surprenant de voir la Chlakhta et la bourgeoisie faire un pas de plus en créant, pour les juifs de Galicie, les conditions exceptionnelles décrites plus haut. La bourgeoisie de la Pologne russe ne se sentait pas même tenue aux apparences de "l'égalité des droits". Lors de l'introduction de l'administration municipale autonome en Pologne, elle s'allia volontiers avec la réaction russe et vota, à la Douma, pour la réduction du nombre des conseillers municipaux juifs à 10 soit 20 %, même pour les villes avec majorité juive absolue.

Le principal motif de la lutte contre les juifs réside dans les contrastes économiques grandissants. Déjà, du temps de l'indépendance de la Pologne, les juifs composaient des adversaires acharnés parmi les membres des guildes et des corps de métiers urbains. Mais ceux-ci étaient peu nombreux. Ce fut le capitalisme qui créa une bourgeoisie polonaise commerçante et industrielle qui se ressent lourdement de la concurrence des classes moyennes juives. Nous avons vu comment en Galicie, la bourgeoisie s'allia avec les représentants des professions libérales qui veulent usurper tous les emplois, ainsi qu'avec les associations rurales de consommation et de vente. Elle effectue ainsi systématiquement l'écartement des juifs. Dans la Pologne russe, la rage de les refouler a fait créer la consigne de la nationalisation (c.-à-d. de la polonisation) de l'industrie, du commerce et du crédit et elle se sert, pour cela, des organisations politiques urbaines et rurales. Elle a habilement exploité le désaccord politique croissant entre les Polonais — qui découvrirent subitement avec épouvante que les juifs ne s'assimilaient pas du tout — et les juifs dont la conscience nationale se réveillait, pour transformer, ainsi, l'appréciation de la concurrence en une croisade nationale contre les juifs. C'est un signe caractéristique de la persécution juive, en Pologne, que le fameux boycott des juifs fut proclamé après les élections dans la Douma, lorsque les électeurs juifs de Varsovie proclamèrent leur indépendance et leur maturité politiques, en ne votant pas pour le candidat bourgeois antisémite, mais pour le démeure socialiste polonais. Le désir de domination et de l'intolérance de la Chlakhta, le mépris des droits des autres, la jalousie de concurrence capitaliste, l'amour du luce, tout cela se donnait la main pour exciter les discordes, pour déchaîner la tempête et pour exploiter l'envie et la haine aveugle contre les juifs, d'une façon que même la Russie n'a jamais connue. La réaction russe trouva, dans la Pologne révolutionnaire de jadis, son alliée la plus docile. La lourde atmosphère de haine fructifia les plantes les plus vénéneuses. Pendant l'affaire Beilis, toute la presse polonaise, sauf celle des socialistes, servit les fins des propagateurs du meurtre rituel. Le boycottage social, l'antisémitisme dans les écoles prirent des formes répugnantes. Politiquement, la réforme communale en Pologne avait adopté la méthode russe d'abolition des droits civils. Le
boycottage économique atteignit des dimensions extraordinaires ; il n’envisageait pas moins que la famine et l’expulsion de deux millions de juifs qui pendant sept siècles ont fait prospérer les industries des villes de la Pologne.

Il va de soi que cette campagne sociale menée par tous les moyens contre les producteurs juifs mina, également, la position économique des ouvriers. Le prolétariat juif resta enfermé dans l’industrie primitive où règne l’outil et la machine à la main et qui se trouve exclusivement en mains juives. Le boycott conduit, en fin de compte, au rapide déclassement des prolétaires juifs, tout en restant sans danger pour la grosse bourgeoisie juive qui s’est transformée en sociétés anonymes, ou qui se trouve vis-à-vis d’ouvriers polonais. D’autre part, la soumission politique et intellectuelle absolue, exigée par les polonais, se heurta à la ferme résistance de la classe ouvrière juive qui, sans distinction de parti, repoussa l’idée de l’assimilation qu’elle considère comme une expérimentation anti-sociale et contraire à la civilisation.

En pleine lutte, la guerre mondiale frappa les polonais et les juifs, faisant de leurs régions de séjour le théâtre de sanglantes batailles. Les juifs, pénétrés de la sublimité de l’heure qui annonçait la délivrance prochaine et la réalisation du grand rêve des polonais, en espéraient, aussi, la fin de l’horrible campagne menée contre eux. Que dire de la terreur et de la déception sans bornes de tous les amis de la rénovation polonaise, lorsqu’ils ont vu que l’annoncement, au peuple polonais, de la liberté en marche est accompagnée de furie haineuse, de dénonciations en masse, d’une guerre d’extermination, sans merci, contre les juifs, une guerre ne cédant en rien, ni en perfidie ni en cruauté, à la guerre russe de destruction.

Nous vous renvoyons aux constatations de Georges Brandès qui, jusqu’à la catastrophe provoquée par la guerre, a joué à peu près un rôle passif vis-à-vis des souffrances et des luttes du peuple juif. Il était, par contre, l’ami enthousiaste du polonisme. Nous vous renvoyons, également, aux déclarations de nos partis, en Autriche et en Russie, et à celles du „Bound”. Nous citons les faits complémentaires suivants : Ce ne fut pas seulement la presse bourgeoise en Pologne russe qui nourrit, par des fictions répétées, la légende des juifs traités à la patrie et amis de l’Allemagne et de l’Autriche. Le „Słowo Polskie”, organe démocrate national de Lvov, mena pendant l’occupation russe contre les juifs de Galicie une campagne à cause de leurs opinions anti-russes ! Toute la Pologne du Congrès résonne des griefs de la population juive contre les comités civiques polonais. Ceux-ci étaient tous, ou bien complètement „expurgés” (p. ex. à Varsovie avec 300,000 juifs), ou bien ils comportaient des représentants de la plutocratie juive entièrement polonisés. Les griefs juifs sont partout les mêmes. A la distribution de secours, la population juive est toujours fortement méconnue. Quand une milice salariée est instituée, les juifs en sont exclus et les tracasseries policières et même
de graves injures sont à l’ordre du jour. Les écoles juives doivent être polonaises ou ne reçoivent aucune subvention de la commune. Le „Comité Suprême du salut public“ du Royaume de Pologne, soit le Comité Civique Central, dissois en septembre, suivait les mêmes principes et ne comptait, parmi ses membres, ni ouvriers, ni juifs. De tous les millions qui lui furent remis de toutes les parties de la Russie et de la part du gouvernement russe pour soulager la misère (sans distinction de religion ou de nationalité) les juifs — formant 14 p. c. de la population — n’ont pas reçu 1 p. c., pendant que 200,000 juifs polonais, au moins, furent expulsés de chez eux ! Le Comité Central ne protesta pas contre les innombrables tortures perpétrées sur les „fuyards“, mais il examina cyniquement l’attraction du Canada de commerçants polonais, pour remplacer les juifs expulsés. Ce fut, enfin, l’organe des démagogues nationaux qui fit instituer une prohibition du yiddich et de l’hébreu en Pologne, en réclamant la suspension de toute la presse juive. Cette défense qui entra effectivement en vigueur et qui consistait dans un ordre donné à un peuple de six millions de se taire fut saluée avec joie par toute la presse polonaise de Varsovie.

„Litwaki.“, Malgré la décadence due à la réaction russe, les porte-paroles de la société polonaise désirent sauvegarder leur réputation auprès de la démocratie de l’Europe occidentale. Ils essaient, sur tous les tons, de représenter la campagne contre les juifs comme une lutte forcée, Réfuter tous ces arguments, nous mènerait trop loin. Ils dénoncent, d’une façon très claire, les stigmes d’hypocrisie. Ne mentionnons qu’une seule objection, parce qu’elle occupe tant de place dans les polémiques littéraires polonaises. C’est la question des soi-disant „Litwaki“. Ce serait à la suite d’un projet d’établissement machiavélique du gouvernement russe, que, depuis quelques vingt ans, les juifs russes-litouviens inondent la Pologne et déploient une activité hostile aux tendances nationales polonaises.

Il y a un geste bien radical dans l’imputation de tous les malheurs aux potentats russes. Mais, dans le cas présent, ce serait leur attribuer une prévoyance politique qui leur manque absolument. Les juifs litouviens immigrent en Pologne, parce que l’industrie naissante qui fait, en partie, de ce pays l’atelier de toute la Russie, forme une force attractive invincible. Le mal-fondé des racontars de l’invasion „litouviennesse“ est démontré par la constatation que les juifs litouviens représentent à peine 1 1/4 p. c. de la population et que la population juive, en proportion avec la totalité, n’a pas varié depuis 15 ans. Par contre, personne ne contestera pas que les juifs litouviens ont contribué à ouvrir des débouchés russes à l’industrie polonaise.

Il est superflu de discuter le prétexte de l’influence pernicieuse des „Litwaki“ sur la civilisation, tout simplement parce que sur ce point les assertions polonaises sont contradictoires et s’annulent réciproquement. Tantôt
les „Litwaki“ sont les porteurs de la civilisation russe. C’est ce que prétend la publicité polonaise de Vienne ou de Cracovie. Tantôt la presse polonaise de Varsovie désigne les „Litwaki“ comme les avant-postes de la germanisation. Dans les publications du Bureau de presse Polonais à Paris, on avance, par précaution, les deux choses. La vérité en est que les juifs lithuaniens sont, aussi peu que les juifs polonais, imbos de la civilisation allemande. La civilisation russe est aussi étrangère à la masse des juifs lithuaniens que celle de la Pologne l’est aux juifs polonais. Les juifs lithuaniens sont tenaces dans leur particularisme national et ont probablement contribué à consolider la conscience nationale des juifs polonais et à faire de Varsovie un centre important de la civilisation et de la littérature juives. Aucun journal russe édité en Pologne, ne doit le jour aux prétendues tendances russophiles des juifs lithuaniens. Or, il y a plusieurs dizaines d’années à Varsovie parut une presse quotidienne en yiddisch et en hébreu, avec un tirage d’un demi-million d’exemplaires. Cette presse a toujours traité les efforts et les espérances nationales des polonais avec le plus grand respect et la plus sincère sympathie. Nous déclinons les accusations portées contre la totalité des juifs lithuaniens de s’être rendus coupables de n’importe quels actes hostiles pour entraver le mouvement national polonais. Ce sont autant de machinations indignes, inventées de toutes pièces!

Il est, en outre, incompréhensible pourquoi on représente les juifs lithuaniens comme des étrangers, n’ayant aucune relation avec l’histoire et la civilisation polonaises. La Lithuanie a fait partie pendant des siècles de la République Polonaise. Vilna, Grodno, Bialystok etc. sont autrement toujours citées comme villes polonaises. Il n’y a que les juifs lithuaniens que ne peuvent avoir rien de commun ni avec les polonais, ni avec les juifs de Pologne. Une cause défendue par de tels sophismes ne peut être juste!

Les partis bourgeois polonais portent la responsabilité de la violation du droit commis envers les juifs. Ils attisent des passions inhumaines et déshonorent le nom de polonais. Ils ont rendu suspecte la nation polonaise de vouloir fonder sa liberté sur l’asservissement des juifs et sur la frustration des droits de ceux-ci. Cette situation indigne a, moralement, comme complices les honnêtes démocrates et socialistes polonais. Le boycottage économique, calme, comme en Galicie, ou violent, comme dans la Pologne russe, la transplantation des méthodes russes réactionnaires de l’inégalité des droits, les dénonciations monstrueuses, l’initation aux pogromes militaires, la part prise par la populace polonaise au pillage, aux sévices sur les juifs, l’attitude de la presse polonaise indigne d’un peuple civilisé — tout cela ne pouvait que pousser sur le sol du mensonge de l’assimilation. Quand on représente les juifs comme un peuple inférieur, sans civilisation, voué à l’extinction ; quand l’existence d’une minorité juive cultivant son propre génie est considérée
comme un obstacle à la liberté nationale et comme un danger pour la restoration de la Pologne ; quand on permet, tacitement, de leur refuser les droits les plus élémentaires à la foi nationale — la langue et l’enseignement reconnus par tout état constitutionnel ; quand on proclame, comme péché mortel, contre le progrès de l’humanité et contre l’avenir de la Pologne. chaque manifestation de la conscience nationale et individuelle juive, — alors l’on ne doit pas s’étonner de voir les masses se faire justice à elles-mêmes, étouffant tout sentiment d’humanité et de voir la réaction bourgeoise déchaîner la furie et la haine contre les juifs. La démocratie polonaise devrait se souvenir de ce qu’à dit Lasalle : „Une démocratie qui ne discerne pas dans la liberté qu’elle réclame pour sa propre nationalité, la nécessité essentielle d’accorder cette même liberté à d’autres nationalités ; une démocratie qui conçoit sa nationalité dans le sens abstrait, barbare, moyenâgeux, exclusif, désireux de conquérir et de dominer d’autres nationalités, sera bientôt, elle-même, la proie d’un conquérant sorti de son sein, d’un soldat heureux”.

Nous n’attendons pas ce retour au bon sens ni de la part de la Chlakhta, ni de la bourgeoisie. Ce serait le devoir du socialisme polonais d’ouvrir aux juifs la voie de l’estime et de l’égalité des droits nationales. Une loyale entente nationale avec la nation juive peut seule détourner le danger consistant dans ce que la Pologne, combattant pour sa liberté, rompe, en contradiction avec elle-même, la branche qui la soutient.

V.

La classe ouvrière et l’assimilation.

La politique de dénationalisation à outrance, pratiquée vis-à-vis des juifs par, à peu près, tous les gouvernements et même par les nations elles-mêmes opprimées, serait à peine possible, s’il n’y avait pas une défense interne, s’il n’y avait pas des éléments favorables à l’assimilation parmi les juifs eux-mêmes. Il existe, en effet, dans la société juive, depuis son émancipation, un courant d’assimilation qui prône la liquidation nationale, l’absorption par l’ambiance comme la dernière et inévitable phase de l’histoire juive. L’idée de la dissolution n’est que l’expression d’un processus de décomposition qui se poursuit rapidement dans les pays à mince population juive, mais aussi, quoique plus lentement, dans les couches supérieures de la bourgeoisie des grandes agglomérations. L’adhésion économique à la bourgeoisie dominante, l’embourgeoisement ploutocratie eurent pour effet inévitable la rupture des relations intellectuelles avec le peuple et le judaïsme traditionnel. L’assimilation se référant à l’humanisme, au cosmopolitisme, mais cela sans aucune raison, car elle est, par sa nature, absolument impérialiste et signifie l’acceptation de la nationalité de la classe dirigeante qui est à sa portée économique.
Le contraste social entre la haute bourgeoisie, ainsi que les milieux intellectuels et la petite bourgeoisie s'y rattachant, d'un côté, et les masses juives d'autre part, alla en grandissant jusqu'à devenir un implicite conflit de nationalité. La masse juive, dans sa dure lutte pour l'existence, resta étrangère à cette œuvre de dénationalisation. La situation économique exceptionnelle, la particularité et l'enchaînement des professions ont conservé chez le peuple l'union avec la civilisation nationale. La masse resta en contact avec les trésors de civilisation nationale accumulés depuis des milliers d'années ; les juifs sont restés une minorité nationale, homogène par leur structure économique, l'histoire, les moeurs, la langue et leur civilisation, au milieu de l'entourage non-juif.

Certes, à côté de ces forces isolantes et éliminatrices, agissent dans la vie juive aussi des ferment de dissolution et d'assimilation à l'entourage étranger dont l'intégralité aux points de vue économique, social et intellectuel est absolue. Mais ces influences ne réagissent que sur les couches supérieures de la bourgeoisie et des intellectuels qui se sont adaptées économiquement aux sphères ambiantes.

Nous jugeons sans indignation les tendances d'assimilation. La liberté de se déclarer pour sa nation est un droit équivalent à celui de s'attacher à la civilisation d'une n'importe quelle autre communauté de civilisation ou de nationalité. Celui qui, par l'éducation et l'instruction, se sent détaché du sort juif et de sa communauté d'origine peut en tirer les conséquences. L'assimilation, toutefois, est devenue un des symptômes les plus rétrogrades de notre existence populaire, parce que les juifs assimilés ne se contentent pas de rompre les liens qui les unissaient à leur nation. Ils proclament leur sort individuel comme le destin inexorable de toute la nation juive. Ils proclament l'assimilation par contrainte. La haute bourgeoisie et les milieux qui s'y rattachent achètent leur émancipation politique et sociale, en ouvrant à la nationalité prépondérante la perspective de l'absorption de la grande masse juive.

Voilà pourquoi le peuple juif ne doit plus représenter qu'une "communauté religieuse" et qu'on trouve des polonais, des Allemands, des Russes, des magyars, des anglais etc. de "confession mosaique". La culture nationale juive diminuée au rang de "science du judaïsme" n'est bonne qu'à être mise aux archives. L'hébreu a été banni dans le temple et sur la galerie de l'orgue. La langue du peuple, le yiddisch, a été stigmatisé comme "jargon".

"L'adoption de la culture nationale" du milieu ambiant est devenue l'objet de soins préférés chez la ploutocratie juive. L'éducation juive nationale dans les propres écoles a été négligée avec l'assentiment du gouvernement, ou bien dénoncée comme une expression d'un cléricalisme rétrograde. L'assimilation s'est emparée du pouvoir dans les organisations et les communautés juives qu'elle a basées sur un cens électoral hostile au peuple, accaparant, ainsi, pour elle-même la représentation des juifs. On présumait toujours que les
masses juives, ballotées par la ploutocratie, deviendront les partisans résignés de la classe dirigeante. Celle-ci s’est, en effet, alliée aux éléments arrérés et favorisait, ainsi, l’abrutissement du peuple par des rabbins mystiques et d’autres puissances occultes. Avec leur aide, on abaisse les juifs au troupau politique de la Chilakhta polonaise, des magnats hongrois, des grands industriels allemands, — bref, des puissants du jour.

Quoique l’assimilation poursuive divers buts „nationaux” dans les différents pays, on ne peut passer sous silence le fait, peu observé jusqu’ici, qu’elle suit des lois générales et intérieures qui en font, dans la vie juive, un facteur homogène. La ploutocratie juive des différents pays n’est pas seulement liée par une idéologie commune d’assimilation, mais aussi par les mêmes occupations sociales et par des relations organisatrices internationales. Étudiez les soi-disant „importantes associations juives” ou plutôt les associations des juifs de la haute finance, telles que „l’Alliance Israélite Universelle” à Paris ou le „Hilfsverein der deutschen Juden” à Berlin, l’„Anglo-Jewish Association” à Londres ou l’„American Jewish Committee” à New-York, l’„Israelitische Allianz” à Vienne ou les potentats des communautés à Varsovie et à Pétrograd, — partout, les mêmes tendances se font jour : une philanthropie et une éducation de receveurs dépendant des donations plutôt qu’un encouragement au „self-help”; une bienfaïsance et une politique de dispersion dans l’œuvre de l’émigration, au lieu d’une régularisation sociale et d’une concentration nationale productive; une représentation et une tutelle politique du peuple juive concentrées entre les mains de cliques ploutocratiques choisies par elles-mêmes et qui se soustrayaient au contrôle publique; un démembrement national dans tous les pays, une opposition contre toute reconnaissance de la nationalité juive, contre toute forme d’autonomie juive à base nationale. En vérité, il existe une ploutocratie juive unie et internationale qui, par la considération dont elle jouit partout parmi les juifs veut battre monnaie, politiquement, dans l’entourage de son domicile. Elle n’est pas l’expression de la solidarité juive universelle, mais de l’uniformité de la lutte entre le peuple et notre bourgeoisie de tous les pays.

L’assimilation est devenue le plus terrible obstacle au développement économique et politique des masses juives. Son régime signifie la périclitation de la propre civilisation, l’empêchement du self-help économique et de l’augmentation de la productivité, l’avilissement des juifs en un instrument d’oppression politique et nationale. La ploutocratie ainsi que les intellectuels assimilés empoisonnent les relations des juifs avec leurs voisins, ils trompent la publicité, en étouffant le réveil d’un peuple. Ils font de l’assimilation forcée des minorités juives un élément politique de presque tous les gouvernements et des classes dirigeantes. C’est pourquoi le mouvement ouvrier juif est, depuis des dizaines d’années, non seulement un acheminement vers le socialisme, mais
encore — en égard aux devoirs spécifiques, sociaux et nationaux, du prolétariat juif — une lutte de plus en plus opiniâtre contre le courant assimilateur, mirage de progrès et, en réalité, défavorable et abrutissant pour le peuple. Nous avons pu appercevoir ses effets funestes sur la vie juive de tous les pays traités dans notre aperçu.

VI.

La Turquie et les Juifs.

L’idéologie assimilatrice a, aussi, eu un effet fatal dans l’empire ottoman qui, depuis la révolution jeune-turque, traverse une ère de rajeunissement et de modernisation. La Turquie n’a pas d’agglomérations juives pareilles à celles de la Russie, de la Pologne ou de l’Autriche-Hongrie. Mais, par son demi-million de juifs jouissant des droits civils et, en partie, de l’égalité nationale, elle tient une place importante dans la vie juive. L’attitude de ce pays belligérant vis-à-vis des juifs est d’une importance d’autant plus grande, qu’il compte, parmi ses provinces, une contrée où la population juive est, relativement, la plus dense et qui, en outre, exerce une puissante attraction sur la nation juive. Nous parlons de la Palestine, avec au-delà de 100.000 juifs et avec les commencements d’une colonisation juive méthodique. Les juifs sont habitués à suivre avec sympathie et reconnaissance les destinées de la Turquie. Elle a été hospitalière aux expulsés de l’Espagne et elle leur a accordé, autant que le le permettaient le Coran et le régime absolu d’autrefois, l’égalité devant la loi et les mêmes privilèges nationaux dont jouissaient les autres populations de l’empire ottoman. La constitution de la Turquie, bien que reposant sur l’autonomie des communautés religieuses, n’en signifiait pas moins, pour la population juive, la liberté nationale dans la communauté et à l’école, ainsi qu’une administration autonome pour les affaires intérieures, ne touchant en rien aux pouvoirs de l’état. En 1890, on promulguait pour la première fois des lois d’exception, quand on défendait aux juifs de nationalité étrangère l’immigration et l’établissement en Palestine. Depuis les premiers pogroms de Russie, en 1881, un courant assez faible d’émigrants juifs se dirigea, en effet, vers la Palestine. Ils y fondèrent les premières colonies agricoles. De crainte de l’arbitraire absolutiste, les juifs ne s’ottomanisèrent qu’en petit nombre, éveillant ainsi la défiance du gouvernement turque qui croyait voir, en eux, les instruments d’une politique étrangère — celle de la Russie. Les jeunes turques, auteurs de la constitution qui a rendu possible une discussion, semblèrent d’abord reconnaître l’absurdité de telles suspicions. Se figurer les juifs comme amis et alliés des pays, qui leur contestaient tous les droits, qu’ils avaient quitté pleins d’amertume; leur attribuer l’intention de favoriser la domination de ces puissances, en Palestine, c’était là, en effet, une inexpérience de l’ignorance. Malgré cela, la guerre amena en Palestine des persécu-
tions juives systématiques. Ce revirement subit et défavorable serait inexplicable, si l'attitude de la ploutocratie assimilatrice de France et d'Allemagne ne jetait un jour singulier sur les incidents qui se sont produits. Elle s'est servie, les dernières années, de tous les moyens, d'énonciations publiques et de dénoncements secrets, pour "avertir" la Turquie du danger probable d'une concentration juive en Palestine. Il y a des années qu'une campagne ouverte ou cachée est menée contre l'expansion en Palestine d'une colonisation juive, réglée et productive. Ce n'est qu'une des phases de la lutte à outrance, livrée entre les masses juives et la bourgeoisie "israélite" anti-nationale.

La question juive et la Palestine. Ce qui fait l'importance de la Palestine, ce ne sont pas ses cent mille juifs, même lorsqu'ils forment 20 % de la population, ni les souvenirs et les traditions historiques. Ce sont plutôt ses ressources latentes. La question juive, nous l'avons dit en passant, n'est pas purement une question de nationalité. C'est un problème social compliqué qui pèse lourdement sur les classes laborieuses. Les œuvres fondamentales de Karl Renner et d'Otto Bauer nous donnent la conception socialiste de la question nationale. Elles nous apprennent que la lutte des nations opprimées et "sans histoire" est réellement une lutte sociale. Là, où l'on n'en abuse pas pour voiler des envies domantrices, elle signifie les efforts vers l'autonomie démocratique, l'ascension de la "plèbe" de la nation à la collaboration de la civilisation du peuple, la lutte pour le libre accès aux trésors des productions du génie humain, auxquels elle imprime un caractère national, la lutte pour le droit de solution autonome des problèmes sociaux de la nation, "la réalisation spontanée du génie national", comme dirait Lassalle. Le fond social des luttes nationales apparaît le plus clairement là, où le peuple se trouve en présence de propriétaires fonciers ou de capitalistes étrangers, comme chez les Lettons, les Ukrainiens, en partie chez les Tchèques et là, où la bourgeoisie, faisant cause commune avec les classes supérieures, s'oppose, au point de vue national, à ses "propres" concitoyens. Il en est ainsi, paraît-il, chez les Flamands et en partie, chez les Ukrainiens de Russie. Les juifs en sont l'illustration classique. Dans les cas cités, la lutte nationale n'est pas uniquement une lutte pour le pouvoir politique ou public. C'est, en même temps, le combat, soit pour la démocratisation de l'état, soit pour le sol, soit encore pour le libre développement de la civilisation du peuple.

La question juive est, en premier lieu, un produit de contradictions sociales formées pendant des siècles. C'est la question vitale d'un peuple dont la situation, parmi les autres, et la propre structure économique et sociale, sont incontestablement toutes particulières. Territorialement dépecé, menacé dans sa civilisation, politiquement impuissant, le peuple juif est, de plus, enclavé
économiquement, mutilé et isolé. Voilà pourquoi sa lutte pour l’indépendance a un double but: l’autonomie et la productivité de la vie juive. Nous combattons, dans tous les pays à une considérable population juive dési- rant conserver sa particularité nationale, pour des garanties, par le droit public, de notre existence et de notre autonomie nationales. Une solution de la question juive dans toute sa portée ne pourrait être amenée que par une réforme des bases économiques de l’existence du peuple juif; par une transformation intérieure, en rendant aux juifs la base agricole sur laquelle s’édifiera une communauté normalement constituée, dans laquelle les masses ouvrières juives auront accès à toutes les branches de production et où le développement de toutes les forces économiques sera assuré. L’énorme émigration, résultat des éléments destructifs dans la vie économique juive, qui, en trente ans, a lancé des millions de prolétaires déclassés de l’est à l’ouest de l’Europe et à l’autre côté de l’Océan, porte déjà en soi-même les germes de guérisson économique et nationale. Les efforts pour échapper, par transformation productive, au ghetto économique où sont parquées les masses, sont visibles dans tous les centres juifs, surtout dans les pays d’immigration. C’est une opération à laquelle le régime d’autonomie que nous poursuivons devra procéder avec ordre et méthode. Il atteindra son apogée là, où l’immigration juive sera suivi par la colonisation et l’épanouissement économique d’un pays peu développé.

Voilà en quoi consiste l’importance de la Palestine et des pays limitrophes pour le sort du peuple juif. Dans la colonisation du pays par les masses ouvrières, dans leur attachement à la glèbe, nous voyons le début d’une communauté laborieuse et civilisatrice, appelée, par son expansion, à devenir le centre d’attraction pour l’émigration juive et le foyer du libre développement national d’un peuple renaissant.

Nous avons mis au centre du programme d’action nationale du mouvement juif socialiste — cette solution territoriale de la question juive qui consiste dans la création d’une communauté concentrée en Palestine et dans les pays environnants. Nos efforts vers cette forme plus avancée d’existence du peuple juif, par son établissement dans un pays qui forme le lien territorial et écono- mique entre trois parties du monde, font, nous en sommes profondément convaincus, partie des tâches colonisatrices du socialisme. On ne doit pas confondre cette tâche avec la „politique coloniale socialiste“, soutenue aussi par quelques social-démocrates. La politique coloniale est par lui-même un monopole d’exploitation de richesses naturelles et de la population d’un pays en faveur de la patrie-mère. Nous ne voyons pas la possibilité d’accorder cela avec les principes socialistes. Il y a, cependant, une politique de colonisation socialiste qui envisage l’occupation des immenses domaines incultes de l’univers, les englobant dans la sphère de production de l’humanité
laborieuse. La politique colonisatrice socialiste est aussi nécessaire que l'intervention du prolétariat dans la production industrielle de la société. C'est une des tâches du socialisme d'assumer la réorganisation générale du monde et de l'économie mondiale.

De ce développement supérieur ressort, également, la solution sioniste (palestinienne-territoriale) de la question juive, l'enracinement des masses errantes et laborieuses de la nation juive au pays ancestral où ils seront les chaînons reliant la terre historique à la civilisation et à la production modernes.

La question de solution du problème juif a été cause de grandes divergences et de scissions dans le mouvement ouvrier juif. On peut dire, cependant, que l'opposition qui semblait irréductible n'existe plus dans sa première violence. Les tendances d'assimilation qui marquèrent les commencements du socialisme juif ont presque totalement disparu. La plupart des organisations ont adopté, dans leur programme, la solution de la question juive dans le sens du libre arbitre national et de la garantie d'un régime autonome de la vie du peuple. Mais, tandis que la tendance "boundiste" du mouvement ouvrier juif considère la dispersion actuelle comme le dernier mot de l'histoire juive, les poilé-sionistes (socialistes-sionistes) adhérent à ce qui vient d'être dit plus haut, soit à la transformation complète de la base de notre existence. Le Congrès ouvrier juif américain, qui a tenu sa session à New-York au mois du septembre dernier, le premier du genre qui ait réuni toutes les ramifications du prolétariat juif d'un même pays, prouve que les deux courants du socialisme juif, s'occupant des principales revendications et nécessités immédiates de la vie nationale, peuvent s'entendre. Le Congrès ne partageait pas nos idées au sujet de l'importance révolutionnaire d'un établissement de la masse juive dans et autour de la Palestine. Mais tous les socialistes juifs s'unirent dans leurs revendications pour la libre admission et la colonisation sans entraves dans ces pays. Ils se prononcèrent, également, pour la garantie du libre arbitre national que nous réclamons pour tous les pays à forte population juive. Les décisions de la Convention ouvrière d'un pays contenant le groupement juif ouvrier le plus nombreux et le mieux organisé, décisions que le parti socialiste des États-Unis a adoptées dans un véritable esprit de solidarité prolétarienne, ont définitivement mis fin à la légende que notre conception de la question juive serait incompatible avec les manières socialistes de voir les choses. On pourra discuter, si nous donnons, dans notre perspective historique, la juste place à la question de concentration territoriale et d'enracinement des masses errantes. Mais l'ancien ordre d'idées qui obligeait le socialisme à accepter la conception assimilatrice comme solution du problème juif a été dépassé. L'évolution démolira, aussi, la thèse intenable que le socialisme exige le maintien des formes actuelles de notre situation nationale et défend toute rénovation dans le sens sioniste.
Si au sein des masses ouvrières et de la démocratie juives, une entente était possible au sujet des premières conditions de l’existence du peuple, même les horreurs de la guerre n’ont pu, d’autre part, combler l’abîme qui sépare les masses juives, luttant pour leur conservation nationale, de la ploutocratie assimilatrice. L’assimilation a toujours considéré la concentration en Palestine et la rénovation comme le coup de grâce pour sa politique de liquidation nationale. Elle craint, et cela avec raison, qu’un centre juif, nationalement indépendant, prenant son libre essor en Palestine, ne devienne un foyer d’énergie, aussi, pour les juifs des autres pays dont elle est décidée à paralyser, dès l’abord, l’action lointaine et rétroactive. Le phénomène peu banal s’est produit que des „assimilants“ de différents états qui ne voulaient rien savoir d’une destinée commune des juifs de ces pays, et qui ne voulaient qu’être allemands, français, anglais, américains etc., ont manifesté leur intérêt commun pour la Palestine. Cette envie de politique coloniale de notre ploutocratie est due, en partie, au désir de favoriser la politique impérialiste de leurs gouvernements et d’acquérir du prestige dans la politique extérieure, puisque cela leur est réfusé à l’intérieur. D’autre part, c’est une lutte pour la Palestine ou plutôt contre une Palestine juive productrice.

Nous avons déjà constaté l’harmonie existant entre les idées et les actions des juifs assimilés des divers pays. Elle est particulièrement apparente dans la lutte pour la Palestine. Les assimilants de tous les états de l’Europe occidentale opposent, à la colonisation systématique et au progrès économique personnel, la philanthropie et les subsides, afin que la Palestine n’abrite que des mendians et non des juifs conscients de leur dignité. Les efforts pour fonder les différents éléments juifs du pays en une culture uniforme, à base nationale, butent contre l’entêtement de l’assimilation qui propage ses cultures „nationales“, la séparation intellectuelle et, de fait, l’absence de civilisation dans les communautés juives de la Palestine. On a tâché, par les écoles françaises de l’Alliance, les allemandes du Hilfsverein der deutschen Juden, les anglaises de l’Anglo-Jewish Association, d’infiltrer dans les masses la même désagrégation de civilisation que les ordres religieux et les „porteurs de civilisation“ incultuent aux arables et aux populations dans toute autre colonie. Une autre conséquence de la politique de mendicité et des expériences civilisatrices, fut la division politique des juifs, le manque d’organisation des communautés, la non-ottomanisation en partie, et, ainsi, l’abandon de l’influence numérique politique. Les cliques ploutocratiques se servirent encore d’autres armes que de la désorganisation intérieure. Dans leur haine irraisonnée contre l’épanouissement de l’activité juive en Palestine, les milieux jeunes-turcs furent systématiquement influencés. On leur représentait les efforts de renaissance juive comme dangereux et préjudiciables à l’État. Ces dernières années on n’en „appela“ pas seulement à la compréhensible méfiance des

Depuis le peu de temps qu’il existe, notre mouvement a atteint en Palestine des résultats remarquables. Il s’est formé une classe d’ouvriers agricoles et, dans les villes, les prolétaires immigrants créèrent de nouvelles branches d’industrie. L’association professionnelle se fit surtout à la campagne. Les syndicats d’ouvriers agricoles devinrent les légitimes représentants de la classe ouvrière. Ils lui assurèrent un salaire minimum répondant à leurs besoins plus grands que ceux des simples fellahs. Ils créèrent des associations de consommation et des clubs d’éducation pour les ouvriers et ils prirent une influence croissante sur la marche du travail colonisateur. L’esprit socialiste des ouvriers palestiniens se manifesta sous des formes variées : par l’opposition intransigeante à la tutelle des « gros bourgeois », préconisateurs de l’assimilation et de la dissolution impérialiste ; par l’opposition à l’abus de la propriété voulant remplacer le travail comme base de la colonisation ; par la création des coopérations ouvrières supprimant les entrepreneurs-intermédiaires dans les travaux urbains et ruraux ; par l’installation d’importantes colonies agricoles coopératives ; enfin, par la propagande constante de l’idée de propriété collective du sol. Il n’est pas surprenant que, déjà en temps de paix, cette classe ouvrière, sérieuse et hautement morale, pénétrée de la conscience de ses devoirs nationaux et sociaux, était considérée par les entraîneurs ploutocrates de l’infiltration pacifique comme un élément révolutionnaire dont les menées dangereuses pour la société ne pouvaient être assez flétries et dénoncées.

Le vin est distillé par les soupçons contre les « dévastateurs de l’état » auxquels ne pouvaient manquer de porter des fruits en ces temps de guerre. Cette année a vu la volte-face des gouvernants turcs à l’égard des débuts

de la colonisation juive en Palestine. Le gouvernement turc n’a, certes, pas suivi le système des persécutions horribles de la Russie. Il a, même, au début des hostilités permis aux juifs de nationalité étrangère de se naturaliser et de rester dans le pays, mais nous ne sommes pas tellement modestes pour être les obligés de gouvernements, pour la seule raison qu’ils ne permettent pas qu’on nous pille et assassine.

Il est indéniable qu’on met tout en œuvre pour „expurger“ la Palestine des éléments les plus intelligents et les plus productifs, ainsi que des chefs du mouvement ovrier. Cela, au moment où l’isolement complet du pays, la cessation de l’importation et de l’exportation, la suspension des exploitations urbaines et rurales, l’interruption des fonds de roulement et un pénible chômage ont amené une forte crise économique dans ce pays inculte, impuissant à se suffire. C’est justement alors qu’êclatèrent les persécutions contre ceux qui formaient le centre de la collectivité sociale. Une variation de la méthode russe fut l’accusation portée, en Palestine, contre la jeune colonisation juive, de tendre à la séparation du pays de l’empire ottoman. Cette accusation atteignit, surtout, notre parti palestinien à cause du projet de son programme adopté, en 1910, par une conférence. Beaucoup de participants supposés de cette conférence furent expulsés; l’organe du parti, la feuille hebdomadaire „Ha-Ahdouth“ (Solidarité) de Jérusalem fut suspendue et l’imprimerie du parti fermée. Trois des rédacteurs furent condamnés à deux mois de prison et à des amendes; deux furent bannis, un quatrième condamné à un an de prison (plus tard — aux travaux forcés pour toute la vie). Une autre organisation ouvrière non-socialiste existant dans le pays a été persécutée de la même façon. Les intellectuels juifs sont, également, en butte à des représailles continues. Quand on poursuivait et humiliait les juifs, quand l’armée et la population islamite fanatisée par la propagande de la guerre sainte, voient les juifs traités en traîtres, qui pourra garantir alors que rien de pire ne se passera? La Turquie touche encore à la Russie et le pays limitrophe s’appelle Arménie...

Nous n’allons pas réfuter les accusations spéciales concernant nos camarades. Leur programme les justifie assez. Il attaque aussi peu l’existence et l’intégrité de l’empire ottoman que les revendications du programme de Brunn des socialistes d’Autriche, dans la question nationale, poursuivent la ruine de l’Autriche. Comme parti révolutionnaire, nous n’avons jamais hésité à proclamer ouvertement nos aspirations. En Russie et en Turquie, nous avons adhéré au socialisme à une époque où cela n’allait pas sans danger. Notre idéal national a en vue tout d’abord le développement social, économique et intellectuel du peuple. Nous ne considérons pas l’indépendance d’état comme la seule forme finale de souveraineté nationale. Nous n’avons pas, non plus, dit pour les états à diverses populations, tels que la Russie et Autriche, qu’ils
devaient se décomposer suivant leurs groupements nationaux. Les états formés de nationalités diverses ont, pour nous socialistes, l’importante mission de prouver, par la pratique, la possibilité de la coexistence paisible de nations différentes. La libre alliance des peuples d’un état est de beaucoup plus un pas en avant vers la confédération internationale que le morcellement en petits états de nationalités. C’est une mission qui incombe, aussi, à l’empire ottoman. Cet esprit gouverne les principes de notre parti en Palestine. C’est dans cette idée qu’il a, en 1912, signé le manifeste des socialistes du Balcan contre la guerre.

La Turquie, comme souveraine des immenses territoires dans l’Asie Occidentale a le devoir impératif d’ouvrir à la civilisation ces régions dépeuplées et incultes. Il ne peut être question du refoulement des habitants d’un pays à population clair-semée, mais bien d’une condensation de la population, d’un bien-être supérieur, par l’intensité et la productivité du travail, ainsi que par l’affluence de nouvelles forces actives. C’est, surtout, la classe ouvrière juive qui, à l’occident de l’Europe et en Amérique, parut, au moins dans les premiers temps, menacer l’existence des ouvriers autochtones, ne viendra justement pas en Palestine et les pays avoisinants à titre d’accapareuse. Elle sera la propagatrice de la technique progressive, des conditions de vie meilleures, des salaires plus élevés. Une parcelle immigration est toujours un levier de civilisation.

La Turquie a à résoudre, simultanément, le problème de tous les états composés des nations diverses, — à régler l’existence des peuples juxtaposés dans un esprit de liberté et de libre arbitre démocratique. Elle doit, aussi, trouver la voie de la civilisation pour l’Asie Occidentale. Toute puissance qui domine ce territoire n’attendant qu’à être peuplé, et qui interprète ses devoirs d’une manière mesquine, dans un esprit d’hostilité contre l’immigration, ne se montre pas seulement malveillante envers l’immense misère juive. Elle contrevient aux aspirations civiliusatrices de l’humanité, se met en contradiction avec les principes de sa propre existence et expose l’Asie Occidentale à rester le cible d’une politique impérialiste tendant à des sphères d’influence.

Si les mesures prises par les autorités militaires syriennes sont dictées dans l’intention de créer une situation exceptionnelle permanente pour les juifs en Palestine, un intérêt vital de toute notre nation est atteint dans cette communauté naissante, en même temps que sont violés les principes de la libre immigration, du libre travail et de la libre colonisation.

Dans notre détresse, nous nous adressons aux socialistes des états alliés de la Turquie, tout comme nous appelons particulièrement l’attention des socialistes et des partis ouvriers d’Angleterre, de la France et de l’Italie sur les événements de Russie. Nous ignorons, si une intervention amicale des puissances centrales auprès de la Turquie et, d’autre côté, de ses alliés auprès de
la Russie amènerait des effets tangibles. Mais les gouvernements des puissances qui veulent être considérées comme civilisées doivent savoir qu’ils se font les complices de tous les attentats au droit et à la liberté, s’ils laissent le champ libre à leurs „amis”. Voilà ce que les socialistes de tous les pays doivent proclamer, qu’ils exercent ou non une influence directe ou indirecte sur leurs gouvernements.

VII.

La question juive et l’Internationale.

L’Internationale Ouvrière n’a, naturellement, pas seulement le devoir de parer les dangers directs menaçant les juifs de Russie et de Palestine. Nous attendons de la solidarité du prolétariat international qu’il mette la question juive à l’ordre du jour en la portant sur la liste des questions nationales dont la solution est devenue inévitable par la guerre. Malgré la remarquable différence de civilisation et de situations politiques en Russie, en Pologne, en Autriche et en Turquie, on voit de notre aperçu que les luttes politiques dont dépend l’existence de neuf millions de juifs n’ont qu’un seul et même sens. C’est la lutte des groupes dominants des nations, parmi lesquelles vivent les minorités juives, contre leur existence et pour leur absorption par l’entourage, tandis que ces minorités, malgré les plus dures privations matérielles et intellectuelles, défendent énergiquement leur particularité nationale. De concert avec la grande majorité de la classe ouvrière et, d’après notre conviction, d’accord avec tout le peuple juif, nous réclamons le libre arbitre de nationalité pour les minorités juives de tous les pays. Nous revendiquons, surtout dans les états de différentes nationalités où les juifs représentent une communauté intellectuelle à part et où ils s’évertuent à perpétuer leur génie propre, des garanties, par le droit public, pour notre existence nationale et notre libre développement intellectuel. Nous demandons l’autonomie pour nos affaires nationales et l’égalité nationale pour ce qui concerne l’administration de l’état ou de municipalité. Nous connaissons les difficultés spéciales que présente la dispersion géographique des juifs et les problèmes qui dépendent de cette division, problèmes sur lesquels nous ne pouvons nous arrêter ici.

Mais il est clair que le système d’autonomie nationale et de protection de droits de la minorité juive sera trouvé, dès que le principe de l’égalité nationale des juifs sera adopté. Si l’état bourgeois et libéral a trouvé les voies et les moyens de résoudre le problème de la tolérance religieuse et de l’autonomie des communautés religieuses, l’état démocratique vers lequel nous allons, trouvera l’énergie de trancher le problème compliqué de la libre adoption de nationalité et de l’autonomie nationale dans des régions à différentes nations. Quoique déjà compris dans ce principe, il faut encore catégoriquement postuler, pour les juifs, le droit de libre immigration, de colonisation, d’organisation et de développement national en Palestine et dans les pays
limitrophes. Nos exigences n'ont rien d'insolite. Ce n'est que l'application, aux masses juives, des principes généraux du droit national, que l'Internationale a toujours proclamés. Le peuple juif est concentré surtout là, où les intérêts nationaux de plusieurs populations se rencontrent ou se heurten. Le désir est légitime que les questions vitales, visant directement neuf millions de juifs fassent partie de la politique de l'Internationale autant que les questions polonaise, ukrainienne, lette ou arménienne. En outre la question juive n'est pas seulement un problème européen. Elle est plutôt une question mondiale, serrement liée aux intérêts économiques et politiques universels.

Ces devoirs du socialisme et de la démocratie envers le peuple juif, tant en paraissant très naturels, doivent être nettement déterminés. Jusqu'ici la conception de la question juive qui paraissait être la prépondérante pour l'Internationale, ne répondait nullement aux besoins d'existence de la classe ouvrière juive. Le socialisme a souvent adopté, sans examen préalable, l'idéologie assimilatrice de la bourgeoisie libérale. Nous avons vu que de l'union économique et sociale de la bourgeoisie juive avec les classes dirigeantes était née la tendance de dissolution. Reprise par les intellectuels sortis des rangs bourgeois, cette tendance a influencé les débuts du mouvement ouvrier juif. Cela ne change rien à l'origine et au caractère ploutocratiques de cette idée. La lutte pour l'émancipation civile des juifs à laquelle prêtaient part les socialistes de tous les pays s'est travestie par le relèvement des masses et l'ingérence politique du prolétariat juif, en une lutte contre l'émancipation nationale. Ce n'est pas, par hasard que les camarades les Drs. Diamand et Liebermann, membres du club polonais social-démocrate du Reichsraath autrichien, se sont entendus avec les représentants réactionnaires de la ploutocratie juive de Galicie pour une déclaration assimilatrice à propos de la question polono-juive. Cette coalition est symbolique et est basée sur l'essence même de ce courant anti-populaire. C'est pourquoi nous attendons de l'Internationale socialiste la reconnaissance formelle des droits à l'existence et au progrès du peuple juif et sa protection contre l'assimilation forcée.

Pour plaider le droit national des juifs, l'Association Ouvrière Internationale doit introduire dans sa propre organisation le respect envers l'individualité nationale des juifs. On doit accorder au prolétariat juif, aussi bien qu'aux autres nationalités qui ont perdu leur indépendance nationale ou sont assujetties à plusieurs gouvernements, une section nationale dans les corporations représentatives de l'Internationale. L'arrêté (du 4 mars 1916) sur la représentation aux congrès internationaux et au bureau international, désigne comme nation tout groupe de population dont les efforts pour s'affranchir et dont l'unité intellectuelle sont la conséquence d'une longue tradition historique, même s'il appartient à plusieurs gouvernements". En la rédigeant, les auteurs de cette formule n'ont, certes, pas songé aux juifs.
Il est indiscutable qu'elle motive formellement le droit d'une section juive à l'Internationale. L'appartenance des partis socialistes juifs à cette section ne peut être subordonnée à leurs opinions dans la question juive aussi longtemps qu'elles ne choquent en rien les principes généraux du socialisme international. Si, lors des premières tentatives pour renouer les rapports internationaux, il n'est pas encore possible d'exécuter cette réforme urgente, il faut de toute façon qu'une délégation spéciale des socialistes et des organisations professionnelles juives prenne part aux délibérations des socialistes et des partis ouvriers de tous les pays concernant l'action pacifiste du prolétariat, soit au Bureau international, soit à un Congrès international extraordinaire. Il n'y a qu'une telle délégation du prolétariat juif qui puisse éclairer l'Internationale sur la situation et les revendications de la nation juive dans les différents pays. Et seule la volonté manifeste d'une telle représentation juive peut former la base d'une action politique de l'Internationale.

Les espoirs de classe des ouvriers juifs sont liés à l'action pacifiste du prolétariat international. La guerre a démontré que les masses ouvrières forment en temps de guerre, comme en temps de paix, les fondements indispensables de la société et de son organisation d'État. Sans participation du prolétariat aux champs de bataille, dans les mines, les usines, aux transports, à la production de munitions, la guerre moderne est inconcevable. La force invincible des classes ouvrières repose sur son indispensabilité. Elles mettront, en fin de compte, cette force au service de l'humanité, de la liberté, d'une paix prochaine ne contenant pas les germes de nouveaux conflits. Cela ne peut être atteint qu'en opposant à l'impérialisme assujettissant les peuples — la solution des questions nationales sur la base du libre arbitre et du droit démocratique. L'union socialiste des États ne peut être qu'une confédération de peuples libres et égaux.

La Haye, novembre 1915.
RECUEIL DE DOCUMENTS.
I.

La Russie et les Juifs.

Circulaires des Commandants généraux et des Gouverneurs militaires.

Circulaire du Grand-duc Nicolas Nicolaïevitch aux gouvernements militaires:

Cette guerre nous instruit de l'attitude hostile de toute la population juive de Galicie et de Boukovine. Dès qu'une modification notable a lieu dans la position ou le déplacement de notre armée, chaque fois que nous évacuons temporairement un district, l'ennemi, par l'immixtion juive, prend des mesures cruelles envers la loyale population non-juive. Pour protéger notre fidèle population contre les oppressions de l'ennemi et notre armée de la trahison des juifs sur tout l'étendu du front, le Commandant en chef de l'armée russe trouve utile qu'on bannisse les juifs dès que l'ennemi se retire et qu'on leur prenne des otages, tout d'abord parmi les riches ou les bien situés. Ensuite, on s'emparerà des rabbins influents des communautés en question et on les enverra comme prisonniers à l'intérieur du pays (provisoirement dans la province de Kleff où ils seront détenus dans des camps de concentration).

On avertira la population juive ainsi que les otages emmenés, pour qu'ils sachent bien qu'ils seront rendus responsables de chaque acte de sévérité de l'ennemi envers notre population loyale et dévouée. On fera part, en même temps, à notre fidèle population non-juive, que ces mesures contre les juifs sont prises pour la protéger ; que ces six mois de guerre nous ont convaincus que les juifs sont des traitres et des félons et n'éprouvent aucune sympathie pour leurs concitoyens.

Les autorités sont invitées à bannir provisoirement les juifs dans les provinces sur la gauche du Dniepr. Le Ministre de l'Intérieur se réserve les dispositions à prendre pour le transport ultérieur des prisonniers.

**

Ordre du Commandant de la place forte Nowo-Georgievsk aux troupes de son rayon militaire.

27 Novembre à St. No. 89: Des articles ont paru dans la presse allemande disant que les allemands trouvent des fidèles alliés dans les juifs russes qui non seulement soignent, on ne peut mieux, le ravitaillement, mais sont, aussi, en partie les meilleurs espions et les plus désintéressés, prêts à tous les services quand il s'agit de nuire les intérêts russes. Les juifs voient dans les victoires allemandes leur délivrance du joug du tsar et de l'oppression polonaise. Des communications analogues nous parviennent sans cesse de l'armée. Pour protéger les troupes contre les actes
nocifs des juifs, le Commandant en chef ordonne, lors de l'occupation de lieux habités, de prendre des otages juifs et d'avertir les autres que, en cas de trahison d'un des habitants, les otages seront exécutés et cela, non seulement, pendant notre occupation de ces lieux, mais aussi après l'évacuation, si c'est nécessaire. En occupant des lieux habités, on procédera à une enquête minutieuse pour découvrir des appareils de télégraphie sans fil, cothères, postes de pigeons voyageurs, lignes télégraphiques souterraines etc. Toutes les rigueurs de la loi seront applicables aux personnes impliquées. Par ordre télégraphique du général Oranowski No. 3432, Commandant du rayon fortifié : G. de C. Bobyr.

L'ordre est issu de l'imprimerie à 6 heures du soir, le 2 décembre 1914.

**

Orde du Gouverneur général de Lemberg, comte Bobrinsky, du 13 (26) février 1915.

Par suite des ordres du Commandant en chef des armées du front sud-ouest, le Gouverneur militaire de Galicie décide, vu l'espionnage croissant des juifs, d'après les articles 1, 2 et 3 de la loi concernant les endroits considérées en état de siège, ce qui suit :
1. L'accès de la Galicie est défendu aux personnes de nationalité juive.
2. Les personnes de nationalité juive ne peuvent se rendre d'un lieu à l'autre de la Galicie.
3. Les coupables seront condamnés, par mesures administratives, à une amende maximale de 3000 roubles ou aux arrêts maximaux de trois mois.

L'exécution de cette ordonnance appartient au Commandant de place de Lemberg, au Gouverneur de Galicie et aux chefs des districts appartenant à ce gouvernement.

**

Ordre des autorités militaires de Kolomea (Galicie).

Proclamation. — Je porte à la connaissance de la population juive de Kolomea qu'elle est responsable de tous les dégâts à la voie ferrée, aux fils télégraphiques ou téléphoniques du rayon des lieux Delatyn, Kolomea, Sniatyn. Toute la population juive de Kolomea sera frappée d'une forte amende, payable en trois jours. Sinon, la population juive toute entière sera expulsée des parties occupées par les troupes. Le Commandant de la circonscription de Kolomea : Prince Lobanov-Rostowski.

**

Ordonnance secrète pour la suppression des feuilles juives.

Ministère de l'Intérieur.  Strictement confidentiel.
Administration du Département des Postes et Télégraphes de Vilna.

(Timbre.)
Bureau des Postes et Télégraphes de Kovno, arrivée le 11 (24) juillet 1915.
No. 9570.

Aux Directeurs des Bureaux de Postes et Télégraphes de la Circonscription de Vilna.

Le Gouverneur de Vilna m'a fait savoir par ordonnance du 5 juillet dernier, sous le No, 20586, que par communication du Commandant en chef de la circon-
scription militaire de Dvinsk, le Commandant en chef des armées du front nord-ouest défend la publication et la distribution des journaux en yiddish, ainsi que l'acceptation et la distribution de correspondances en cet idiome.

Communication de la présente est faite aux directeurs des administrations pour qu'ils s'y conforment.

Pour le chef de la circonscription:
Ingénieur (Signature)

Le préposé aux ordres spéciaux:
(Signature).

L'Expulsion des Gouvernements de Courlande et de Kovno.

La Police des chefs-lieux du gouvernement de Kovno a reçu l'ordre suivant du Commandant en chef de l'armée:


(Publié dans la presse quotidienne russe).


D’après les renseignements dont nous disposons c’est, en conséquence, l’excédent de soldats juifs dans le train et dans les établissements derrière le front et grâce à leurs rapports avec les juifs galiciens locaux, les espions autrichiens sont au courant de ce qui se passe au front et au derrière du front, en obtenant leurs informations de juifs de Galicie ou de soldats juifs de Russie. En outre, sous prétexte des besoins de service, les soldats juifs profitent de leur droit d’entrée en Russie et transportant des colis et des lettres en écartant la censure et la visite. Pour éviter ce fait indésirable, le Commandant en chef ordonne que tous les soldats juifs, propres au service du front, soient immédiatement placés dans les bataillons de réserve où on les tiendra pendant six semaines pour être trainés; après quoi ils seront envoyés au régiment et mis sous une surveillance spéciale.

La communication est faite pour que des ordres soient émis à ce sujet.

Sig. Général d’infanterie
(nom illisible).

S. Général-major Serschewsky.

Ratifié par le premier adjudant-Colonel
(illisible).
Dépêche de l'Etat-major du 30me corps d'armée.

Le Commandant du corps ordonne l'exécution des ordres de la dépêche du Commandant en chef de l'intendance de l'armée de campagne. Sur l'ordre du Commandant en chef l'évacuation forcée est arrêtée complètement pendant la retraite. Les furtifs qui se retirent librement dans nos gouvernements ainsi que les habitants des frontières seront dirigés vers les parties est des gouvernements de Volhynie et de Podolie. Si les mesures militaires le permettent, il ne faut pas retenir ceux qui désirent retourner en Galicie. Les furtifs seront déportés dans quelques colonies pour remplacer les colons évacués. Les juifs de Galicie ne pourront passer nos frontières; ceux qui auraient pénétré dans notre territoire à la suite des furtifs devront autant que possible être renvoyés en Galicie. Il y a, présentement, le long de la frontière autrichienne des campements de juifs expulsés auparavant des rayons militaires et non admis en Russie. Lors de la retraite de notre armée et au passage des frontières, des perquisitions minutieuses seront faites dans ces campements; ils seront contournés pour éviter l'infection. Des mesures énergiques jusqu'à la violence, seront également prises pour repousser les juifs dans la direction de l'ennemi.

Signé le lieutenant-colonel Stavroguine.


Circulaire. *)

Ministère de l'Intérieur
Département de Police
Sixième Section

Le 9 janvier 1916.

Aux gouverneurs, préfets de ville, chefs de région, bureaux de gendarmerie (police politique) des provinces.

D'après les informations parvenues au Département de police, les juifs s'occupent actuellement avec énergie de la propagande révolutionnaire à l'aide de nombreuses organisations secrètes aux fins d'exciter le mécontentement général en Russie; en dehors de l'agitation criminelle dans l'armée et dans les grands centres industriels de l'Empire, ainsi que de l'excitation aux grèves, ils se servent de ces deux importants modes d'action: le renchérissement artificiel des denrées de première nécessité et l'accaparement de la monnaie.

Prenant en considération que ni les revers militaires, ni l'agitation révolutionnaire n'exercent une influence sérieuse sur les larges masses populaires, les partisans secrets de l'Allemagne se proposaient de provoquer le mécontentement général et des protestations contre la guerre au moyen de la famine et du renchérissement excessif des denrées alimentaires.

Grâce au manque de monnaie dans la circulation, les juifs cherchent à inspirer à la population de la méfiance envers le papier-monnaie russe, à en abaisser la valeur et à contraindre les déposants à retirer leurs dépôts des institutions de crédit de l'Etat. (Cris de gauche: „Sagesse d'hommes d'Etats!”). A l'occasion de l'émission des coupures d'échange, les juifs répandent énergiquement parmi les populations le bruit

*) Lue par le député socialiste Tchakhidzé dans la séance de la Douma du 10/23 février 1916.
que le gouvernement russe aurait fait faillite puisqu’il n’avait même plus assez de métal pour la monnaie de billet.

La large participation des juifs dans l’action criminelle, ci-dessus décrite, semble s’expliquer par leur désir d’obtenir l’abolition de la zone de séjour juif étant donné qu’ils considéraient le moment actuel comme le plus favorable à la réalisation de leurs buts au moyen d’une action tendant à entretenir un état de trouble dans le pays.

Le Département de Police porte à votre connaissance ce qui précède à titre de renseignement. (Cris: „Quelle horreur! Quelle insanité!”). Signatures: Faisant fonction de directeur, Kafafiev; pour le secrétaire, Poretzky; faisant fonction de régistrateur, Vinogradov.

Discours de M. N. M. Friedman
(député juif)
prononcé à la Douma le 2 août 1915.

À l’anniversaire de la guerre de notre patrie, lorsqu’un grand pays démontre sa ferme résolution de faire la guerre jusqu’au bout, quand toutes les forces vives du pays sont mobilisées, il semble qu’on aurait dû accorder une attention proportionnée aussi à la mobilisation de l’esprit national, de cet esprit collectif qui personnifie toutes les nationalités vivant sur l’étendue de la Russie et réunies dans sa grande masse. À ce point de vue, chaque unité, chaque nationalité séparée mérite qu’on lui consacre l’attention et il me semble qu’il n’y a pas chez nous de nationalité qu’on puisse prendre pour une quantité négligeable dont on puisse ne pas tenir compte. Il conviendrait donc d’expliquer la situation et les conditions dans lesquelles chaque nationalité peut mobiliser le mieux ses forces pour repousser l’ennemi. En examinant, à ce point de vue, la situation des juifs, tout ce que depuis des années ils ont supporté et souffert et tout ce qui les attend encore, avant tout je constate que, malgré leur condition douloureuse, bien qu’on ne leur ait accordé aucun droit, les juifs ont su s’élever à la hauteur du citoyen et faire preuve d’une activité très remarquable dans cette guerre.

Ils ne se sont jamais mis en retard des autres, ils ont mobilisé tous ceux qui étaient appelés et, de plus, ils ont envoyé à la guerre leurs fils uniques. Il est vrai qu’ils ne faisaient pas cela volontairement, mais par suite d’une loi d’exception, mais on n’en est pas moins un fait certain que c’est la seule nationalité qui ait dû se séparer de ses fils uniques qui versent leur sang pour la patrie. À l’commencement de la guerre les journaux ont donné de longues listes de volontaires juifs. Messieurs, c’étaient des volontaires qui, par leur instruction, leurs diplômes, auraient eu le droit d’être officiers; ils avaient qu’ils ne recevront pas le rang d’officiers et ils s’engageaient pour combattre.

Les jeunes, chassés de leur patrie par la loi qui ne permet qu’une très minime proportion d’israélites dans les établissements d’instruction supérieure, forcés d’aller étudier à l’étranger, sont revenus dans leur patrie quand la guerre fut déclarée, exceptés ceux qui sont restés prisonniers en Allemagne. Ceux que la guerre a surpris dans les pays alliés se sont engagés dans les armées des puissances alliées. Force étudiants juifs ont péri pendant la défense de Liège ou sur le front occidental. Même ceux qui le sont avait exilé de Russie, qui avaient émigré de l’autre côté de l’océan, sont revenus en grand nombre.

Des juifs, comme d’autres, ont construit des ambulances, ont offert de l’argent, des vêtements, toutes sortes de choses, ont pris part à tout ce que les autres compatriotes faisaient pour la guerre. Et, dans les combats, ils n’étaient pas inférieurs aux autres. Bien des juifs ont reçu des récompenses honorifiques pour leur bravoure.
Les statistiques des pertes montrent que les juifs, en proportion, n'ont pas perdu moins de monde que les autres. J'ai des statistiques formées d'après les 150 listes publiées dans les „Izvestya Petrogradskavo Gradonatchalstva“ (Bulletin de la municipalité de Pétrógrad). La proportion des pertes des Juifs forme les 4,90 %; la proportion des morts parmi les combattants juifs est de 4,11 %.

Tandis que, d'après le Comité central de statistique, la population juive, au premier janvier 1910, formait les 4,05 % du reste de la population, de sorte que la proportion des tués et celle des hors de combat était supérieure à ce nombre. Cela peut venir de ce que les fils uniques sont aussi incorporés.

Pour faire comprendre la mentalité des juifs, je me permettrai de lire une lettre qui m'a été adressée: „Il y a dix ans, à l'âge de 18 ans, j'émigré aux États-Unis. Quand la guerre fut déclarée, je savais qu'on ne me jugerait pas parce que je n'étais pas revenu pour la conscription, si je revenais volontairement servir. Je risquais ma vie. Néanmoins, je suis arrivé à Arkhangelsk, parce que j'aime mon pays plus que ma vie, plus que la liberté dont je jouissais en Amérique.

Au mois d'octobre de l'an dernier je me présentai au recrutement, fus déclaré bon au service et déjà au mois de janvier j'étais dans les Carpathes, j'y perdais le bras droit, presque jusqu'à l'épaule et j'y terminai ma courte carrière de combattant. Le 21 janvier, la commission me déclara hors de service et je me rendis dans mon endroit natal, en Courlande. Au lendemain d'arrivée à Riga, je vis tout à fait par hasard dans une gare ma mère et le reste de ma famille expulsés de leurs pays sur l'ordre des chefs de l'armée. Cette tragédie inattendue empria mon état et l'on me transporta à l'hôpital militaire de Riga, où je suis encore. Toute ma famille dut quitter Riga, il y a quelques jours, parce qu'elle n'avait pas le droit de demeurer dans cette ville. Le soldat ajoute: „Dites à ces messieurs qui siègent sur les bancs de la droite de la Douma, que je ne regrette pas le bras que j'ai perdu, mais je regrette la perte de la dignité d'homme dont je jouissais sur la terre étrangère." Telle était la mentalité juive qui s'est exprimée dans de nombreux appels, dans des manifestations, dans la presse et, enfin, dans cet endroit solonnel.

Mais quelle fut l'attitude des autorités de notre gouvernement, en présence de cet élan patriotique? Il semble qu'on ne pouvait guère la négliger, car il y a, au moins, 6 millions de juifs dans le pays. Les juifs se sont justement trouvés au centre des actions militaires; on se bat dans un territoire où la population juive est très dense et les juifs ont à supporter toutes les misères de la guerre. Il semble que l'on aurait dû avant tout prendre des mesures pour alléger ce fardeau. On ne pouvait sans doute négliger les sentiments des centaines de mille juifs qui versent leur sang sur les champs de bataille. Qu'est-ce que nous voyons?

Depuis le commencement de la guerre, les répressions contre les populations juives, non seulement n'ont pas diminué, n'ont pas cessé, mais, au contraire, ont empiré. Je prends la liberté de vous citer quelques faits particuliers. Au début de la guerre, la juive Gutermann, dont le mari est au service actif, a été expulsée de Koursk; du village de Lisko, arrondissement de Rètchitsa, a été expulsé un cordonnier qui y habitait depuis 10 ans et qui a trois fils dans les rangs. Un soldat, Alexandre Rogkov blessé à l'œil, arriva à Kharkov pour être traité; sur son passeport on inscrivit l'ordre de quitter la ville; le soldat Godlevski dont la jambe avait été amputée, était soigné à Rostov-sur-le-Don, on voulut le renvoyer dans le gouvernement de Kalitch, occupé par les Allemands. Ce n'est que sur les instances du zemstwo qu'on lui permit de rester. Un aide pharmacien, blessé à la guerre, se fit transporter à Pétrógrad pour se faire soigner. On lui refusa d'abord le droit de rester en ville. Enfin, sur recommandation spéciale, on lui amona qu'on le tolérerait pendant deux mois à Pétrógrad, mais qu'après ce délai on ne lui accorderait aucune prolongation. Avez-vous qu'on ne peut appeler cela d'un autre nom que celui de honte. Il est vrai que bientôt après une circulaire du ministère de l'intérieur on accorda aux familles des soldats sur le front le droit de rester dans leurs demeures, mais ceci se rapporte aux familles, non aux
blessés eux-mêmes. La publication même de cette circulaire, le seul fait que, d’après la loi, l’appel à l’armée d’un ouvrier juif fait perdre à sa famille le droit de résidence, suffisent pour caractériser notre législation, à laquelle il faut des mesures spéciales pour rétablir la justice.

Je ne puis pas ne pas remarquer les traitements de la presse.

Les journaux juifs publiés à Varsovie, à Odessa, à Biéloïstk, en langues juive et hébraïque, ont tous été supprimés. Toute la masse des juifs a été privée de la possibilité de lire les nouvelles dans leurs journaux. (Une voix de droite : Ils peuvent les lire en russe). Non, il n’y a un grand nombre de juifs qui ne savent pas lire le russe. On n’a qu’à envisager la politique du ministère de l’instruction publique envers la question juive. Nous savions déjà que pour qu’un juif pût être admis dans un établissement d’instruction publique, il fallait qu’il eût obtenu le maximum dans toutes les branches aux examens ou bien avoir eu la chance de tirer un bon numéro au sort ; à présent il faut que son père ait été tué ou qu’un frère ait été blessé. Voilà à quelles conditions a recours l’autorité scolaire, voilà ce que fait le gouvernement pour la question juive.

Et qu’est-ce que nous avons entendu du chef du gouvernement ? Il n’a admis de justice que pour la Pologne, mais trop tard, ou avec un grand retard dans tous les cas. Quant aux autres nationalités qui versent aussi leur sang sur les champs de bataille, il a dit qu’on promettait la bienveillance pour les intérêts non des nationalités, mais pour les intérêts des sujets fidèles, sans différence de confession. On n’a rien promis aux nationalités. Qu’est-ce que signifie la bienveillance pour les intérêts ? Nous le savons, c’est l’ancien principe de l’État policier, le principe de la fidelité policière...

Ici, à la Douma d’empire, on a prononcé bien des paroles ardentes en faveur de la Pologne, c’est tout à fait juste — c’est naturel. La Pologne souffre plus que toutes les autres contrées, et tout ce qu’on lui donne et tout ce qu’on en a dit ici, est sans doute parfaitement vrai. Quant à nous, on ne nous complimente pas, mais il ne faut pas oublier qu’en Pologne et dans d’autres provinces coule aussi le sang d’autres nationalités, coule le sang juif et malheureusement non seulement par les mains de l’ennemi, non seulement dans la guerre, mais à propos de la guerre et même à propos de rien.

J’ai suivi attentivement les projets proposés à l’attention de la Douma par les représentants des différentes fractions. Mais, dans cet instant, devant mes yeux se levait mon malheurieux peuple qui ne connaît ni repos, ni loisir. Il ne reclame pas à présent la garantie de loisir, il demande la garantie de la vie, la garantie des droits primordiaux de l’homme. Mais on n’en a pas parlé.

Quand on évacue en masse, quand on chasse la population d’une partie de l’empire à une autre, quand on transgresse les ordonnances fixant un territoire pour les juifs, quand on exile les juifs par milliers dans les gouvernements de Tambol, de Voronêge, en Sibérie, la Douma trouve inopportun de donner à un peuple souffrant le droit de circuler librement. Dans la question juive tout reste comme auparavant.

La guerre se fait avec des alternatives de succès et d’insuccès inévitables dans un conflit si prolongé. Il y a incontestablement des hommes responsables des insuccès, il faut chercher des responsables. C’est commode d’avoir un bouc émissaire. Il existe depuis longtemps, c’est le juif à qui on peut attribuer tous les crimes. L’ennemi était à peine près de la frontière de l’empire qu’on répandait déjà le bruit que l’or des juifs était transporté aux allemands, tantôt dans des avions, tantôt dans des cercueils, tantôt dans l’intérieur d’âles. Aussitôt qu’avancait l’ennemi, on voyait immédiatement paraître le juif sur une haquenée blanche, probablement cette même haquenée qui parcourait la ville de Kief avant les pogroms, pour inviter aux massacres. Les juifs construisaient des téléphones, détruisaient les téléphones ; la légende grandissait, s’étendait avec l’appui des autorités et l’agitation dans les milieux officiels
atteignit des dimensions colossales. Je dois remarquer seulement que ces légendes apparaissent généralement au moment où l’on abandonnait des positions pour d’autres, prêparées à l’avance.

Envers les juifs on prit une série de mesures absolument incroyables, inouies dans l’histoire de l’humanité, soit par leur cruauté, soit par leurs prétextes. Ces mesures qui étaient appliquées sous les yeux de toute la population, répandaient dans la population abasourdie et dans l’armée l’idée que les juifs sont traités par le gouvernement comme des ennemis et que, naturellement, il fallait aussi les traiter en ennemis. La population juive est mise hors la loi. Voici quel élément de démonisation a été introduit dans l’armée même par ces mesures. Tout d’abord, ces mesures ont conduit à l’expulsion intégrale des masses juives de bien des endroits. Ces expulsions ont eu lieu, dans le royaume de Pologne, à Mychinet, Novo-Alexandria, Grodiask, Piacetchno, à Skerrorvitsa, à Solkhatchev, à Girardof, Lovitch, Boltmof et dans beaucoup d’autres villes. Depuis lors, les déportations ont lieu en Livonie, en Courlande, en Volhynie, en Podolie et dans d’autres gouvernements. Un demi-million de personnes ont été réduites à la misère et au vagabondage.

Messieurs, celui qui a vu ces expulsions ne les oubliera de sa vie. J’ai assisté à ces expulsions en Pologne. J’ai vu les exilés. Elles avaient lieu pendant une journée, parfois deux. Toute la population juive, jusqu’au dernier vieillard, femmes et enfants, malades, orphelins et hospices — on faisait même sortir des asiles d’aliénés les fous et on forçait les Juifs de les emmener. A Mohlutitsa cinq mille personnes furent expulsées en une journée. Le chemin direct était de se rendre à Varsovie par Goura-Kalvaria, mais on les obligea de se rendre dans le gouvernement de Luberlin par des chemins détournés. On ne leur accorda le temps de ramasser aucun de leurs biens; beaucoup allaient à pied. Quand ils arrivèrent à Goura-Kalvaria ou du pain et des provisions avaient été préparés pour eux par un comité de bienfaisance juif, on ne leur permit pas de s’arrêter. Ils durent continuer leur chemin. Si un malheureur arrivait, si un bébé tombait d’un chariot et se tuait, on ne permettait pas aux parents d’enterrer leur enfant.

J’ai vu les expulsés du gouvernement de Kovno; ces gens qui hier encore étaient à leur aise, qui faisaient des sacrifices pour aider les pauvres, sont à présent des miséreux aussi. J’ai vu, au milieu de ces déportés, des dames et des demoiselles juives qui naguère travaillaient avec les damoiselles russes, couraient du linge, faisaient des collectes. Maintenant, elles se faisaient sur la voie du chemin de fer. J’ai vu des familles de mobilisés et, ce qui est pire, des soldats blessés avec la croix de St-Georges sur la poitrine. Messieurs, c’étaient des héros, hier, aujourd’hui, ce sont des espions!

Voici la situation de milliers de familles juives. On raconte que des soldats juifs, marchant à travers les villes de Pologne, ont assisté à l’expulsion de leurs femmes et de leurs enfants. Ils ont vu encore de pièces choses. Pensez donc à toutes les barbaries qui se commettent chez nous.


Pensez donc! Au moment où nous faisons tant de wagons pour transporter les munitions, quand de tous les côtés on entend des plaintes sur le manque de moyens de transport, que faisait le Ministère des voies de communication? Quel était le gouvernement? Un train de 110 wagons plein d’expulsés juifs stationna plusieurs jours dans une gare.

Une autre mesure inouie dans les annales de la civilisation, c’est ce qu’on appelle
„l’institution des otages.” On prenait des otages, non de l’emnemi, mais de ses propres sujets, de ses propres concitoyens! Dans chaque bourgade, dans chaque ville de la Pologne, on prenait un certain nombre d’otages : on en prit à Radom, Kielce, Lomja, Kovno, Riga, en Courlande, à Lublin, en Livonie etc. Et ces otages qui devaient être responsables des attentats qui pouvaient être commis, étaient mis au régime le plus sévère, et à présent encore, dans les prisons de Piotava, il y a des otages juifs des gouvernements de Kielce et de Radom qui y sont enfermés depuis le mois de mars. Ils devront répondre, si quelque chose d’hostile à l’armée arrive dans ces deux provinces.

Ils doivent inspirer, garantir etc., tout pour les autres. Quand l’expulsion a eu lieu, arriva un ordre qui devait arrêter ces expulsions, mais l’ordre arriva lorsqu’il n’y avait plus un juif dans le gouvernement de Kovno. On proposa alors à la population juive de retourner dans ses anciennes demeures à condition qu’elle livrât volontairement des otages. Vous jugerez des sentiments de la population d’après la déclaration que j’ai envoyée au Président du Conseil des ministres :

... Cette condition monstrueuse imposée à ses compatriotes, ne sera pas acceptée par les juifs. Ils aiment mieux errer au hasard et mourir de faim qu’accéder à des exigences qui souilleront leur honneur civil et national. Les juifs ont rempli et remplissent leur devoir envers la patrie jusqu’au bout. Aucun sacrifice ne les épouventera, aucune persécution ne les écartera du chemin de l’honneur, aucun mauvais traitement ne les fera recourir au mensonge, signer leur déchéance.

Si vraiment l’autorité veut faire retourner les juifs dans leurs demeures, d’où ils ont été chassés par la violence, l’autorisation du retour couplé avec des conditions honteuses est égale à une nouvelle insulte, offense imméritée — tel est le sentiment de la population juive, sentiment partagé par moi, son représentant”. (Voix au centre : bravo !) Aucune réponse n’a été faite à cette déclaration.

Puis vint un autre ordre du commandant des ports de Vyborg et de Kronstadt, par lequel l’armée est faite à tout juif de se fixer pour l’été dans les villes situées sur les bords du golfe de Finlande. Ici donc, non seulement les juifs polonais, mais tous les juifs russes sont englobés dans les mêmes soupçons. Ce n’est pas à cela que se bornent les malheurs du peuple juif. Il y a pis :

Il y a eu des pogroms, des pillages, des violences, des viols.

Je ne citerai pas dans ce moment des faits particuliers : dans une séance à huis clos je fournirai des documents et vous sauvez. Il suffit de faire connaître le document suivant :

„Par la présente, je déclare que durant mon service comme commandant de la ville de Lublin, la population juive de cette ville s’est conduite d’une manière parfaitement correcte, qu’elle s’est empressée d’accomplir toutes les réquisitions des autorités pour écarter toutes circonstances illégales ou indésirables, qu’elle s’est montrée pleinement loyale et digne de confiance. Cette déclaration est délivrée au président de la commission juive Jacob Kipmann et au membre de la dite commission Beer Wahrmann pour être remise au commandant des troupes à propos de la requête de la dite commission qui demande du secours en cas de besoin contre les attentats qui pourraient être dirigés contre la population par des violateurs de la loi, ce dont la signature et le sceau font foi ...

Ainsi, pour demander aide contre les criminels, il faut une autorisation spéciale des autorités. Vous pouvez vous figurer ce qui arrivait dans les cas où il n’y avait pas de déclaration des autorités locales.

Messieurs, si, en discutant ce qui se fait à l’égard de la population juive, un leader de l’opposition, avant le commencement de la guerre, a pu s’exprimer ainsi : Nous approchons de l’époque de Ferdinand et d’Isabelle — moi je vous dis : ces temps sont bien dépassés. Les persécutions espagnoles ont eu lieu il y a 400 ans, mais ces persécutions n’étaient qu’une plaisanterie, en comparaison de ce qui se fait à présent.
Un demi-million d'êtres humains ont été exilés. Mais là, quand on bannisait, cela se faisait dans une époque de ténèbres, au moment de l'inquisition, ad majorem dei gloriae, et alors on accordait trois mois pour enlever ses biens. Mais ce qu'il y a de plus important, c'est qu'alors le sang des juifs ne coulait pas sur les champs de bataille au service de l'Espagne, tandis que chez nous ce sang coule pour la défense de notre patrie. Un demi-million de juifs sont chassés de leurs demeures, un autre demi-million combat sur les champs de bataille.

Je dois, une fois encore, Messieurs, attirer votre attention sur cette manifestation révoltante, cette abominable diffamation qu'on a répandue dans toute la société russe, dans les rangs de l'armée, diffamation inconnue jusqu'ici dans l'histoire, qui accuse tout un peuple de haute trahison. Une si atroce calomnie n'a pu se produire que contre des gens qui ne jouissent d'aucun droit.

Voyez donc, il n'y a pas de tels soupçons dans les pays où les juifs jouissent des mêmes droits que tous les autres citoyens.

Oui, c'est parce que nous n'avons pas de droits, ce n'est qu'à l'agitation entretenu par une presse officieuse, aux menées antisémites qui ont précédé la guerre, qu'on peut attribuer cette infâme calomnie qui a trouvé un sol si favorable et a donné une abondante moisson. Présomption? Non, Messieurs, calomnie, et très simple, peu compliquée. Voici un peuple qui depuis des années nous opprime, que nous pressurons; ils sont sans droits, ce sont des parias parmi nous — pourquoi est-ce qu'ils nous aiment donc? Il serait compréhensible qu'ils trahissent. Voilà la construction logique qu'on peut mettre à cette insinuation si répandue dans toute la Russie. Messieurs de la Douma, je vous répondrai ce qui suit:

Oui, nous n'avons aucun droit, on ne persécute, nous sommes malheureux, très malheureux, mais nous savons la source de ce mal. Il vient de ce côté, de ces bancs-là. C'est le gouvernement russe qui nous opprime, ce n'est pas le peuple russe.

Qu'y a-t-il donc à étonner que nous lisons notre sort, monsieur le gouvernement russe, mais au peuple russe? Il y a trois ans, quand ici on discutait le projet de loi pour la création d'un gouvernement de Khholm, à qui serait-il venu à l'idée que sot d'on aurait à s'incliner devant la libre autonomie de la Pologne? Et nous aussi, nous espérons que le temps n'est pas loin où nous aurons les mêmes droits que le libre peuple russe, où nous serons tous des libres citoyens d'une libre Russie.

À la face du pays, à la face du monde civilisé, je déclare que cette calomnie est le mensonge le plus révoltant, une invention de gens qui doivent cacher leurs méfaits, qui veulent décharger de leurs crimes les coupables pour en charger des innocents. (Applaudissements à gauche.)

Et ces gens qui accusent de trahison leurs concitoyens, qui, par cela, rabaisent leurs bonnes dispositions, eux-mêmes commettent des actions traîtresses. (Applaudissements à gauche.)

Comment est-ce que se créent les affaires d'espionnage? Pour le bien comprendre, je me permettrai de lire ici une partie de l'acte d'accusation dans l'affaire de Lonja; là, dans l'habitation d'un juif, au cinématographe, on a trouvé deux appareils téléphoniques et l'on poursuivait le juif pour espionnage... On trouva que ses appareils avaient été déposés chez lui par des gens appartenant au parquet! On a pu le prouver et ces personnes furent poursuivies, voici ce que dit l'acte d'accusation. Vu les faits ci-dessus, les agents sont accusés d'avoir conspiré pour faire arrêter Benkeldorf, ils ont fait d'eux-mêmes une descente dans la cabine du cinématographe où ils ont pris et arrêté arbitrairement le Benkeldorf, délit prévu par les numéros tel et tel du code pénal... Ces messieurs ont été condamnés aux bataillons de discipline.

Et l'affaire de Koujy, Messieurs! Vous avez lu que dans toutes les villes de Russie on avait affiché qu'un détachement de notre armée avait souffert par la trahison des juifs et de la population luthérienne qui auraient caché dans leurs caves de nombreux soldats allemands pour leur permettre d'attaquer les Russes à l'improviste. Le député Kerensky et moi, nous sommes allés dans cet endroit pour faire une
enquête sur cette affaire. Or, il est avéré que rien de pareil n’est arrivé. Il n’y avait pas dans tout le village une seule cave où l’on pût cacher des soldats allemands. Il n’y avait qu’une seule cave appartenant à un juif et longue de 2 m. 80 sur 1 m. 10 et si basse qu’un homme ne peut s’y tenir debout. De plus, l’insuccès a eu lieu, le 28 mai et tous les juifs avaient quitté l’endroit le 27 mai.

Ils étaient partis avec le consentement du commandant militaire, avec la permission des officiers, ce qui naturellement n’aurait pu avoir lieu, s’ils avaient été coupables de quoi que ce fût. Nous savons pour sûr que le ministre de l’intérieur a tous les renseignements là-dessus et pourtant depuis lors cette calomnie n’a pas été contredite. Dans les églises de Tashkent on a célébré des prières pour la délivrance de notre armée des trahisons juives. Messieurs, quels que soient nos malheurs, quelque nombreuses que soient nos pertes et nos sacrifices, ce qu’il y a de plus pénible, c’est l’affront qui nous est infligé. Je me permets de vous citer ce fait : Il y a quelques mois, quand le danger menaçait une ville de l’ouest, quand l’ennemi était aux portes, on célébrait un service à la synagogue, le peuple priait, un vieux rabbin priait aussi et il termina sa prière par ces mots : “O Seigneur, sauve notre ville et prends mon âme.” A ces mots il tomba mort. C’est ainsi que sentait, que mourait un vieux rabbin, c’est ainsi que pense et sent le peuple juif.

Mais on lui a porté un coup dans le dos, coup capable de paralyser ses forces... C’est à vous, MM. les députés, de dire un mot encourageant, c’est à vous d’agir de façon à sauver le peuple juif de la situation affreuse où il languit, c’est à vous à lui rendre la force et le courage.

Je ne sais, si la Douma prononcera cette parole, mais, si elle le fait, elle payera sa dette d’honneur, elle fera un acte de courage civique, cet acte qui est nécessaire pour le bien et la grandeur de la patrie.

Les seconds débats juifs à la Douma.


N. S. Tchkhheïdze (député socialiste démocrate). Vous savez parfaitement que le régime du gouvernement du 3 juin a toujours été basé sur l’absence de droits des juifs et dans tous les moments critiques de ce gouvernement, il dirigeait avant tout ses coups contre les juifs, côté de moindre résistance. Vous vous souvenez fort bien que lorsque les premiers signes d’un mouvement de libération se sont faits remarquer, le gouvernement a frappé, tout d’abord, les juifs et ses coups se sont manifestés par des pogromes que vous n’avez certainement pas oubliés. Lorsque le régime du 3 juin sentit qu’il était usé, et quand toutes les illusions qui s’étaient attachées à ce régime commencèrent à se dissiper, le gouvernement crut immédiatement nécessaire de se retrancher derrière le dos des juifs et chercha ainsi à fortifier ses positions. Rappelez-vous, MM., le procès scandaleux de Belis. Il y a un an, la guerre éclata et, selon moi, la chose la plus grave c’est qu’elle a mis en face du régime du 3 juin la question fatale — to be or not to be? Et voici que le gouvernement se tourne de nouveau vers les juifs. Mais, cette fois, au lieu d’un crime rituel, on se rabat sur l’accusation de félonie et de trahison appliquée aux juifs. A présent, toute la Russie et toute l’Europe savent, qui est responsable de ce qui s’est passé sur les derrières des armées et sur les champs de bataille. Les coupables de cette situation n’étaient pas du tout les juifs, tout le pays peut l’affirmer: les coupables sont ceux qui se sont remplis les poches, grâce aux commandes officielles de fournitures pour l’armée.
Les coupables, ce sont ceux qui, à l'aide des Miasoyédof, des Grothus et d'autres traîtres, ont traîné la Russie. Et s'il s'agit vraiment de savoir qui était la cause de la situation dans laquelle s'est trouvé le pays, il faut poser la question de la part qu'a joué dans cette organisation de trahison celui qui était l'incarnation de ce régime du 3 juin, M. Maklakov, ex-ministre de l'Intérieur, qui s'est retiré tout dernièrement. MM., pendant une année on nous a répété que les massacres qui se font, les torrents de sang qui coulent, tout cela se fait au nom de la vérité, de l'égalité, au nom des grands principes — liberté, égalité, fraternité —. S'il en est ainsi, MM., acceptez l'urgence de notre interpellation, permettez-nous de demander au gouvernement sur quelle loi il se base pour rendre tout un peuple responsable des délits, quelque graves qu'ils puissent être, de quelques individus? Au nom de quelle vérité on fait courir et l'on imprime dans le Journal Officiel (Pravîtel'stvvenni Vëstnik), le bruit mensonger, calomnieux, qu'à Kouyï des juifs ont trahi les armées russes? Au nom de quoi, sous peine d'amende, on a commandé aux journaux de reproduire ce communiqué?

Quelle justice demande qu'un volontaire juif, blessé, un estropié qui avait long-temps combattu sur les champs de bataille, quand il cherche des places dans différentes villes de Russie, avant sa guérison, soit expulsé dans les vingt-quatre heures? Au nom de quelle humanité interdit-on de passer de la nourriture aux malheureux juifs affamés, enfermés dans les wagons après avoir été, par la force, expulsés de leurs demeures? Au nom de quelle liberté supprime-t-on d'un trait de plume la presque totalité de la presse juive?

Au nom de quelle fraternité, une partie de l'armée, une partie des soldats, est-elle lancée contre les soldats juifs dans les tranchées?

On accuse les allemands de violer les lois de la guerre, d'employer des gaz asphyxiant, de défigurer les blessés. Chacun de nous, de tels procédés ne peuvent qu'exacerber la plus profonde horreur et des protestations. Que ces méthodes soient une honte pour les classes dirigeantes de l'Allemagne, pour toute la bourgeoisie allemande, dans la personne du gouvernement de l'Allemagne! Mais, MM., au nom de quel codex, chez nous, en Russie, est-ce qu'on ordonne à l'armée de chasser les juifs, la paisible population juive et de l'exposer aux balles de l'ennemi?

Au nom de quel codex est-ce qu'on prend du milieu des citoyens juifs des otages pour les enfermer dans les prisons, les soumettre à la torture et les fusiller? On honnit les allemands parce qu'ils n'ont pas épargné les magnifiques œuvres d'art, parce qu'ils ont détruit Louvain, la cathédrale de Reims. Mais je vous demande au nom de quels principes esthétiques ou éthiques est-ce qu'on viole une femme qui a cherché asile dans une synagogue. (À droite: Qu'est-ce que c'est? Quelle est cette vilaine! . . .) Oui, c'est une vilaine, mais c'est un fait. Oui, MM., le monde bourgeois s'est fait à visage découvert. Pour lui, outre le levé d'or et la potinière de fer, il n'y a rien de sacré.

B. J. Dzioubisinski (groupe travailliste). L'interpellation actuelle et les faits qui y sont exposés méritent notre attention non seulement parce qu'ils sont illogiques et frappent par leur cruauté, non seulement parce que des centaines de milliers de nos compatriotes, parfaitement innocents, sont placés dans la condition de criminels et de déportés, non seulement parce que des centaines de personnes innocentes de tout métier, prisonniers, otages, languissent encore dans les prisons.

Cette interpellation a une importance pour tout l'Empire, même dans ce terrible temps de guerre. Tous les faits de l'activité civile et militaire révélés ici montrent que les autorités militaires consacrent énormément d'attention à une politique nuisible et non au but auquel elles devraient tendre. Comme délégué de cinq districts de Sibérie, j'ai été moi-même sur le front et je puis certifier de l'inconcevable cruauté de l'évacuation, de la déportation des juifs du gouvernement de Radom. On a exilé toute la population en quelques heures, en pleine nuit. À onze heures, on annonça à la population qu'elle devait partir sur le champ, avec menace que, si une seule personne
restait jusqu'à l'aurore, tous seraient perdus. Et voilà qu'au milieu d'une nuit obscure, commença l'exode des juifs vers la ville la plus rapprochée, Ilia, éloignée de plus d'une trentaine de kilomètres. Il fallut transporter à bras les vieillards, les malades, les infirmes, les paralytiques, parce qu'il n'y avait pas de moyens de transport. Le chiffre des exilés est énorme, du gouvernement de Kovno, par exemple, on a expulsé 150,000 personnes, du gouvernement de Grodno 60,000, des gouvernements de la Pologne 200,000, en tout — un demi-million, condamnés à des souffrances pires que celles auxquelles sont condamnés les criminels. Policiers, gendarmes, autorités traitent ces malheureux comme si c'étaient des condamnés.

Dans une certaine gare, par exemple, le comité de secours de Homel ne put obtenir l'autorisation de s'approcher des wagons pour porter des secours aux déportés, pour leur donner de la nourriture et de l'eau. Dans un autre endroit, un train de gens évacués en deux heures était fermé tout le temps et on défendait d'approcher qui que ce fût. La plupart de ces évacués dans ce train étaient à moitié morts. Il y avait 16 cas de scarlatine, l'un était atteint de typhus exanthématique et, trois jours après, une femme malade mourait d'épuisement.

Certains gouvernements, dans les villes où arrivaient les évacués, augmentaient encore les souffrances de ces malheureux et se riaient de ces victimes sans défense. C'est ainsi que le gouverneur de Poltava, celui de Minsk, nommé Hirs, et celui d'Ekaterinoslav se servaient de leur autorité. On enlevait, en dépit de toutes les lois, les passeports aux juifs, on les remplaçait par un billet avec l'indication obligatoire de séjour dans un des endroits des cinq gouvernements.

Dans ces cinq gouvernements fixés pour le séjour des expulsés juifs, on les chassait arbitrairement d'un lieu à un autre. Les gouvernements traitent ces pauvres gens comme des criminels.

Ainsi, par exemple, le comité juif de secours de Poltava, reçut une réprimande officielle pour s'être intitulé « Comité de secours aux Juifs victimes de la guerre » et on lui ordonna de prendre le nom de « Comité de secours aux déportés », car — disait-on dans cet arrêté — les juifs sont déportés parce qu'ils sont des déloyaux politiquement.

L'inhumanité des autorités locales s'est montrée même après la publication de l'oukazé interrompant les expulsions en masse. Ces actes de brutalité de l'administration continuèrent même après que le ministère de l'intérieur eut trouvé possible d'étiqueter l'aire de résidence des juifs expulsés, et eut donné l'ordre de transporter les fugitifs dans les gouvernements de Voronej et de Pensa. En un mot, toutes les décisions gouvernementales qui devaient servir à alléger les souffrances des juifs, les autorités locales s'en servent comme de moyens d'oppression et de dérision.

Mais la mesure la plus illégale et la plus cruelle, c'est le fameux édit sur les otages qu'on prend parmi nos propres concitoyens. Remarquez que ces otages sont les gens les plus aînés, les respectés même des autorités. Quelle loi de l'empire russe permet de jeter en prison des personnes, simplement parce qu'elles jouissent du respect public? Quelle loi permet de juger et de châtier quelqu'un pour un délit qu'il n'a pas commis, pour une faute d'une autre personne que, peut-être, il ne connaît pas du tout? Neanmoins, à l'heure qu'il est, quatre cents otages sont enfermés dans les prisons de Poltava, d'Ekaterinoslav, de Mohilef, criant sans cesse qu'on ne les conduise à la potence. MM., ce n'est pas une simple menace! Veuillez écouter cette portion de l'édit:

« Le Commandant en chef n'autorise l'expulsion générale et absolue que dans des cas spéciaux, et regarde comme indispensable de prendre comme otages des rabbins, non officiels, et des juifs riches en avertissant qu'au cas de trahison parmi les populations juives ces otages seront pendus. »

A Sokhatchef trois otages ont été pendus pour un délit qu'ils n'ont pas commis et pour des personnes qui leur sont inconnues.

Il serait temps, MM., de renoncer à des institutions moyen-âgeuses, il est temps
de vider les prisons des innocents qui y sont enfermés. Ceci ne fait que nous avilir aux yeux de nos alliés et, MM., cela est non seulement illogique et cruel, mais, au point de vue de l'État, cela est nuisible et inutile.

**Interpellation sur les mesures illicites des autorités envers la population juive.**

Déposée à la Douma le 26/2 (10/3) 1916 par les députés : Friedemann, Rodichev, Tchikhenceli, Miloukov, Jeftémov, Soukhánov, Makhnov, etc. adressée au Président du Conseil des ministres et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances.

Le 9 janvier 1916, le Département de la police envoya aux gouverneurs, préfets des villes, chefs des provinces et de la gendarmerie des gouvernements, la Circulaire confidentielle ci-jointe, contenant l'indication suivante : "Actuellement les juifs, avec l'aide de nombreuses organisations secrètes, s'occupent activement de propagande révolutionnaire pour attiser le mécontentement général en Russie ; en plus de l'agitation criminelle dans l'armée et dans les grands centres industriels et manufacturiers et des incitations à la grève, ils se servent de deux facteurs importants : le renchérissement factice des objets de première nécessité et la monnaie retirée de la circulation." La suite de la Circulaire s'étend sur le même thème, disant que les juifs s'efforcent d'éveiller la méfiance envers l'argent russe, engageant les déposants des institutions de crédit de l'État à retirer leurs dépôts, tandis qu'ils font, en même temps, accaparer la monnaie par des agents spéciaux. Les indices de ces tentatives criminelles reposent sur les efforts des juifs pour l'abrogation des prescriptions légales concernant le Territoire. Le sens politique du document cité et les dessins de ses auteurs sont évidents et suffisamment démontrés par les discours à la Douma, lors des débats de la politique générale du gouvernement.

Les soussignés tiennent la publication de cette Circulaire pour un acte illegal, inadmissible au point de vue des intérêts généraux de l'État.

Il est indubitable qu'un document pareil, signé d'un particulier ou d'une organisation quelconque, aurait donné lieu à des poursuites judiciaires. Ce document visant toute une nation, lançant contre elle une accusation générale et mal fondée de forfaits les plus grands, dont le contenu trouvé à peine une faible analogie avec les proclamations de pogromes de l'organisation des "cents-noirs" de 1905, incitant au massacre général des juifs et des intellectuels, ce document est la preuve du crime qui consiste à soulever une partie de la population contre l'autre. En publiant et en signant un tel document, au nom d'une institution de l'État, les fonctionnaires du Département de la Police, par leur signature comme tels, complèteraient le manque de preuves des accusations portées contre les juifs dans la Circulaire. Ils profiteraient de leur position officielle pour répondre aux informations et pour leur prêter un caractère vérifique. Si de pareilles communications provenaient de milieux non officiels, elles auraient, sans doute, fait l'objet d'une cause criminelle. Cette façon d'agir est un abus criminel du pouvoir accordé par la loi aux fonctionnaires. Dans ce cas, l'abus est d'autant plus notoire et la cessation d'autant plus urgente que les coupables sont les fonctionnaires supérieurs de ce département de la police, à qui la loi cède (Code, Tome I, 11me. partie, dispositions ministérielles, ch. 362) "de traiter toutes les affaires par prévention et suppression de crimes et par la protection de l'ordre et de la sécurité publique".

Ces agissements illicites du Département de la police doivent prendre fin au plus tôt, car on verra par un second document — circulaire secrète du Département des contributions aux chefs des Chambres des finances, section I, du 23 juillet 1915, No. 9306 — que ce n'est pas la première fois que le Département de la police publie des documents pleins d'accusations vagues et mal fondées contre des nations entières, dans le but d'exciter, contre elles, la masse ignorante.

Il résulte de la Circulaire du Département des Contributions que le Département
de la police expédia, l'été passé, aux gouverneurs une circulaire signée par son chef, Adjoint du Ministre de l'Intérieur, le général-major Dlunkowsky, comportant la communication qui suit : "Les allemands, pour miner le bien-être de la population rurale de Russie, ont l'intention de brûler, cet été-ci, dans différentes parties de l'empire, les récoltes sur pied, à l'aide de machines spéciales. Dans ce but, on instruit des incendiaires spécialistes. Des sujets russes, allemands et juifs, participeront à l'exécution de ce projet." On sait que les événements n'ont pas confirmé ce préavis du Département de la police. Nulle part on n'a noté des incendies de céréales, pas plus que l'on n'a surpris des allemands, des russes ou des juifs mettant le feu. Quoiqu'on fut sûr d'avance de l'ineptie de cet avis, quoique la circulaire du Département de la police soulignât que ces bruits n'étaient pas "contrôlés", ce Département ne s'est pas abstenu de publier des avis non contrôlés, pleins de graves accusations contre toute une nation, en contradiction directe avec la norme du droit. (Suit un alinéa où il est démontré que l'expédition de cette Circulaire par le Département des impôts n'est non seulement illicite, mais constitue un abus d'autorité et, encore plus, une violation de pouvoirs, parce que des dispositions de ce genre, même fondées et nécessaires, ne peuvent provenir de la part de ce Département).

Les actes illicites des autorités envers la population juive n'existent pas que dans la littérature des circulaires, dont deux modèles ci-annexés ont été publiés.

Presque simultanément, de connivence évidente avec la publication de la circulaire du Département de la police, on entreprit à Moscou, le 8 janvier dernier, sous prétexte de combattre la spéculation, une razzia ("oblava") parmi les Juifs. En écartant l'ordre légal établi, on arrêta, sans cause légitime, des centaines d'innocents parmi lesquels se trouvaient des vieillards et des femmes. On les enferma dans les districts policiers, uniquement parce qu'ils étaient juifs ou considérés par la police comme juifs, vu leur aspect. L'emprisonnement se fit ouvertement, en plein jour, d'une façon indignante et excessivement injurieuse. La grande majorité fut relâchée avant l'écoulement de 24 heures. Aucune plainte ne fut portée contre eux, ni juridique, ni administrative. Aucune investigation n'eut lieu pour établir la participation des prisonniers à la spéculation. Mais les juifs, n'ayant pas droit de résidence à Moscou, ne furent pas libérés, indépendamment de leur profession. On entreprit des razzias du même genre dans d'autres villes, ce qui prouve clairement le caractère et le but de ces perquisitions en masse, soit de rendre les juifs responsables du renchérissement et persuader la population de l'identité des juifs avec les spéculateurs malveillants.

En raison de ce qui précède, nous proposons à la Douma, conformément au § 33 du Règlement de la Douma, d'adresser à Monsieur le Président du Conseil des Ministres, aux Ministres de l'Intérieur et des Finances, l'interpellation suivante :
1) Êtes-vous au courant des actes illicites sus-nommés, commis par des ressortis et des personnes qui vous sont surbordonnées ?
2) Ces faits, étant connus de vous, quelles mesures avez-vous prises pour dissiper les suites de ces actes illicites et pour éclaircir la responsabilité des fonctionnaires coupables ?

Nous prions de reconnaître l'urgence de la présente interpellation.

Suivent les signatures.

Extrait d'une Déclaration de 300000 ouvriers juifs organisés en Amérique. 1)

Les soussignés, délégués de grandes organisations ouvrières juives des États-

1) Le Bureau de Presse Russe, à New York, a publié le 17 mars 1915, dans toute la presse américaine, un dépliant formel des perquisitions juives en Russie. Le Bureau s'en réfère à des propos détachés du baron Guinzburg, qui, après une visite au front, avait rapporté que les représentants du Comité de secours juif de Pétersbourg n'avaient entendu de la part des officiers russes que les expressions les plus flatteuses vis-à-vis des soldats juifs.
Unis, estimant de leur devoir de prouver au public la duplicité de la déclaration officielle russe, et cela par des faits et des dates. Ces faits ont paru dans les journaux russes, polonais et russou-juifs sous la censure la plus sévère...

1) Des juifs, fuyant devant les opérations militaires et cherchant un abri hors du Territoire, furent repoussés par la police et obligés de réintégrer leurs résidences ruinées.

2) Des soldats juifs, blessés sur le champ de bataille et transportés dans les hôpitaux hors du "Rayon de la résidence juive", doivent retourner dans le Rayon dès qu'ils peuvent à peine remuer. Dans beaucoup de cas, ils furent transportés trois jours après l'amputation des parties de corps. (La Déclaration s'appuie sur le récit du publiciste anti-juif connu, Stolypin, frère de feu le Premier, dans le principal organe réactionnaire, la "Novoeie Vremya").

3) Les journaux constatent que l'état-major russe a expulsé tous les juifs dans un rayon de 40 lieues en arrière du front. Des centaines de milliers de juifs furent complètement ruinés et des centaines de communautés juives détruites. Le mot de cette expulsion en bloc est l'horrible et commune accusation que les juifs sont des espions allemands et autrichiens. Ces accusations sans fondement, publiées par les autorités russes, exercent la populace et la soldatesque contre les juifs.

4) Le Bureau de presse russe en appelle à un article d'un journal russe-juif... Mais il néglige d'ajouter que les journaux juifs de Russie sont soumis à la censure la plus stricte et ne peuvent dire la vérité... Il leur a été défendu d'écrire les juifs qui obtinrent la croix de St. Georges ou qui tombèrent sur le champ de bataille.

5) La censure russe n'admet pas que la presse juive rende compte des pogromes et des persécutions juives en Russie. Par contre, la généralité de la presse américaine, même des feuilles françaises et anglaises, sont bien informées de ce qui se passe en Pologne russe et en Galicie et des souffrances que font subir aux juifs le despotisme et la barbarie russes. Ces journaux citent des faits, des chiffres, des dates, des noms avec une exactitude qui enlève tout doute sur leur vérité. Cette même presse mentionne les exécutions en masse de juifs en Galicie, en Pologne russe et en Bouko-vine par les militaires russes, dont ce qui est cause, en partie, par l'infame politique de certains éléments polonais qui dénoncent les juifs comme des espions allemands et autrichiens. On voit que la soldatesque russe se conduit dans sa patrie comme en pays conquis.

Les signataires représentants de l'opinion publique juive en Amérique ne songent pas à accuser le peuple Russe de ces atrocités barbares. Ils imputent la responsabilité de cette œuvre diabolique au gouvernement et demandent au monde civilisé de protester contre la politique du gouvernement russe qui n'a qu'un but — l'extermination de la race juive.

United Hebrew Trades (Les Syndicats ouvriers juifs réunis, signé : Shiplakof), Cercle Ouvrier (s. : Dr. Rosenblatt), Union Ouvrière Juive Nationale (s. : Brown), Parti Ouvrier Socialiste Juif Poalé-Zion (s. : Ehrenreich), Fédération Juive Socialiste (s. : Salutsky).

Déclaration du Comité Central de la Fédération Générale Ouvrière Juive en Russie (Bound), 1915.

Résolution acceptée par des réunions ouvrières illégaux en Russie.

La guerre, au lieu d'atteindre l'habituale politique d'antisémitisme et de pogromes du gouvernement russe, n'a fait que la renforcer. Pendant que l'état est profondément ébranlé, le gouvernement continue, tout en proclamant la phrase de "la libé-
ration des peuples", à les opprimer en menaçant au peuple juif l'extermination complète.

Comme par le passé, les Juifs sont encore une fois le bouc émissaire qui doit servir à venger toutes iniquités, toute l'impuissance et corrupbilité, toute la pourriture du régime du tsar. Les musulmans au front du Caucase, et à l'est, les Juifs sont rendus responsables de toutes les défaites subies de l'armée russe, dues à ce régime et à l'incapacité de ses chefs. On les jette en pâture au ressentiment de la population qui doit être détournée des véritables auteurs de la misère, de la honte, des revers, des pertes. La trahison de la police politique russe (la gendarmerie), la haute trahison du colonel Mjassojedow doivent être payés par la sécurité, la liberté et la vie de la population juive. Les pogromes accompagnant les expulsions de certaines de mille Juifs sont devenus des mesures journalières. Toutes les scènes abominables, la misère, le ravage des biens juifs sont indescriptibles. Les ténèbres du moyen-âge ne sont rien en comparaison des fariboles d'aujourd'hui. Pour justifier ces horribles actes de violence, la bureaucratie invente la trahison juive. Les cas absurdes de Kouchi et de Kielce \(^1\) imaginés à coup sûr en sont la preuve. Le fait que ces cas furent publiés dans les organes officiels et placardés dans les rues, démontre, d'une façon certaine, le désir du gouvernement de provoquer des pogromes. La presse est forcément muette, la censure militaire fait rage et les violences contre les Juifs continuent de plus belle, avec le consentement tacite de la société et la coupable indifférence du libéralisme russe.

Nous social-démocrates, estimons qu'il est de notre devoir, de montrer au monde l'horreur des persécutions auxquelles sont exposés les Juifs. Nous invitons à protester tous ceux qui n'ont pas perdu toute conscience politique, qui voient et comprennent le danger qui menace non seulement les Juifs, mais toute la Russie — de la part d'un petit groupe de tyrans qui veulent transformer en hordes sauvages les millions de soldats russes.

Nous lançons cet appel en tous lieux, aux prolétaires conscients de toutes les nationalités qui peuplent la Russie. Nous exigeons d'eux qu'ils protestent contre tous les crimes qu'on commet sur nous.

Nous nous adressons, ensuite, au prolétariat international dont le devoir est de révéler au monde les violences auxquelles les Juifs sont soumis. Nous réclamons des prolétaires parmi les alliés de la Russie qu'ils engageant leurs gouvernements à protéger contre les sanglantes massacres de leur "allié".

Nous nous adressons, enfin, aux socialistes des pays neutres de l'Europe et de l'Amérique. Le tsarisme recherche la sympathie et la bienveillance de ces pays. Les socialistes des pays neutres sont obligés de remplir leur devoir prolétaire pour que le tsarisme reçoive, dans leur pays, l'accueil qu'il mérite pour ses méfaits.

Extrait de la proclamation du Parti Ouvrier Social-Démocrate Juif (Poalé-Zion) de Russie au 1e. Mai 1915.

L'Europe entière est abreuvée de sang; partout la misère et la famine règnent parmi la classe ouvrière. C'est à un tel moment que nous célébrons l'anniversaire de la lutte contre le militarisme et l'oppression, pour la paix et la liberté. Nous nous souvenons de l'immense grève à Pétersbourg. Le sang de nos camarades russes, versé dans les rues par la canaille assassinat tsarienne, n'est pas encore effacé; nous voyons encore la lutte héroïque reprise par le prolétariat russe contre ses ennemis et voilà que la guerre engloutit, dans une mer de sang, le nouveau flot révolutionnaire. Les combattants pour la liberté d'hier sont lancés dans une lutte fratricide, pour servir

\(^1\) Là, on accusa la population juive d'avoir favorisé l'irruption de l'armée allemande. Comparez aussi les discours à la Douma.
les intérêts de leurs meurtriers et oppresseurs. Pour les fins de la bourgeoisie impérialiste,... des millions sont devenus châtiés à canon et machines de guerre. C'est sur les cadavres de millions d'ouvriers, les fleuves de sang et de larmes, que le bien-être des capitalistes est édifié.

Pour brouiller l'esprit des masses, pour détourner leur attention de leurs intérêts réels, la bourgeoisie par ses suppôts — la presse bourgeoise — entonne l'hymne de la liberté, dont le sens est que la guerre est faite pour libérer les nations opprimées. Pour amadouer les populations qui, sur ses terrains, pourraient influencer la marche des armes, elle les accable de déclarations libératoires. Les éternels oppresseurs de la Pologne, les Hakatistes et la réaction tsarienne sont subitement devenus les plus ardent défenseurs de la régénération de la Pologne, en prenant à cœur le sort de ce pays tiercé. Les étouffeurs de la libre pensée sont tout à coup les libérateurs des peuples asservis.

Nous commençons à jouir des fruits de cette liberté promise. Les représentants du parti ouvrier à la Douma sont exilés dans la froide Sibérie. On étrangle la presse ouvrière, on poursuit les organisations professionnelles, on emprisonne les employés des restaurants populaires.


La bourgeoisie polonaise a mis de côté les beaux rêves et l'espoir de l'indépendance et se contente d'une ombre d'autonomie d'où la grande masse est exclue, tandis que les droits des juifs sont limités.

Cependant le peuple commence à s'apercevoir de ce que valent les manifestes de la réaction. Des promesses pareilles ne délivreront pas les peuples assujettis. La lutte contre la réaction, voilà la voie qui mènera à la liberté nationale et la ils se rencontrent avec le prolétariat. Le règne du peuple inaugurera et garantira en même temps l'existence libre et nationale des nations asservies et des juifs.

La dernière partie de la déclaration exprime la conviction que le seul moyen de résoudre la question juive est la réunion de la nation juive en Palestine. L'obtention de la Palestine est le résultat indispensable de la situation économique du peuple juif et dépend, principalement, de la propre énergie.

La proclamation conclut par l'espoir que les tentatives de scission et de désorganisation dans les rangs du prolétariat international seront vainues et que l'Internationale regagnera bientôt sa puissance antérieure, et son prestige.
II.

**Polonais et Juifs.**

Extrait de "La question juive dans la Pologne du Congrès" de Leon Wasilewski,

paru en 1915 chez l'éditeur de la feuille hebdomadaire "Polen".

l'organe du Comité Suprême National Polonais.

Deux camps se trouvent en présence dans la question juive. Les uns prétendent que les Juifs sont une nation distincte, des étrangers qui ne fusionneront jamais avec la nation autonome, n'accepteront jamais sa culture et, par là, ne sont pas dignes de l'égalité des droits. Les amis de l'émancipation juive, au contraire, assurent que, depuis la perte de leur pays et de leur gouvernement propre, les Juifs ne forment plus une nation, mais une communauté religieuse dont les parties dispersées de par le monde peuvent se fondre, au point de vue national, dans n'importe quel pays, tout en gardant leur particularité confessionnelle.

L'assurance que les Juifs ne sont pas une nation était pour les libéraux l'unique raison, le seul titre à l'égalité des droits. C'est justement cette raison que nient les adversaires de l'émancipation juive. Le défenseur de l'égalité des droits pour les Juifs et, en même temps, le chef du parti libéral, Clermont-Tonnerre, proposa le 21 décembre 1789 à l'Assemblée Constituante ce qui suit : "Nul ne doit être limité dans ses droits civils à cause de son métier ou de sa croyance." Dans un discours plein d'élégance, il plaide la cause des Juifs et déclare : "Il faut tout refuser aux Juifs comme nation, il faut tout leur accorder comme hommes." L'abbé Maury chercha à réfuter Clermont-Tonnerre, disant que les Juifs n'étaient pas une secte, mais une nation qui a des lois, qui les a toujours suivies et qui veut encore les suivre. Tel était le caractère des débats pour l'émancipation légale des Juifs. Celle-ci leur fut accordée en 1791, comme à un groupe confessionnel, mais nullement comme à une nation. L'émancipation était, pour ainsi dire, le prix du décès national juif. Les murs du ghetto tombèrent sous les coups de la Révolution, mais l'abolition du ghetto signifiée également l'abolition de la nation juive comme telle.

L'assemblée de notables juifs, convoquée par Napoléon en 1807–1809 (nommée "le Grand Sanhédrin") ratifia cette décision : "Aujourd'hui que les Juifs ne forment plus une nation et qu'ils ont l'avantage d'être incorporés dans la grande nation (française) ce qu'ils regardent comme une rédemption politique." Au prix de cette renonciation nationale, les Juifs français conservent les droits civils et obtiennent une organisation de culte (Communautés religieuses).
L’émancipation juive se fit partout de la même façon en Europe. L’idée libérale, parti de la France, se propagea et renversa partout les murs du ghetto, en laissant pour l’assimilation. Ce fut, aussi, la devise du marquis Wielopolski pour l’émancipation juive dans le royaume de Pologne.


La société polonaise accepta les idées de l’Europe Occidentale pour ce qui concerne la question juive. Il y avait de l’antisémitisme, mais à l’état latéral, peu prononcé, même comparé à celui de l’Allemagne ou de la France. La tradition régnante au royaume de Pologne, était de faire des juifs des citoyens polonais, à l’exemple de l’Ouest de l’Europe. La preuve en est faite par la politique du marquis de Wielopolski avant 1863. On croyait fermement que l’émancipation des juifs devait resoudre la question juive dans le sens de la fusion avec la nation polonaise. C’était le sentiment général de l’intelligence juive qui s’intitulait “Polonais de Confession Mosâisque.”

Ces efforts d’assimilation éprouvèrent un rude choc par l’apparition du nationalisme juif qui refusa l’assimilation comme impossible et délétère. L’expansion de nationalisme juif n’empêcha pas l’assimilation élémentaire d’une certaine partie de la population juive, là où les conditions lui étaient favorables. Elle se réalisa, malgré cela, — et ce qui est plus important — on faucha l’herbe sous le pied de ceux qui envisageaient la solution de la question juive dans l’assimilation.

La conséquence en est que l’antipathie de la société polonaise pour les juifs nationalistes s’atteste davantage, d’autant plus, que les propagateurs du nationalisme juif étaient — du moins au début — presque exclusivement les „Litwaki”. Les Litwaki sont devenus la question brûlante du royaume de Pologne. Ils n’ont pas seulement importé le nationalisme juif et affaibli l’assimilation, mais ils étaient, en même temps, les agents de la russification.

Par le bannissement de Moscou de plusieurs milliers de familles juives, de langue et de culture russes, et par leur immigration dans le royaume de Pologne, la société polonaise se trouva en face d’une nouvelle forme de russification. Peuimporte qu’une bonne partie de ces juifs s’attachait au nationalisme juif, qu’elle était même hostile au gouvernement russe, si, dans leur vie quotidienne ces juifs étaient des russes qui amplifiaient l’élément russe du pays polonais dont la force de résistance aux menaces russophiles du gouvernement devenait, ainsi, affaiblie. La Russie les a expulsés, mais ils sont venus en Pologne, pour édifier ici une nouvelle Russie.

C’est dans un but bien arrêté que le gouvernement russe chassa ses juifs en Pologne pour en servir d’instrument de russification. D’année en année, les Litwaki affluaient en nombre croissant dans les principaux centres du royaume et chaque nouvelle mesure antisémite du gouvernement, chaque pogrome nourrissait le flot envahisseur. La population juive du royaume de Pologne ne fit que s’accroître régulièrement, absolument et par un certain pourcentage. Varsovie devint graduellement une ville juive. Elle avait, en 1900, 257.712 juifs; en 1901, 262.824; en 1904, 274.378; en 1909, 282.704; en 1910, 306.061. En quelques vingt ans, le nombre des juifs de la capitale la Pologne s’était accru de presque 50.000 et, en pourcentage, de 35.77 à 39.18 %.

La séparation des provinces polonaises d’avec la Russie marque ses tendances européennes sous tous les rapports, donc également, dans les rapports mutuels des juifs et des polonais. La première conséquence doit être la suppression du ghetto et la concession des droits civiques aux juifs comme partie intégrale de la population qui, sans distinction de culte, jouit des mêmes droits et remplit les mêmes devoirs. Ce qui est un fait accompli en Europe, ce qui l’est aussi en Galicie.
doit aussi se produire dans les parties de Pologne reprise à la Russie. La libre Pologne permettra à ses citoyens juifs de concourir au développement général du pays. C'est vers lui que devront tendre les efforts réunis et il ne pourra être question d'empêcher qui que ce soit de fournir sa part de travail.

Les tendances nationalisantes juives diminueront progressivement, autant plus que la civilisation polonaise, délivrée de toute entrave russe, reprendra son plein essor et prendra, sans nul doute, un immense ascendant sur les juifs.

D'ailleurs, le type du juif russe, le Litwak, importeur de la russification, disparaitra de la Pologne. On peut difficilement s'imaginer, dans un pays délivré du joug russe, où il n'y a aucun avantage à être russe, les autorités ne protégeant pas une russification, qu'il se trouvera des juifs voulant se considérer comme des russes et cela surtout après les derniers si sanglants pogromes.

Il est hors de doute que la question juive solutionnera plus d'une difficulté à l'avenir. En attendant, le simple renversement de la souveraineté russe et la reconquête du pays établiront déjà une large base pour la solution de la question juive à la façon européenne. C'est ce que les éléments juifs les plus avancés ont compris dans le royaume de Pologne. Ils disent, de même, dans leur "déclaration" (Kuryer Warszawski, No. 352 du 12 décembre 1914):

"Nous basons notre programme d'action sur le sincère et vif attachement au pays et à la culture polonaise. Ce programme n'a été ni altéré ni relâché par certaines tendances politiques contraires à nos efforts et au peuple juif. Notre but reste le relèvement des masses juives par la civilisation, par la solidarité avec le pays et la nation polonaise."

Extrait de la brochure "La Question Juive en Pologne".


Dans le Royaume de Pologne, sur 14 millions d'habitants, il y a près de 2 millions de juifs, soit 14 %, sur 800 000 habitants, Varsovie compte 300 000 juifs, soit 37,5 %.

Dans les autres villes du Royaume, le nombre de juifs oscille entre 40 et 98 %.

Dans les autres régions de l'ancienne Pologne, les proportions sont les suivantes : en Lithuanie et en Ruthénie, 10 % de juifs; en Galicie, 11 % environ; en Prusse et en Pologne, 1,6 % seulement. Ici, leur nombre diminue progressivement à cause de la force économique de la population polonaise et aussi parce que la civilisation allemande a, pour les juifs, un irrésistible attrait.

Les chiffres cités plus haut démontrent clairement qu'aucun peuple ne peut assimiler un aussi grand nombre de juifs. Cela est d'autant plus impossible pour une nation qui n'a pas de gouvernement propre, qui ne jouit pas de la liberté de ses mouvements et qui lutte désespérément pour son existence. Il convient, en outre, de faire remarquer que les juifs habitant notre pays sont continuellement soumis aux influences contradictoires de la civilisation polonaise et de l'Etat russe, jusqu'à présent hostile aux polonais. À la première de ces deux influences, nous devons un grand nombre de juifs-polonais, héros et martyrs qui servirent fidèlement notre patrie.

À l'opposé, se trouvent des juifs — immigrés, pour la plupart, il est vrai — qui introduisent, en Pologne, la civilisation russe ou la civilisation allemande, d'ailleurs mal assimilées. Ceux-là contrarient les tendances et les intérêts nationaux polonais ; aujourd'hui, au moment où, pour la Pologne, luttait l'âme d'un avenir meilleur, les représentants et les défenseurs de cette partie de la population juive, attirèrent l'attention de l'Europe occidentale par les accusations mensongères lancées contre la nation polonaise que les désastres de la guerre et le souci de l'avenir accablent...
Entre ces deux fractions de l’opinion juive, une lutte acharnée se poursuit, pour la conquête des masses juives non encore éclairées. Les Juifs polonais qui connaissent très bien les affaires de notre pays s’indignent, tout autant que nous, de la campagne menée par les Juifs russes. La situation est encore compliquée par les tendances du nationalisme juif.

À la fin du siècle dernier, un groupe d’idéalistes juifs mit en avant l’idée de reconstituer la mère-patrie en Palestine et de reprendre la langue nationale hébraïque. Cette tendance, si noble en principe, dégénère, au contact des nécessités quotidiennes, en une sorte de nationalisme étroit, dont la devise est ubi bene ibi patria. Les partisans de ce mouvement n’emploient que le „jargon“ et visent ouvertement à créer un État dans l’État, là où il sera possible de le faire. Puisque nulle part au monde, il n’y a de groupements Juifs aussi importants qu’en Pologne, notre pays a été reconnu, par ces nationalistes, pour la nouvelle „terre promise“ d’autant plus facile à conquérir, que la nation polonaise, n’ayant pas son gouvernement propre, présente le minimum de résistance. Ce parti juif soutient les civilisations russe et allemande, en accentuant l’hostilité et en contrecarrant les tendances polonaises.

Quelle a été l’attitude des Polonais à l’égard de la population juive ? En dépit des informations mensongères, nous osons affirmer que les Polonais sont restés fidèles à leurs traditions. Nous ne nions pas qu’en présence de certains faits, un mouvement hostile aux Juifs s’est dessiné depuis une dizaine d’années, motivé par leur opposition aux tendances et aux intérêts nationaux; mais l’antisémitisme, dans sa forme barbare, n’existe pas dans notre pays. Il n’y a jamais eu en Pologne de ces troubles antisémites nommés „pogromes“ que d’autres pays connaissent. Ce que l’on présente faussement à l’opinion publique européenne comme étant de l’antisémitisme n’est qu’un mouvement de défense économique personnelle. Les Polonais manifestent par là leur indignation pour l’attitude hostile des Juifs envers eux.

Cette renaissance économique de la Pologne rencontrera partout l’opposition soit passive, soit active des Juifs. Toutefois le commerce polonais ne pouvait se développer par suite de l’existence de groupements Juifs trop importants; tantôt les Juifs y mettaient obstacle en refusant par exemple de louer des boutiques aux Polonais, en détroussant la clientèle ou, parfois, en em ployant tout simplement la violence.

Les premiers actes hostiles des Juifs commencèrent pendant le mémorable automne de 1915. Les éditeurs polonais, promenés solennellement à travers la ville, furent insultés par la jeunesse juive; dans les meetings, les Juifs criaient „à bas la Pologne!“; enfin la presse juive se moquait des espérances polonaises. Mais la mesure fut comblée par les élections qui eurent lieu en 1912, pour la Douma à Lodz et à Varsovie, 1)

La guerre est venue. Sur un front de plusieurs milliers de kilomètres, les armées ennemies détruisent les terres polonaises. Parmi tous les cris de douleur qui s’élèvent de cette terre, les éléments hostiles à la nation polonaise ont voulu faire entendre les gémissements juifs, comme si la faim et la misère étaient différentes selon les religions. On n’a pas craint d’accuser les Polonais de se venger des Juifs, même en des instants si tragiques, par des abus sans nombre. Un écrivain célèbre a publié une proclamation qui a fait le tour du monde civilisé. Induit en erreur par les Juifs russes, il a été reprocher au peuple polonais de dénoncer les Juifs auprès des chefs de l’armée, et de provoquer ainsi des sévères répressions. Cependant, il n’a produit, pour confirmer son opinion, aucun fait, aucune date, en un mot, aucun détail contrôlable. 2)

Maintenant que nous connaissons les auteurs anonymes de cette accusation, il nous reste à rechercher la cause. A tort ou à raison, nous l’ignorons, les chefs de l’armée russe considèrent les Juifs comme un élément tout dévoué aux armées.

1) Il s’agit de l’élection du social-démocrate polonais, Jasiello, comme député à la Douma, de la ville de Varsovie. Voy. note de l’extrait de Georges Brandès.
2) Comparez extr. de Georges Brandès et „La presse polonaise“.
ennemies et qui ne recule pas devant l’espionnage et la trahison. Telle est l’origine des violences commises envers les juifs et de leur expulsion loin du théâtre de la guerre. Dans l’Empire, il est impossible de protester contre l’armée, à cause de la censure militaire; hors des frontières, une pareille protestation serait un acte de mauvaise politique. Il est donc plus commode de rejeter la faute sur le plus faible, c’est-à-dire sur les Polonais. Ici encore, nous voyons la même tendance des juifs à suivre le principe de moindre résistance.

Quand nos espérances et „le rêve de nos aieux” seront accomplis, quand la Pologne sera reconstituée „unie, libre dans sa langue, dans sa foi et dans son autonomie” d’après la proclamation du Grand-Duc Généralissime, la question juive cessera d’exister chez nous à l’état aigu. La reconstruction de la patrie, sa réorganisation exigeront le travail commun de tous les fils de la même terre. Il n’y aura point de disputes, parce qu’il n’y aura pas d’influences extérieures. Tous les juifs, sous la direction expérimentée des juifs polonais qui se considèrent comme citoyens du pays, collaboreront sincèrement avec la civilisation polonaise laquelle leur assurera la liberté complète d’exercer leur religion et de se développer pacifiquement.

Un peuple dont tout le passé témoigne de son amour pour la liberté et la justice, ne trahira certainement pas son idéal dès qu’il pourra en profiter lui-même.

Le Comité Suprême National Polonais et la question juive en Pologne. 1)


Le „Dalsenik Narodowy” paraissant à Petrikau publie un article du Président du Comité Suprême National Polonais, le chevalier de Jaworski, sur la question juive en Pologne.

L’auteur considère la solution de cette question comme un de des problèmes les plus importants pour les relations intérieures de la Pologne. L’aggravation de la question en Pologne fut amenée systématiquement par le gouvernement russe, par l’établissement forcé de grandes masses juives, étrangères au pays.

S’il, écrit le chevalier de Jaworski, nous voulons régler les rapports polono-juifs, devenus très tendus, d’une part, par les conditions politiques et économiques anormales, de l’autre, par une agitation démagogique nationaliste, — nous devons le faire sur une base généralement européenne. Nous devons renouer les anciennes traditions polonaises, les traditions de Czacki et de Wielopolski, nous devons poursuivre, avec toute l’énergie possible, l’assimilation de la population juive et la gagner aux intérêts du pays. Ce but ne peut être atteint qu’en accordant aux juifs l’égalité des droits, qu’en leur créant des conditions d’existence normales, en leur donnant les moyens de sortir de la situation économique désespérée actuellement, c.-à-d., en les faisant prendre part au travail collectif citoyen. La solution antisémite, sous n’importe quelle forme, ne peut que nuire au pays. Seule, une déclaration franche et loyale, qu’une Pologne régénérée, ne pratiquera jamais de politique anti-juive, ni chicanes ni persécutions, établira les bases de l’assimilation des masses juives.

La conclusion dit: d’autre part, nous exigeons formellement que les juifs deviennent des citoyens sincères, dévoués au bien commun de la patrie. Pour cela, le pays doit leur ouvrir toutes les sources de la culture et de la fortune.

Nous avons le droit d’exiger de nos juifs qu’ils deviennent de bons et sincères citoyens polonais, aussi bien qu’ils sont devenus, à l’ouest, de bons français, anglais, italiens ou allemands.

La presse polonaise.

Le journal panpolonais „Dwa Grosze” de Varsovie, dit dans son No. du 5 juin, 1915, que les débitants juifs importunaient les soldats, surtout dans les gares de Varsovie. Ils poursuivaient un double but, „en vendant des marchandises de mauvaise qualité à des prix exorbitants et en s’informant de ce qui se passait dans les tranchées.” *

Le „Glos Polski” pariaient à Petrograd écrivaient : „Rien d’étonnant à ce que les allemands qui organisent une armée d’espions dans le Royaume (Pologne) se servent d’un clément qui forme 12 % de la population et qui fournit un continuent suffisant pour s’occuper de ces choses et d’autres également „délicates” et cela surtout à cause de ce que cet clément parle une langue plus proche de l’allemand classique que le bas allemand.” (Reproduit du „Jewreiskaia Nedela” de Moscou, du 21 juin 1915).

Mr. Niemojewski écrit dans „Mysl Niepodlegla” :
„Les sympathies déclarées des juifs pour l’armée conquérante prussienne furent confirmées officiellement par les avvertissements de l’état-major, par les contributions imposées aux juifs pour les services rendus aux allemands (Pabianizte) et l’espionnage croissant que nous avons fait connaître les circulaires du gouverneur général de Galicie Bobrinski.” (Cité d’après l’écrit : „L’Ecrasement des juifs en Russie” de Wl. Kossovsky, édité par le „Bound”). *

Le journal „Czas” de Cracovie a publié le 28 juillet 1915 (No. 393) un article du député du Landtag Galicien Dr. Hupka comportant ce qui suit :
„Au moment de l’invasion et à la suite des événements survenus après le retour des russes, une scission plus prononcée qu’auparavant s’est produite au milieu de la population de la ville (Lvov). L’hostilité des deux camps va actuellement en augmentant. C’est le développement de l’antisémitisme qui n’existait presque pas avant la guerre. C’est ainsi que la population chrétienne de Lvov doit être mécontente au sujet des juifs de Lvov qui avaient été restés dans la ville et qui avaient salué les troupes russes pendant leur entrée, le 30 septembre, 1) dans la ville, par une grêle de fleurs et par de baisers donnés aux chevaux des cosaques. Plus tard, ils s’appliquaient à une servile soumission, malgré le traitement barbare et le pogrom 2) Au retour de nos troupes, ils comblaient également de fleurs ceux qui ont expulsé les russes. Ils apportaient leur rage sur les prisonniers russes menés par les rues et s’adonnaient, non seulement au commerce usurier des produits de première nécessité, mais aussi aux dénonciations à droite et à gauche.”

1) L’histoire suivante a été la suite de cette agression. Trois polonais remarquables de Lvov qui avaient été restés dans la ville pendant l’invasion russe — Mrs. le professeur Finkel, recteur de l’Ecole Polytechnique, le professeur de l’Université

1) C’est évidemment une faute de presse : l’entrée des russes dans Lvov a eu lieu le 3 septembre 1914.

2) Lvov a été le 27 septembre 1914, comme on sait bien, l’arène d’un pogrom juif, organisé par le militaire qui a occasionné la mort d’un nombre considérable de juifs.
Marceli Chlantacz et de docteur Sawczynski, membre du Conseil de la Galicie — ont adressé deux déclarations contre les attaques diffamantes de Mr. Hupka. Ils ont désigné ses affirmations, surtout au sujet de la conduite des juifs vis-à-vis les troupes russes, comme étant fausses et injustifiées. Cependant, le „Czas” a refusé de publier ce démenti qui a, alors, apparu dans le „Tagblatt” en Yiddisch.

Le périodique allemand „Polen”, paraissant à Vienne, édité par le Dr. Ladislas Léopold, chevalier de Jaworski, le Président du Conseil Suprême National Polonais, dit, dans son No. 31 du 30 juillet 1915 : „Les feuilles de Varsovie racontent qu’à la dernière évacuation de Varsovie ordonnée par le gouvernement russe, tous les juifs polonais ont été envoyés à l’intérieur ou en Sibérie, par contre les juifs russes, les „Litwaki”, ont eu du Gouverneur Général la permission de rester dans la ville. Cette faveur toute spéciale démontre, clairement comme le jour, que les polonais ont toujours bien jugé la position et le rôle de ces masses immigrées. Victimes d’horribles persécutions aussi longtemps qu’ils étaient dans la Russie propre, les „Litwaki” en Pologne sont favorisés comme adhérents de la „culture” russe. De là, sans doute, leur attitude envers la population polonaise.”

La „Deutsche Warschauer Zeitung” cite du „Dzien” de Varsovie (Le Jour. No. 236 du 29 août 1915) un article intitulé „La Pologne juive”:

Il est évident que, dans un état civilisé, tous les citoyens, sans distinction d’origine ou de religion, sont égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits. Par conséquent, les juifs ne peuvent être privés des droits de l’homme.

Les déclarations d’un groupe juif nationaliste, — traitées dans les journaux — qui évalue l’élément juif en Pologne à 46 % et qui rêve d’une Judéo-Pologne, sont peu opportunes à un moment où toute l’attention de l’Europe est fixée sur la Pologne. Avant tout, le calcul est faux, car, dans les contrées ethnographiques polonaises, la population est polonaise en majeure partie et la juive n’est prépondérante que dans quelques petites villes. Varsovie est une ville purement polonaise et Lodz aussi. En proportion de la population polonaise, les juifs ne forment qu’un minime pourcentage 1), et si leur nombre s’est accru là-bas dans les derniers temps, cela tient uniquement à ce que les juifs exilés de Russie s’y sont établis. En Allemagne, en Angleterre, en France, en Italie etc. où on ne les empêche pas de pratiquer le moujismo, les juifs se qualifient d’allemands, d’anglais, de français, d’italiens et il ne leur vient pas à l’esprit d’ériger une Judéo-Allemagne, une Judéo-Anglterre, une Judéo-France ou une Judéo-Italie. Les juifs qui, par une longue coexistence, se sont assimilés aux polonais ne peuvent être désignés que comme polonais de confession musulmane, — du moins, dans les milieux civilisés. Les basses classes inculcées n’ont jamais songé à une Judéo-Pologne. Cette idée vient des juifs russes qui ont promis au gouvernement de russifier la Pologne par la presse qui leur est dévolue et qui se sont conduits, dans le pays, en toute occasion, en russes. 2)

L’antisémitisme, en Pologne, a une toute autre cause qu’ailleurs. Les juifs sont venus à nous comme un pauvre peuple aux abois, persécuté partout. Ici, ils trouvèrent un paisible abri où, sans être inquiétés, ils purent organiser leurs communautés et établir leurs demeures dans les villes et les bourgs, dépeuplés par les guerres incessantes et les invasions tatares. Leur vie n’était guère troublée et la fortune leur sourit. Aussi longtemps que notre pays est resté exclusivement agricole, les juifs nous étaient utiles et commodes comme commerçants habiles et courriers. Plus tard, les circonstances ont changé, aussi bien sous le rapport écono-

1) Comparez les données de L. Wastlewski.
2) L’article a paru, comme nous l’avons dit plus haut, après l’occupation allemande.
mique que sous le rapport politique, et, quand nous fûmes obligés d’entrer dans le commerce et l’industrie, les juifs considéraient nos efforts pour parvenir, comme hostiles, dirigés contre eux, alors qu’il ne s’agissait, en réalité, que de la lutte pour l’existence.

La coexistence paisible des polonais et des juifs n’est possible qu’en Pologne, pas dans une Judéo-Pologne et encore, si chacun d’eux repoussait tout idée d’exploitation et remplissait ses devoirs de bon citoyen.

Extrait d’un article d’un quotidien de Varsovie, „Gazeta Warszawska“:

Il y a 53 ans que Wielopolski, le maréchal de la noblesse, édicta une loi (24 mai 1862) accordant l’égalité aux juifs. Les lois restrictives du roi de Saxe du 19 novembre 1818 défendant aux juifs d’acquérir des terres dans le Duché de Varsovie, les restrictions concernant le droit d’acquisition de terrains dans les villes et de construction des maisons, la défense de séjour dans quelques villes, surtout dans les rues principales et celle concernant l’établissement dans les bourgs et la zône-frontière de douze verstes, toutes ces lois restrictives furent abrogées. On abolit, enfin, pour les juifs, la défense de figurer comme témoins aux actes notariés ou en justice, ainsi que l’injurieuse formule du serment juif. En un mot, c’était l’égalité civile et sociale.

A tout cela Wielopolski ne mettait qu’une condition, c’est que les juifs s’abstiendraient de l’emploi d’une langue et d’une écriture spéciales. En leur accordant tous les droits, Wielopolski ne leur réclamait qu’une chose : la renonciation au „jargon“.

Le § 7 de la loi de 1862 dit : „Aucun acte civil ou commercial, testaments, contrats, reconnaissances, lettres de change, quittances, livres et correspondances commerciales, ni aucun autre acte ou document ne pourra être rédigé en hébreu ou en judéo-allemand ou être écrit dans une autre langue avec des caractères hébraïques.

Autrement, les actes ne sont pas valides.“

Wielopolski se leura de l’espoir que les juifs, en retour de l’émancipation, adopteraient la langue nationale et donneraient la préférence au polonais sur le judéo-allemand, qu’ils abandonneraient leurs tendances germaniques... Mais la réalité a été une déillusion. Les juifs n’ont pas renoncé à leur jargon. Au contraire, ils réclament pour lui droit de cité dans les écoles et d’administration. Il n’y a pas, pour cela, que les masses. Les intellectuels, aussi, parlent yiddisch, dans l’intention de remplacer et de boycotter le polonais.

Entretemps, le § 7 de la loi de 1862 est tombé en désuétude... L’auteur finit par réclamer des pouvoirs russes la défense absolue du yiddisch et la suppression des feuilles juives.


La feuille hebdomadaire „Glos Polski” (No. 18) de Pétrograd dit : „Le Comité Central (polonais), en Varsovie, vient d’entamer une action de la plus haute importance : il organise le retour des émigrants polonais de l’Amérique. Il y a la-bas plus de 4 millions de polonais. Les optimistes sont d’avis qu’on pourrait attirer au pays à peu près un million de polonais disposant d’un capital commun d’un milliard de roubles. N’importe ce qui en est : les autorités militaires (russe) projettent et ont déjà pris les mesures pour „amoidir“ la population juive de la Pologne. Les places devenus „libres“ pourraient facilement être prises par les Polonais américains énergiques et entreprenants.

Le „Comité Central“ s’occupe sérieusement de ce projet et a créé une „section étrangère“ spéciale. Nous sommes curieux des résultats qui seront obtenus.”

A ce propos le „Retch“ de Pétrograd dit : „D’après ce communiqué, le Comité Central n’a pas la fonction de séduire les milliers de polonais du pays qui sont
sans moyens d’existence, à qui manquent le pain et un abri, mais il est là pour procurer à un million de polonais les facilités de s’établir côté à côté de la population indigène qui est sans ressources. Cela n’est-il pas singulier ?

La "Opinia Zydowska", l’organe des "Polonais de Confession Mosaique", remarque à ce sujet :

"Il est encore plus surprenant qu’une institution destinée à sécuriser toute la population, sans distinction de côte ou de nationalité, comprenne ses devoirs envers la population juive de façon à faire occuper les lieux qu’elle a vidés fortement et temporairement, par des "propres gens"... de l’Amérique. Cette institution nourrit des espérances indignes d’une nation opprimée : que les représailles contre les juifs polonais continuent dans un temps où toutes les autres nationalités du pays aspirent à la réalisation de leurs rêves plus audaces."

**Extrait de l’article de Georges Brandes : "Juifs et Polonais".**

*(Politiken, Novembre 1914)*

Les chefs de la Pologne russe qui, depuis le commencement du siècle, ont effectivement combattu les juifs, quoique non ouvertement, pour ne pas s’alléger les sympathies de l’aristocratie de l’esprit européenne, profitent de cette victoire électorale 1) imposée aux juifs, pour laisser tomber le masque et apparaître ouvertement, comme leurs ennemis implacables.

Les intellectuels polonais se mettent à la tête de ce mouvement et, parmi eux, les écrivains les plus considérés, de libres penseurs avérés, tels que Niemojewski et même Alexandre Svientochofski. Les cercles littéraires ont à enregistrer plus d’une défection des métamorphoses qui, par leur caractère fondamental, n’ont rien à envier à celles d’Ovide. Quand on a observé, plus de cinquante ans, le manque de caractère chez les écrivains, on ne s’émeut plus si vite. J’aurais, cependant, tenu pour impossible que je vivrais assez pour voir Alexandre Svientochofski, le fougneux combattant du nationalisme, qui dans sa jeunesse a beaucoup souffert pour ses convictions, muer en nationaliste. L’auteur de Chawa Rubin — chef antisémite! Ce ne sont pas seulement ses écrits qui se soulevent contre lui, mais ses paroles, les fortes et généreuses, paroles prononcées aux beaux jours d’autrefois.

Toute la presse polonaise se consacrera au mouvement. On posta de jeunes voyous devant les magasins juifs pour molester les femmes et les enfants chrétiens qui voulaient y faire des emplettes. Avec l’aide du fameux Dnowski on fonda un nouveau journal "Dwa Grosze" qui ne fit que prêcher des pogromes. Tout de suite, on en vint aux coups, aux saignantes bagarres. Des étudiants polonais tuèrent un vieux

1) Dans la première partie de son article, Brandes discute les incidents des dernières élections pour la Douma, à Varsovie. D’après le cens électoral russe, les élections juives étaient en majorité. Le candidat des partis bourgeois polonais, un "progressiste", a déclaré ne pouvoir répondre de l’égalité civique des juifs en toute circonstance. Alors, apparut à l’ordre du jour le projet de loi sur l’administration municipale en Pologne qui contenait de nombreuses restrictions légales pour les juifs. Les électeurs juifs décidèrent de voter pour le candidat des partis socialistes polonais, l’ouvrier Jagiello. Ils renoncèrent à l’élection d’un juif, comme ne formant que 39 % de la population, trouvant que la capitale de la Pologne devait être représentée par un polonais. Cette attitude digne et pleine de tact de la part des électeurs juifs qui refusaient un candidat antisémite, reconnaissait le caractère polonais de Varsovie et assuraient l’élection du représentant de centaines de milliers de polonais, est qualifiée de M. Léon Wasilewski de : "une faute politique". Les juifs auraient dû s’abstenir de voter, laissant la décision aux polonais seuls. M. Wasilewski et, avec lui, le Comité Suprême National Polonais veulent que les juifs votent, sans murmurer, pour l’adversaire de leur émancipation, ou bien qu’ils renoncent aux pauvres restes de leurs droits en s’abstenant de voter et qu’ils assurent, ainsi, l’élection du candidat anti-juif. Le "tact politique" des juifs de Varsovie serait prouvé seulement par la soumission servile exigée par M. W.
juif dans la rue Sliška à Varsovie. Dans la petite ville de Welun, les paysans, une nuit, arrosèrent de naphté une maison habité par une nombreuse famille juive et y mirent le feu. Toute la famille périt! Cela se passa de la même façon dans différents endroits, jusqu'à ce que le gouvernement russe mit fin aux pogromes pour ne pas renforcer le nationalisme polonais.

Les prêtres polonais excitaient de la chaire au boycottage et à la guerre contre les juifs. Après la publication du verdict dans le procès Bellis à Kieff, les journaux polonais furent, pour ainsi dire, les seuls qui distribuèrent des bulletins disant que, quoique Bellis fût acquitté, le meurtre rituel était suffisamment prouvé! Oui, le libre penseur Némojewski écrivit un livre où il soutenait l'infâme mensonge et il parcourut tout le pays, pour donner des conférences tendancieuses sur le même sujet.

Maintenant, en pleine guerre, la haine cruelle contre les juifs est alimentée de plus belle et, jusqu'ici, le gouvernement russe n'est pas intervenu pour enrayer ou étendre l'éruption.

Pendant la mobilisation, de diverses feuilles polonaises, p. ex., „Glos Lubelski”, imprimèrent, en gros caractères, la troublante nouvelle: „Grands pogromes juifs en Angleterre, le gouvernement ne les empêche pas.” C'était mentir, sclérement, pour créer l'exemple à suivre.

Le manque de numérateur se faisait sentir, les journaux polonais accusèrent les juifs de cacher le métal précieux. Les recherches découvrirent que beaucoup de commerçants non-juifs (p. ex., le riche propriétaire polonais Ignachewski à Lublin) détenaient des sacs pleins d’or et d’argent. Ils furent fortement punis. Par contre, on ne put rien constater de pareil chez aucun juif.

Tout cela était des préambules des pogromes et il y en est beaucoup d’autres. Les antisémites firent imprimer une proclamation en yidisch, engageant les juifs à la révolte contre la Russie. Ils la fourrèrent, en rue, dans les poches des juifs qui ne se doutaient de rien. Les mêmes qui avaient distribué les papiers, dénoncèrent à la police ceux sur qui on les trouverait. Ceux qui les avaient sur eux furent fusillés!

Enfin, ainsi qu’au moyen-âge, les juifs furent accusés, verbalement et par écrit, d’avoir empoisonné les fontaines. Lorsque des casques ou d’autres soldats russes mouraient, les polonais accusaient les juifs de leur mort par l’empoisonnement des fontaines.

L’accusation principale qui trouva créance partout, fut celle de l’espionnage et elle servit aussi bien à l’occasion de l’entrée des troupes autrichiennes qu’à celle de la retraite de celles-ci, produite par les troupes russes. Le résultat était le même. Un certain nombre de juifs furent toujours consciencieusement exécutés.

Les pogromes prirent des dimensions de plus en plus grandes en Pologne russe par ces horribles accusations de trahison et autres, tandis que la Galicie et la Pologne restèrent soudées aux nombreuses incitations. Les victimes innocentes se comptent par centaines.

Voici quelques faits:

A Byszawa, ville conquise par les autrichiens, les chefs polonais parmi lesquels se trouvait un propriétaire foncier très connu, se sont adressés au commandant autrichien et ont accusé les juifs de liaisons secrètes avec l’armée russe. Les autrichiens, en conséquence, tuèrent un vieillard du nom de Wallstein, de 67 ans ainsi que son fils, de 17 ans. Les autrichiens, étant déloqués peu après, le même propriétaire accusa — devant le commandant russe — les juifs de la ville de s’entendre avec les autrichiens et prétendit qu’ils leur avaient livré tous les vivres pour en frustrer les russes. En suite de ce fait, beaucoup de juifs furent tués et leurs maisons incendiées.

A Janów et à Krasniki, on accusa les juifs d’avoir posé des mines pour nuire aux russes. Les juifs, et parmi eux beaucoup d’enfants, furent pendus aux poteaux télégraphiques et les deux villes détruites.

Samoch fut prise par les Sokols autrichiens, ces êtres beaux et souples, que ceux qui les ont vu manœuvrer dans la capitale de Galicie, n’oublieront jamais.
Chassés par les russes, les polonais accusèrent les juifs d’avoir été d’accord avec eux. Douze juifs furent arrêtés et malgré leurs dénégations, condamnés à mort. Cinq furent pendus. Pendant l’exécution parut un pope russe, une statuette de la Vierge à la main, sur laquelle il jura que les juifs étaient innocents, que tout était une invention de la haine polonaise. Il prouvait que les polonais avaient eux-mêmes aidé les autrichiens, qu’il existait même une communication téléphonique avec Lvov. On relâcha les sept juifs, les cinq autres étaient déjà pendus.

A Juselów on imputa aux juifs l’empoisonnement des fontaines, ce qui occasionna la mort de centaines de cosaques. 78 juifs furent tués, beaucoup de femmes violées, des maisons et des boutiques saccagées.

Les cas se présentent par centaines et se reproduisent journalement. Dans les gouvernements de Varsovie, Radom, Pétroka, Kielce, il y eut des pogromes plus ou moins violents accompagnés de meurtre, de viol et de pillage.

Il n’y a que quelques gouverneurs russes qui ont protesté, quoique trop tard, contre les pogromes : Korff à Varsovie, Kélépovski à Lublin, ainsi que les gouverneurs de Vîna, Pétroka et Grodno. Ni le gouvernement, ni les polonais n’en ont tenu compte.

Des témoins oculaires ont parlé de soldats juifs en traînement dans les hôpitaux, qui sont devenus fous, non à la suite des horreurs inévitables de la guerre, mais par les pogromes auxquels ils ont dû assister sur leur passage à travers les villes. Les malheureux croient voir leurs propres parents tués, leurs mères, leurs sœurs, leurs fiancées souillées. Leur fantasmade malade évoque toujours les mêmes scènes.

**Déclaration du Parti Ouvrier Socialiste Juif Poälé-Zion en Autriche, concernant les relations judéo-polonaises.**

La libération de la Galicie de l’invasion russe et la pénétration victorieuse des troupes austro-hongroises et allemandes dans la Pologne russe produisent de nombreux contre-coups politiques qui remettent sur le tapis la régularisation des rapports judéo-polonais. Les coïncidences de la guerre ordonnent une nouvelle orientation de la question, devenue plus aigüe ; elles posent actuellement un problème universel éminemment politique.

Jusqu’ici, aucune voix, parant des masses juives le plus immédiatement frappées, ne s’est fait entendre. Seul, un groupe galicien de „polonais de rit mosaïque“ a publié un manifeste, paru à Vienne dans le No. 28, 9 juillet 1915, du périodique „Polen“. Cette déclaration d’un petit groupe de juifs galiciens adhérant à la politique d’assimilation, est présentée par la rédaction du journal à la presse étrangère, comme une profession de foi de tous les partis juifs de Galicie. Cette exposition mensongère réclame une protestation des plus énergiques de la part des soussignés en même temps que la définition de leur point de vue.

D’après un ancien principe fondamental et invincible de l’Internationale, conforme aux idéaux du socialisme, nous reconnaissons le droit de chaque peuple à la liberté nationale absolue. C’est ainsi que nous considérons la lutte de nos voisins pour leur émancipation. Appartenant nous-mêmes à un peuple opprimé, condamné partout à une vie de minorité, nous avons la compréhension de cette lutte et nous la saluons avec une sympathie d’autant plus profonde qu’elle est dirigée contre un ennemi commun — le sanglant tsarisme russe pour l’annihilation duquel les juifs de l’Autriche combattent sous les plus lourds sacrifices et à la destruction duquel la prolétariat juif a immolé le meilleur de soi.

Tout en le déclarant sans ambages, nous constatons que la victoire ne résoudra pas la question juive en Pologne, question dont dépend le sort de trois millions de juifs et qui ne peut et ne doit être réduit à une simple formule.
Au rebours des anciennes traditions de la libre Pologne qui, à l’apogée de sa gloire, accordait précisément aux juifs des droits nationaux et autonomes, la Pologne vaincue et morcelée parjure son passé. Le parti le plus avancé même refuse aux juifs le droit à l’existence nationale et exige d’eux une soumission complète aux volontés et à la culture ambiantes. En se mettant en contradiction ouverte avec les principes de la liberté nationale auxquels ils font néanmoins appel dans leur lutte pour la liberté de la Pologne, ils prétendent soutenir la base des droits de l’homme qu’ils interprètent faussement.

Le réveil des masses juives de l’est de l’Europe à la conscience nationale, évolution naturelle des phases de l’histoire, n’a pas, à de rares exceptions près, rencontré la moindre sympathie auprès du peuple polonais, ni evité l’intérêt que mérite une pareille métamorphose se produisant partout dans les grands centres juifs.

La formation d’une bourgeoisie commerçante polonaise, considérant comme concurrents incommodes les juifs, les premiers et les plus anciens propagateurs du commerce en Pologne, a donné naissance au mouvement antisémite qui infecte la majorité des polonais. Aucun moyen ne lui répugne pour amener la ruine économique des juifs et elle ne recule pas devant la violation de la justice civile quand il s’agit de droits juifs.

Les menées coupables de quelques partis bourgeois influents infusèrent la haine du juif chez le peuple. Troublèrent la paix de la vie commune et élargirent de plus en plus le gouffre séparant les deux nations. Le conflit s’envenimant, la presse ni les publicistes ne firent rien pour l’enrayer. De l’irréflexion toujours, l’altruisme des faits, la désorientation restèrent les mêmes. La presse juive se multiplia, elle fut raillée et honnie. On feignit d’ignorer la littérature juive qui acquérirait une réputation européenne. Le récent développement intellectuel des masses juives fut passé sous silence.

Ne nous dissimulons pas que la rapture fut encouragée par les juifs assimilants qui, seuls intermédiaires entre les deux nations, contribuèrent à élever le mur séparatif.

Un éloignement successif et incomparable s’est produit depuis des années entre la mince couche bourgeoise et la masse juive. La jonction économique de la bourgeoisie juive avec les classes dirigeantes polonaises a aboli tout rapport intellectuel entre elle et le peuple juif. Tandis que la grande masse juive, en Pologne, se considère toujours comme une minorité nationale formée par l’histoire, l’économie, la langue, les moeurs et la civilisation, les juifs assimilants prêchent le dépouillement national, l’absorption totale par la nation prépondérante, le renoncement volontaire au caractère propre et aux traditions nationales. Ils s’emparent des organisations publiques et des communautés, s’appuyant sur les arrières du cens pour s’assurer la représentation exclusive des juifs. L’abandon intellectuel, la désagrégation économique, l’abaissement de la population juive devenue agent d’oppression politique des minorités en Pologne. Voilà les fruits de cette mauvaise politique.

L’intelligence juive, sortie des rangs de la bourgeoisie, imbue d’idéologie assimilatrice, a été la première propagatrice du socialisme parmi la classe ouvrière juive. Si elle n’a pas réussi à influencer d’une manière durable dans un sens anti-national, dès qu’il a été devenu un mouvement des masses juives, elle n’en porte pas moins que la ploutocratie juive la responsabilité d’avoir trompé le prolétariat polonais quant aux faits réels de la vie juive et sur les aspirations juives, ce qui est devenue une source de malentendus continuellement entre les partis ouvriers polonais et juifs.

Les différences s’accentuèrent et la séparation se fit plus grande. La Pologne russe surtout devint le terrain favorable à l’antisémitisme polonais. Sous prétexte de combattre les „ïtivski”, on proclama comme commandement national le boycottage économique des juifs et on chercha à appliquer la nouvelle consigne par tous les moyens. La concurrence économique, existant d’ailleurs en Galicie où elle a conduit à la déchéance de la classe moyenne et en dernier lieu, à une émigration croissante, n’aurait jamais pris les allures d’un boycottage organisé et hostile, si le terrain n’y avait été préparé de longue main par l’agitation antisémite de partis influents et
par le mensonge social de l’assimilation. Les juifs lituaniens, victimes de la politique criminelle du tsarisme, avaient, en nombre relativement restreint, cherché des moyens d’existence dans l’industrie naissante de la Pologne à la prospérité de laquelle ils contribuaient comme élément productif et paisible, tout en conservant leurs particularités nationales. Par une terrible ironie du sort, ils furent méchamment accusés de tendances russophiles, comme si des gens, au but aux persécutions sanglantes des hordes tsaristennes, accepteraient pour mission la divulgation de la civilisation de leurs persécuteurs. Tous les partis de Pologne se coallèrent contre les „Litwaki“, terme très élastique, les passions déchaînées ignorant les limites entre juifs russes et polonais.

Quand la guerre éclata, ce moment historique fut saisi par les juifs de Galicie pour exprimer leurs sentiments de solidarité aux polonais. Malgré cela, les juifs de la Pologne russe se virent la proie d’une haine plus intense que jamais. Les preuves nombreuses et irrefutables existent, qu’en même temps que s’était la tourmente militaire en Pologne, des troubles intemels éclatèrent contre les juifs qui prirent bienfôt des dimensions saisissantes. La presse polonaise la plus influente, la plus lue en Russie, débita les bruits les plus faux, les suspicions les plus insensées, les dénonciations scandaleuses, et propagée ainsi la légende de la trahison juive. Cultivant méthodiquement l’esprit de pogromes dans l’armée russe, elle procéra aux chefs un prétexte bien accueilli pour les plus cruelles persécutions. La prise de possession, par leurs voisins polonais, des établissements commerciaux de juifs expulsés, fut saluée avec une satisfaction évidente, par la presse polonaise. Les éléments les plus louche de la population de la Pologne russe prêtèrent main-forte aux sauvages hordes des cosaques.

Quand, en face de ces faits irréfutables, dont nous possédons les preuves documentées, les auteurs de la fameuse „déclaration“ disent: „Mais même le parti antisémite n’a ni par son programme, ni par son agitation politique, cherché à provoquer des excès contre les juifs et (sic) aucun cas ne nous est connu où même la population polonaise ait procédé à des pogromes juifs“, c’est une fausse assertion jugée par elle-même, une monstrueuse altération de la vérité.

Nous sommes loin de rendre responsables tous les polonais des crimes de la lie du peuple; mais nous ne pouvons ignorer que des intellectuels mêmes, que la presse en nombre effrayant, que des chefs de partis ont crié opprobus de semer la zizanie, ajoutant ainsi aux horreurs de la guerre. Nous ne pouvons taire que les juifs de la Pologne russe, pris dans un filet d’intrigues et de dénonciations, ont dans leur sort déjà si dur, senti mille fois le supplice du knout.

Tous ces faits nous forcent à protester formellement contre les signataires de la „Déclaration“ qui ont assumé la tâche injurieuse de disculper l’antisémitisme polonais et d’encourager la société polonaise dans son attitude funeste et mal fondée vis-à-vis de la question vitale de la nationalité juive. Nous constatons, en même temps, malgré le désaccord artificiellement créé entre juifs et polonais, malgré l’exaspération que cette politique de menaces a fait naître chez les juifs du monde entier, que le prolétariat juif de Galicie vise au rétablissement de la vie commune pacifique entre les juifs et les autres nationalités du pays.


Malheureusement, la courte domination russe a fait faire aux juifs galiciens plus d’une amère expérience. Encore maintenant, après la libération du pays, les mauvais éléments ne manquent pas pour empoisonner la vie commune.
En égard de cela, nous déclarons : pas de fomentations d’une part ni de l’autre, mais une consigne de paix et de travail productif pour le pays. Les soussignés envisagent que le développement pacifique, sain et libre de la Pologne dépend du libre développement de toutes les nations qui l’habitent. Une paix durable entre les populations polonaise et juive n’est possible que quand la grande minorité juive aura obtenu non seulement l’égalité des droits, mais le self-gouvernement pour ses affaires nationales. La population juive de la Pologne ne se contente pas de la garantie d’égalité de droits, jointe à une assimilation nationale forcée.

S’appuyant sur son nombre, son importance économique et son développement intellectuel, la population juive revendique la pleine et entière garantie de ses droits nationaux.

Une Pologne libérée n’est concevable qu’avec une Pologne possédant la liberté intérieure, fondée sur des principes démocratiques et sur la liberté nationale de toutes les nations qui y résident.

Comité Exécutif
du Parti Ouvrier Socialiste Juif
Poale-Zion en Autriche.

Vienne, août 1915.

Déclaration des Organisations du Bound en Pologne.
Publiée comme proclamation en janvier 1915. Réproduite par la Feuille d’Informations, No. 8 du “Comité Étranger du Bound”.

Les rapports entre juifs et polonais étaient déjà très tendus avant la guerre. Après, ce fut encore pire. L’incessante agitation antisémite des plunitifs national-démocrates devint une véritable orgie.

L’armée russe, dénomisée par les autorités et habituée à traiter les juifs comme des parias hors la loi, trouva le terrain dûment préparé au front polonais. Les mangeurs de juifs locaux fraternisèrent avec les nouveaux venus. L’œuvre de sang commença… “L’armée libérateure” a perpétré des violences inouïes sur la paisible population juive, sans épargner les femmes, les vieillards et les enfants. Du fond des terreur habituelles de la guerre qui frappent toute la population, se détachent, en un douloureux relief, les souffrances juives occasionnées par la situation particulière des juifs en Russie et en Pologne.

La guerre mit en avant la question polono-juive, pour encore une autre raison. Elle se déploya complètement et entra dans une nouvelle phase. Le fameux appel du Commandant en chef de l’armée russe semblait proposer une nouvelle solution “réelle” pour les relations russo-polonaises.

… En temps ordinaire, la clique national-démocrate et tous ceux qui sont d’accord avec elle, ne tenaient pas compte de l’opinion publique russe, parce qu’ils préféraient les faveurs réelles du gouvernement russe. Cette fois-ci, ils se sont aperçus qu’il serait déraisonnable de dédaigner l’opinion sociale. On ne sait ce que réserve l’avenir. Sans que l’on s’y attende, l’opposition russe pourrait devenir un facteur utile. Et l’on sait que la tactique expédient. D’une part, dénégation cynique de faits généralement connus des événements polono-juifs; de l’autre, refus de donner, sur ce point, quelque explication, sous prétexte de ne pouvoir admettre d’intervention dans nos affaires intérieures.”

Marchant sur les pas des national-démocrates, viennent les “postempowcy”, les progressistes polonais. Il est vrai qu’ils ne mient pas les faits honteux de la société polonaise et de ses institutions officielles envers les juifs. Mais, en même temps, ils cherchent des circonstances attenantes pour leur culpabilité. Tout en paraissant accréditer les revendications juives, ils se refusent catégoriquement — aussi bien que les
national-démocrates — à toute immixtion des „étrangers” dans les rapports polono-juifs.

... Ce ne sont pas seulement les partis bourgeoises polonais qui s’opposent à une intervention étrangère dans le règlement des rapports polono-juifs, mais aussi les assimilants, les Polonais de Concession Mosaïque. „Nous n’avons besoin de l’aide de personne pour sauvegarder nos droits. Nos concitoyens polonais ne nous feront aucun tort à l’avenir. Pour le moment, nous ne réclamons rien.” Des devoirs sans droits, voilà la sagesse politique de ces complaisants.

En révélant la duplicité des partis bourgeoises polonais de toutes les nuances, en livrant au mépris public la conduite indigne et politiquement insensée des assimilants polonais, nous protestions énergiquement, en même temps, contre les tentatives de certains nationalistes juifs de Pologne et de Russie qui profitent de l’intervention d’éléments étrangers au détriment du peuple polonais.

Notre attitude, comme parti social-démocrate du prolétariat juif, du „Bound”, est nette. N’importes les événements, les principes de nos revendications politiques sont inélastables.

Nous demandons la complète démocratisation de tous les régimes sociaux et politiques en Pologne, indépendamment de ses limites territoriales et du droit international, l’autonomie nationale pour la culture, comme garantie certaine des droits nationaux du peuple juif, ainsi que de toute autre minorité nationale.

Dans la réalisation de nos désirs, nous voyons le gage d’une solution de la question polono-juive, autant que le permet le régime capitaliste. Pour nous aider donc dans la lutte, nous en appelons, nous, prolétaires juifs, à une „intervention” des forces en dehors du peuple juif. Notre appel va aux masses déshéritées auxquelles nous appartenons. Notre appel à la médiation en est un à la solidarité internationale des prolétariats polonais et russe. Nous luttons, en commun avec eux, pour la réalisation de nos idées.

RESOLUTION

adoptée par une assemblée populaire dans la Cooper-Union-Salle à New-York, le 6 mai 1915.

Malgré l’attitude hostile d’une grande partie de la population, des organisations et de la presse polonaise envers les juifs, une hostilité se traduisant par le boycottage des juifs de la Pologne russe, l’assujettissement des juifs de Galicie, les calomnies et les délations contre les juifs des régions frappées de la guerre, les pogromes militaires russes, les massacres juifs, les persécutions brutales et les expulsions : malgré l’amertume et la douleur que cette attitude des polonais a fait naître dans le monde juif, nous n’identifions pas toute la nation polonaise avec les pouvoirs occultés et les éléments chauvins et nous lui conservons notre sympathie dans sa lutte pour sa liberté, sa réunion et son indépendance.

Nous constatons, en même temps, que les partis polonais refusent à la population juive dans la future libre Pologne, les garanties légales de leur existence nationale et projettent d’édifier la liberté de la Pologne sur la nationalité sacrifiée et l’assimilation d’une minorité de trois millions de juifs. Le refus d’accorder les droits de nationalité aux juifs en Pologne annule l’emprise des polonais à accorder l’égalité aux juifs, puisque la propagande méthodique des partis polonais contre la reconnaissance de ces droits est, en grande partie, la cause des hostilités. Elle a préparé le terrain pour la campagne de destruction contre trois millions de juifs polonais. Une paix durable, entre polonais et juifs, n’est possible que si les masses juives obtiennent, dans une libre Pologne, avec les droits civiques, l’égalité nationale du suffrage, dans l’administration de l’État et de la municipalité, droits nationaux pour la langue et l’école, ainsi que l’autonomie dans les affaires générales juives.
III.

La Turquie et les Juifs.

Déclaration contre le sionisme.
(Publiée en janvier 1915 dans le journal quotidien „Hahérouth“ de Jérusalem No. 98).

A la direction du journal „Hahérouth“, à Jérusalem.

Vous êtes demandés de traduire verbalement ce qui suit et de publier textuellement :
Le haut gouvernement, en combattant les actions de l'élément révolutionnaire qui tente à créer, dans la partie palestinienne de l'Empire Ottoman, un gouvernement juif sous le nom de „Sionisme“, et qui peut nuire, ainsi, également à ses propres connotations, a ordonné la confiscation des timbres-poste, de la bannière sioniste, de l'argent en papier, des banque-notes de la Compagnie Anglo-Palestinienne sous la forme des chèques, et des autres choses qui avaient été répandues parmi ces éléments, et a proclamé la dissolution de toutes les associations et organisations sionistes qui existaient secrètement.

Maintenant nous avons appris que quelques intrigants, guêpés par une mauvaise et basse aspiration, falsifient les faits et disent que l'ordre a été dirigé contre tous les juifs. Rien n'est plus naturel que cela ne touche point tous ces juifs qui se trouvent dans notre alliance et sont, ensemble avec nous, des enfants de la patrie et jouissent de l'égalité de droits et resteront toujours, avec l'aide de Dieu, nos concitoyens. Les ordres publiés sont dirigés exclusivement contre les idées, les organisations et les actes sionistes. Quant à tous les autres enfants juifs de notre patrie qui n'ont rien de commun avec la destruction et la révolution de ce genre, nous les demandons et nous leur souhaitons toujours qu'ils soient paisibles éternellement, comme auparavant. Nous, tous les Ottomans, nous sommes de tout notre cœur des amis et des concitoyens de tous les juifs se trouvant toujours dans notre alliance. Et c'est seulement du sionisme et des sionistes, de cet élément destructif de troublement et de révolution et aspirant à la création d'un gouvernement au milieu de notre patrie, et de tous les autres groupes qui aspirent ou aspirent à de pareilles phantasies, que nous sommes leurs ennemis pour l'éternité.

Le 8 Canun II de l'an 1330.
Signé : BEHA ADDIN.

Attaché à l'Etat-Major de la IVe Armeée, pour les affaires d'information.

Lettre ouverte du Hakham-Bachi de Jérusalem Moché Franco,
publiée dans le journal hébreu de Jérusalem „Hahérouth“, en février 1915.

A Son Excellence Midhad Bey, Gouverneur de Jérusalem.

Je profite de l'occasion qui m'est donnée d'exprimer ma vive satisfaction de l'arrivée de votre Excellence dont la personnalité est le garant du ferme et équitable
exercice de nos fonctions, pour soumettre, en même temps, à votre Excellence une supplique de mes frères dont en vertu de la charge de Hakham-bachi de Jérusalem que m’a confiée le Gouvernement, je suis obligé de prendre à cœur les intérêts.

Nous vivons, depuis des siècles, sous la haute protection de la souveraineté turque. Nous jouissions, librement et paisiblement, de tous les droits qu’elle nous a, sans aucune restriction, accordés, comme à tous ses autres sujets. Aussi, nous regardons-nous comme les fils fidèles de notre chère patrie et nous rendons, incessamment, grâce à Dieu de nous avoir mis sous la protection d’un pareil gouvernement.

Malheureusement, ces derniers temps, il s’est produit des faits auxquels personne ne se serait attendu, des faits de nature à ternir l’honneur de mon peuple aux yeux de nos concitoyens et à le faire soupçonner d’actes indignes de lui. Ce n’est pas là agir dans l’esprit d’égalité et de fraternité inscrit en lettres d’or sur le drapeau de la Sublime Porte.

Il a été décidé que les juifs ne peuvent correspondre en hébreu, tandis que les autres nationalités de l’empire sont libres de se servir de leurs propres langues (arménienne, grecque etc.). Il leur est même permis d’user des langues des nations belligérantes.

D’importantes institutions financières juives qui, encore dernièrement, lors de la terrible crise, aménèrent beaucoup d’argent au pays, ont été fermées. Certaines parties de la population non-juive en souffrent aussi bien que tous les juifs.

Ce qui nous touche le plus sensiblement, ce sont les décrets, les déclarations, les perquisitions dans les établissements et chez les particuliers ; on n’hésite même pas à arrêter des membres honorés de la communauté et à les emprisonner. Ces procédés ne peuvent que faire supposer qu’une partie de la population juive — les sionistes — est soupçonnée d’intrigues dangereuses. Ces procédés portent préjudice à l’honneur du judaïsme tout entier et, en fin de compte, font croire que tout est permis envers les juifs.

Comme chef spirituel de ma communauté, je dois protester énergiquement contre ces façons d’agir. Moi, aussi bien que les autres chefs de communautés, nous sommes tous parfaitement au courant de ce qui s’y passe, et c’est en toute conscience que nous pouvons certifier solennellement, à la face de l’univers, que notre peuple ne nourrit pas l’ombre d’opposition contre la pouvoirs, qu’il lui répugnerait d’entreprendre, quoi que ce soit, du contraire à l’esprit du gouvernement et au bien public. Nous, tous, jeunes ou vieux, établis ici depuis des générations ou fraîchement arrivés, nous sommes sincèrement, fidèlement dévoués au gouvernement et tous, sans exception, nous souhaitons de grand cœur, le bien-être et la victoire de l’État. Nous prions Dieu qu’il nous soit permis de rester les fils de cette patrie et les fidèles serviteurs de ses intérêts.

Si le gouvernement trouve utile de proclamer des offenses ou de supprimer quoi que ce soit, il est évident que tous mes frères acceptent, sans murmurer, les décisions prises. Si le gouvernement veut se livrer à des recherches, dans n’importe quelle direction, nous ne pouvons que nous en réjouir, sachant que le bon droit de nos frères clairera, alors, au grand jour. Mais tout aurait pu se faire dans le plus grand calme, sans priver de leur liberté les personnes incriminées.

C’est pour cette raison que, en ma qualité du Hakham-Bachi, responsable envers le gouvernement, aussi bien qu’envers la communauté, je tiens à prier Votre Excellence, fonctionnaire supérieur de notre province qui répond de l’ordre et de la paix, de faire savoir à qui de droit de s’abstenir dorénavant de tout ce qui serait injurieux pour l’honneur juif et contribuerait à exciter les esprits. Il ne s’agit, en somme, que de choses qui se sont toujours faites publiquement, dans les meilleures intentions, connues du gouvernement et n’ayant jamais donné lieu à intervention.

C’est le procédé exigé par les circonstances actuelles où le bien de la patrie dépend de la paix et de l’apaisement intérieurs, où la concorde des citoyens doit être le mobile de leurs actions. Dans cette supposition, nous serons tous à même
de concourir conjointement au bien de la patrie et de contribuer à sa victoire sur ses ennemis.

Alors, aussi, notre gouvernement, plus glorieux et plus puissant que jamais, sera, en effet, digne du nom de gouvernement "osmanli", en souvenir du célèbre Osman Khan le Victorieux.

Je signe, avec la considération la plus parfaite.
Moché Franco
Hakham-Bachi de Jérusalem.

Proclamation.
Publiée (en langue arabe), fin février, en Galilée et, en mars, à Jaffa.

J'ai appris que ces jours-ci, parmi les habitants les racontars les plus divers ont été répandus à ce sujet que nos frères, les juifs ottomans demeurent dans la terre palestinienne, n'accomplissent pas leurs devoirs nationaux et que leurs sentiments combattent ceux des autres ottomans.

Puisque tous les racontars sont contraires à la vérité et nuisibles, j'ordonne avec toute sévérité que tous les racontars répandus contre nos frères les juifs soient complètement démentis. Les racontars mensongers répandus de cette manière contre nos frères les juifs qui ont démontré, d'une façon claire, leurs sentiments d'ottomans fidèles et dévoués, comme leurs autres frères ottomans, blessent le cœur et les sentiments ottomans. C'est pour cela que sera puni d'une peine sévère celui qui répand des pareils racontars.

Signé: DJÉMAL-PACHA.
Ministre de la Marine et Commandant en Chef de la IVe Armée.

Résolutions de la 6ème Conférence du Parti Ouvrier Juif
Social-Démocrate de Palestine (Poalé-Zion).

Session des 14 en 15 Nissan 5670, Mars 1910.

1). Notre programme maximum.
Le parti ouvrier juif social-démocrate de Palestine (Poalé-Zion) poursuit l'abolition du règne de classe dans la société humaine, la remise entre les mains de la société des moyens de production et l'introduction du régime socialiste.

2). Notre but national.
Une colonisation juive concentrée en Palestine qui sera indépendante dans le sens économique.

3). Notre programme prolétarien.
La stabilisation de la situation économique, des bases de la lutte de classes et de la position sociale des ouvriers juifs de Palestine; leur développement intellectuel et quantitatif.

4). Notre plan d'action.
Pour atteindre son but, le parti s'occupe:
   a) de l'action économique, telle que la création d'organisations professionnelles, de sociétés ouvrières mixtes, de caisses de crédit ouvrières, de sociétés de consommation et d'associations coopératives;
   b) de la régularisation de l'immigration ouvrière à l'aide des institutions spéciales, conjointement avec d'autres institutions du même genre;
   c) de l'organisation de groupes ouvriers pour la colonisation sur la base coopérative;
   d) de l'édification professionnelle et générale et de l'organisation de conférences, d'écoles, de clubs ouvriers etc.
e) le parti, reconnaissant l'importance de l'éducation physique, crée spécialement pour ouvriers des sociétés de gymnastique neutres;
f) le parti édite de la littérature populaire en hébreu ainsi que dans les autres langues parlées par les masses juives;
g) le parti s'occupe de la politique intérieure et extérieure:

A. Action intérieure.
Le parti se propose la démocratisation de la communauté juive et le fondement de ces établissements sur les principes démocratiques. C'est dans ce but qu'il participe aux élections communales dans les villes et aux colonies.

B. Postulats extérieurs.
I. La Turquie, à titre d'État composé de diverses nationalités, doit accorder l'autonomie complète à toutes les nations qui y résident, ainsi que l'égalité des droits et la liberté absolue des langues reconnues par les diverses populations comme nationales.
II. Le gouvernement doit favoriser l'immigration des juifs en Palestine et leur naturalisation comme citoyens ottomans.
III. Suffrage universel, égal, direct et secret pour toutes les assemblées représentatives : pour la Chambre, les assemblées nationales des différentes nationalités, les Conseils provinciaux et municipaux.
IV. Liberté absolue de coalition et de grève, pour les ouvriers.
V. Liberté complète d'opinion, de confession, de parole, de presse et de réunion.
VI. Dispositions légales qui doivent protéger le travail, en sauveguardant les intérêts des classes ouvrières.
VII. L'enseignement laïque dans la langue maternelle nationale.

5). Concernant la langue.
Le parti considère la langue hébraïque comme langue nationale des juifs, collabore à sa propagation en Palestine et en Turquie, en général, et revendique la reconnaissance officielle de l'hébreu par le gouvernement et la société.
En même temps, le parti se sert dans sa propagande des autres langues parlées par les masses juives en Turquie (yiddich, espagnol et arabe).

6). Concernant la tactique.
a) Nous collaborons avec les organisations sionistes aux institutions s'occupant de l'œuvre colonisatrice juive en Palestine et au relèvement de la situation politique et intellectuelle de la population juive, pour autant que ces institutions ne sont pas en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière.
b) Pour l'action locale, nous nous allions avec tous les éléments qui défendent la démocratie et l'organisation des éléments juifs en Palestine.
c) Pour l'action socialiste, nous nous unissons à ceux qui se basent sur le point de vue international. Nous poursuivons le but de l'union des parties socialistes de la Turquie en une fédération internationale.
IV.
Le Prolétariat Juif en lutte pour l'émancipation nationale.

RÉSOLUTIONS
de la 8ème Convention du Parti Ouvrier Socialiste Juif Poalé-Zion
de l'Amérique, tenue à Rochester du 24 au 30 Déc. 1914.

La guerre et les juifs.
1. La guerre mondiale qui a détruit des trésors incommensurables, spirituels et matériels, avec ses innombrables sacrifices de vies humaines, est le crime le plus grand que les classes dirigeantes, dans leur poursuite de domination et d'exploitation de nations plus faibles, aient jamais perpétré.
Le peuple juif qui est le plus éprouvé économiquement en Russie, en Pologne, en Galicie-Boukovine et en Palestine, sacrifie sa jeunesse à toutes les armées belligérantes, sans que ses intérêts soient liés à ceux des grandes puissances. Le peuple juif se meurt, sans avoir l'assurance que ses sacrifices lui seront comptés et qu'après la guerre, dans le nouvel ordre de choses, ses justes revendications seront entendues.
2. La situation des juifs en Russie est la plus grande honte de la civilisation. Tandis qu'un demi-million de soldats juifs payent la prépondérance de la Russie de leur vie, et des millions de juifs de leur existence, le gouvernement russe les traite pire que des parias. En pleine guerre, il ne leur permet pas de quitter le Territoire pour n'avoir que la vie sauve. La Convention estime d'hypocrisie et de dérision toutes les assurances que cette guerre est une guerre de délivrance pour les petites nationalités, aussi longtemps que les droits humains les plus élémentaires sont cruellement piétinés pour ce qui concerne les juifs de Russie.
3. La Convention proteste de la façon la plus énergique contre les dénonciations des organisations et de la presse polonaises qui ont causé des pogromes juifs préparés. Elle les considère comme le résultat de la campagne d'extermination que les partis polonais mènent, ces dernières années, contre la population juive de Pologne.
L'agitation méthodique de la société polonaise contre les droits nationaux de la minorité juive est contraire aux bonnes traditions de la Pologne indépendante et est apte à amoindrir le moral du peuple polonais dans sa lutte pour la liberté et l'autonomie.
4. A cette période marquante de l'histoire, le peuple juif doit unir tous ses efforts pour assurer les droits civiques et nationaux des juifs de l'Europe Orientale. Au cas de la réunion des anciennes provinces en une Pologne autonome, les droits nationales de la minorité juive doivent être garantis publiquement dans les communautés et à l'école, pour la langue, l'Administration de l'État et de la Municipalité, ainsi que l'autonomie pour leurs affaires nationales.

N'importe quelle sera la situation politique de la Palestine et des pays limitrophes après la guerre, la Convention considère que c'est un des principaux devoirs de la politique juive de garantir, en Palestine, aux juifs la liberté d'immigration, de colonisation, de l'enseignement et de la langue, ainsi que l'autonomie de la communauté dans toutes les affaires nationales.

5. La Convention estime qu'elle doit éviter la voix, en cette minute tragique, de prévenir le peuple juif, en général, et les juifs de l'Amérique, en particulier, que le seul moyen de sauvegarder nos intérêts les plus hauts, lors de la conclusion de la paix, réside dans une organisation sûre et méthodique et dans la représentation du peuple juif.

C'est le devoir de toutes les organisations juives, surtout des organisations ouvrières et du mouvement sioniste, de soigner que notre peuple ne reste pas sans représentation légitime au Congrès international de la paix.

En cette vue, la Convention décide que le Parti Ouvrier Socialiste Juif Poale-Sion de l'Amérique travaillera, de toutes ses forces, pour réunir en une action commune toute la démocratie juive de l'Amérique sans distinction de parti. L'initiative pour la création d'une représentation légitime du peuple juif aux négociations pour la paix devra être prise par un congrès juif général organisé en Amérique. La Convention charge le Comité Central de viser à la prompte convocation d'un tel Congrès, chargé de revendiquer l'émanicipation civique et nationale des juifs de l'Europe Orientale et de la Palestine.

6. La Convention exprime ses profonds regrets que l'Internationale, en cette terrible crise mondiale, n'est démontrée incapable d'agir. Les socialistes de tous les pays qui n'ont pu empêcher la boucherie générale ont, du moins, le devoir de saisir tous les moyens pour assurer au monde une paix prochaine, procurant la solution équitable et durable des questions de nationalité, un des motifs de cette guerre. La Convention s'attache à ce que les socialistes de toutes les nations, assistent fraternellement le peuple juif dans la lutte pour ses droits nationaux. Pour cela, il est nécessaire que le prolétariat juif ait une représentation permanente auprès de la nouvelle Internationale. La Convention exprime sa conviction que la création d'une section juive de l'Internationale, sur la demande de la Confédération Ouvrière Socialiste Juive Poale-Sion, ne peut être ajournée.

RÉSOLUTION

du Congrès général ouvrier juif de l'Amérique. Session de 5 et 6 septembre 1915 dans la Salle de Beethoven à New-York. 1)

L'affreuse situation des juifs dans les pays belligérants, l' épouvantable mise hors la loi, les suspicions échontées, les cruelles expulsions de provinces entières, les petits et les grands pogromes juifs au moment où des centaines de milliers de soldats juifs versent leur sang parmi toutes les armées combattantes; la misère, les souffrances,

---

1) Les organisations suivantes comptant 350,000 membres, hommes et femmes, étaient représentées au Congrès : Syndicats Ouvriers Juifs Réunis (United Hebrew Trades), Cercle Ouvrier ; Alliance Ouvrière Juive Nationale ; Parti Ouvrier Socialiste Juif Poale-Sion ; Fédération Socialiste Juive (S. P.) Parti Socialiste Territorialiste ; Association „Vorwaerts“.
les privations de millions de nos frères, partout où sévit la guerre, exigent de nous, juifs d'Amérique, une action prompte et énergique en faveur de l'émancipation dans tous les pays où les droits juifs sont restreints.

Cette action poursuit un double but. Elle doit, d'abord, gagner à sa cause l'opinion publique en Amérique et en Europe, éveiller l'indignation, les protestations contre la mise hors de loi des juifs de la part de tous les partis progressistes, de toutes les classes de la société américaine et européenne, instruire la presse d'Amérique et des autres pays de la situation juive et abattre le mur de mutisme dont la misère juive est entourée. Elle doit, ensuite, d'engager le gouvernement américain et les représentants officiels du peuple américain à défendre les droits juifs au prochain Congrès de la paix, après la guerre. Beaucoup d'autres démarches auprès de l'Internationale, du Congrès de la paix et des institutions pareilles, doivent former le programme de l'action juive.

Il va de soi que les effets et résultats de cette action seront d'autant plus importants et durables qu'elle unira les plus grandes masses juives possibles. Voilà pourquoi les délégés des ouvriers juifs de l'Amérique sont d'avis qu'une union avec toutes les classes, avec tous les groupes et les partis juifs est désirée et nécessaire en vue d'une action commune pour les droits juifs.

La Convention ouvrière nationale n'omet pas de ses considérations le fait qu'il y a divergence de vues dans les milieux juifs quant à la solution de la question juive et qu'à cette divergence sont dues les scissions des partis juifs. Mais la Convention n'en est pas moins convaincue que c'est le moment où une plateforme commune peut être l'objet d'une manifestation juive générale pour les droits juifs.

En voici la teneur: Égalité civile, politique et nationale du peuple juif dans tous les pays où ses droits sont limités.

Cette proposition est négative et positive à la fois. Dans le sens négatif elle implique l'abolition des restrictions auxquelles sont soumis les juifs de certains pays, sous le rapport social, économique et intellectuel. Ces restrictions sont nombreuses et de nature diverse. p. ex., en Russie — le Territoire, la limitation du nombre de juifs pour les études; en Galicie, l'usage de la langue maternelle; en Roumanie, le refus de connaître les juifs comme citoyens; en Palestine, restrictions concernant l'immigration et l'acquisition de biens immeubles; en un mot, toute la longue liste des dispositions restrictives vis-à-vis des juifs.

Dans le sens positif la plateforme comprend la création d'institutions reconnues par le droit d'état et par des garanties internationales qui rendront possible l'autonomie nationale et le libre développement national du peuple juif dans tout pays où il se trouve — en Russie, en Autriche-Hongrie, Roumanie, Palestine etc. La plateforme comporte les revendications formulées dans les programmes de tous les partis nationaux juifs et par toutes les organisations juives nationales. Elle peut réunir tous ces partis et organisations à ce grand moment historique. Tout les points, non reconnus par d'autres partis, sont éliminés de la plateforme générale.

La question palestinienne ne peut être portée à l'ordre du jour d'une assemblée juive générale que par une plateforme telle qu'elle vient d'être circonscrite.

La Convention ouvrière nationale charge son Bureau de prendre part à la conférence des corporations juives nationales qui convoqueront un congrès général juif de délégues élus démocratiquement par les organisations locales. Les délégues du Comité ouvrier national votent, à cette conférence, pour un congrès avec un ordre du jour dans le sens de cette résolution.

En résumant toutes ces réflexions, la Convention déclare, consciente de la nécessité de réunir toutes les forces juives dans l'action pour les droits juifs, et de ne point les séparer:

I. Une action collective des ouvriers juifs organisés ensemble avec d'autres groupes et classes du peuple juif est praticable sur la base d'une plateforme capable
Résolution de la Conférence générale des organisations ouvrières juives de l’Angleterre.

Tenue le 12 septembre 1915 à Leeds. ¹)

Le prolétariat juif, comme partie d’une nation qui par sa position nationale, politique et économique anormale, court les plus grands risques par la guerre, exprime l’adent désir de voir cesser, au plus tôt, les sanglantes hostilités entre les puissances.

La classe ouvrière juive souhaite, en outre, du plus profond du cœur, que l’Internationale se réorganise au plus vite, afin qu’elle puisse se tourner à sa haute mission de fraternisation des peuples, d’une solution démocratique du conflit européen, de poursuite de la libération du prolétariat du joug capitaliste, de la création du superbe état social qui rendra les guerres impossibles.

Puisque l’Angleterre, le peuple de la démocratie, s’allie à la Russie, la puissance la plus réactionnaire de l’Europe qui opprime le plus les petites nationalités, et la juive en particulier, nous réclamons du peuple anglais, surtout du prolétariat, qu’il engage son gouvernement à empêcher la Russie d’opprimer et de maltraiter sa propre population appartenant à des nationalités différentes et qu’elle cesse, surtout, les persécutions juives et l’organisation de pogromes.

Nous déclarons aussi qu’il est du devoir des nations d’influencer leurs gouvernements pour qu’ils résolvent les questions des nationalités en Europe sur la base démocratique, dans le sens de garantie et de protection vis-à-vis des droits des peuples assujettis ainsi que des minorités nationales, partout et sans exception. C’est pourquoi nous réclamons l’égalité des droits pour les juifs en Russie, en Roumanie et dans tous les autres pays où ils n’en jouissent pas, l’abolition des restrictions pour l’immigration et la colonisation en Palestine, ainsi que dans tous les autres pays.

Résolution des Associations ouvrières juives de Varsovie, concernant le yiddich comme langue d’enseignement.

Les comités de toutes les associations ouvrières juives de Varsovie, réunis en séance, ont adopté la résolution suivante à propos de la langue d’enseignement à l’école juive populaire. Elle a été soumise au Comité Civique de Varsovie.

“En partant du point de vue que l’école juive populaire doit être nationale, c.-à-d. que l’enseignement doit se faire dans la langue maternelle des élèves; que le programme scolaire et les méthodes d’enseignement doivent être appropriés aux exigences nationales du milieu; que l’école appartient au peuple seul, et en reconnaissant le fait que les 300,000 juifs de Varsovie représentent un groupe particulier avec pleins droits nationaux, la Réunion déclare que seule l’école juive répond aux

¹) Les organisations ouvrières de Londres étaient représentées par les délégués de la Ligue ouvrière pour les droits juifs.
intérêts intellectuels de la majorité de la population juive, que la langue enseignante doit être le yiddich et que le polonais, comme langue du pays, doit être enseigné dans la mesure qui lui revient. L'enseignement doit être laïque, obligatoire et gratuit.

En considérant que les Chadarim existants ne répondent aucunement, ni par leur fond, ni par leur esprit, aux exigences de la vie sociale moderne, ni aux notions les plus élémentaires d'une pédagogie nationale, qu'ils ne servent que des intérêts pure-ment religieux, sans développer l'éducation populaire, l'assemblée déclare qu'un nouveau régime d'enseignement scolaire juif doit être créé.

Elle réclame du Comité Civique l'institution d'un conseil scolaire juif dont les membres seront élus par la population juive. Ce conseil sera chargé de la création et de l'administration des nouvelles écoles populaires juives.

Cette œuvre ne peut être confiée à l'administration de la communauté juive de Varsovie qui est une institution antidémocratique, antipopulaire, étrangère aux intérêts des masses juives et ne représentant pas légitimement la population juive. Le Comité Civique doit remettre au Conseil scolaire les sommes requises pour l'enseignement qui lui reviendront.

L'assemblée demande au Comité Civique d'étendre le principe de l'enseignement obligatoire et gratuit aux écoles juives, pour que les parents aient la liberté d'envoyer leurs enfants aux écoles juives ou aux écoles polonaises.

V. ANNEXE.

La situation des juifs dans la partie de la Pologne russe occupée par les armées autrichiennes.


Une grande partie de mon programme est réservé au secours des victimes de la situation. Je dépense environ 20.000 couronnes par mois et par district et je m'efforce de faire participer à ces secours aussi bien les comités de secours chrétiens que juifs. Quant aux juifs j'ajoute que leur situation s'est aggravée à cause de la paralysie du petit commerce. Moi non plus, je ne suis autorisé à leur permettre de circuler librement dans le pays, ce qui leur était défendu déjà pendant la période russe.


Je puis vous affirmer que la confiance à notre égard s'accroît de jour en jour, pendant que le fait de croire au retour des Russes disparaît de plus en plus. La population commence à jouir des avantages de notre administration. Notre économie politique, l'emploi de la langue polonaise, l'usage pratique des formes autonomes voi lles les éléments les plus importants. La minorité ruthène n'offre aucune difficulté, car l'enseignement religieux se donne en langue ruthénienne.

On a beaucoup plus d'enjeu avec les juifs. Le niveau des juifs de ce pays est bien inférieur à celui des Galiciens. Ils inquiètent la population par des nouvelles tragiques, pour obtenir des paysans le blé à des prix minimes. En outre, ils font de la contrebande avec la partie de la Pologne occupée par les Allemands.

Le nationalisme juif est de nature réservée et revendique des droits nationaux pour le jargon qui n'a aucune base juridique et qui, au point de vue pratique, ne
se laisse même pas défendre. Mais, en accordant les droits civils absolument égaux à tout le monde, on obtiendra également ici un résultat bienfaisant.

*  

En ce qui concerne les juifs, nous les traitons comme en Autriche. Comme on le sait, la nationalité juive n’est pas connue en Autriche. Dans cette question nous ne reconnaissions pas de particularités. Nous accordons naturellement aux juifs toute égalité, mais leur confession ne peut motiver entièrement leur exclusion de l’emploi des droits civils. Nous ne connaissons pas de langue juive, le jargon ne peut être considéré comme telle dans la vie publique. Par égard à la situation actuelle, nous avons maintenu les écoles spéciales juives, mais l’enseignement de la langue polonaise y est obligatoire. Les registres juifs sont également tenus en langue polonaise.

*  
Déclarations du Commandement en chef autrichien.

Extrait d’un communiqué du Bureau de presse militaire, sur la réception, par le Commandant en chef des Armées, l’archi-duc Frédéric, d’une délégation du Comité Central Autrichien pour la protection des droits civils de la population juive dans la partie nord des zones militaires.

„Le Commandant en chef des armées qui a reçu dignement la délégation et qui manifesta, durant l’audience, son plus grand intérêt, même pour tous les détails des questions traitées, reconnut, en termes chaleureux, le patriotisme démontré durant la guerre par la population juive de Galicie et de Boukowine. Il n’oublia pas de mentionner, en termes sympathiques, leurs souffrances durant l’occupation russe. L’archi-duc déclara que, par suite de la convention de La Haye, la partie occupée reste administrée suivant la loi russe, mais que, néanmoins, le Gouvernement militaire avait proclamé le 7 mars 1915 la base d’égalité de toutes les religions reconnues en Autriche-Hongrie. Cette mesure est appliquée depuis lors entièrement. Par ce fait on a profité de l’autorisation accordée par la juridiction de guerre (art. 43) de la Haye, visant les cas où il serait impossible d’appliquer la loi du pays dans le pays occupé, quoi que prétende la presse neutre à ce sujet. Une telle impossibilité a été justement envisagée par le gouvernement militaire austro-hongrois dans l’application de mesures d’exception contre une certaine congrégation religieuse.”

„Jüdische Zeitung“, Vienne, No. 27 du 7 juillet 1916.

Le journal „Mysł Żydowska“ annonce que le Commandement I. et R. du district de Kholm a fait afficher l’ordre suivant:

„Puisque la population juive propagé, pour des buts de spéculation, des nouvelles inquiétantes sur des mouvements militaires, le Commandement du district annonce publiquement que chacun, qui en sera coupable, sera puni sévèrement et que, de plus, la Communauté du culte israélite sera frappée d’une contribution de 25,000 couronnes.“

*  
„Caas“, Cracovie, No. 345 de 11 juillet 1916.

L’ordre suivant a été publié à Kholm:

„Le Commandement I. et R. du district annonce publiquement par l’ordre du 26 juin que des cas de transgression s’accumulent quant à la défense publiée par la Gendarmerie I. et R. de ne pas voyager sans permission, laquelle défense se réfère à la population israélite. En vue de quoi nous souvenons M. le Maire de la com-
munauté du contenu de la défense en question, en ordonnant de faire connaître le suivant, tant dans la communauté que dans les villages et bourgades y appartenant : "Il n’est pas permis, jusqu’à contre-ordre, aux habitants de confession mosaique de quitter les limites de leur lieu d’habitation. À titre d’exception, un voyage d’un lieu à l’autre, soit en voiture, soit à pied, peut être fait, mais seulement avec la permission spéciale du Commandement I. et R. du district ou du poste de la Gendarmerie I. et R. laquelle permission peut être obtenue au cas d’une nécessité subite et urgente, par ex., d’une maladie qui exige l’aide médicale prompte et immédiate, pour la livraison de produits commandés pour l’armée etc. Chacun qui n’obéit pas à cet ordre et qui est retenu au dehors de son lieu d’habitation, sans la permission de quitter son lieu de demeure, sera non seulement sévèrement puni, mais il sera rangé forcément, pour un temps prolongé, dans une des compagnies de travail. À même temps, on annonce publiquement que, par jugement officiel du 26 juin 1916, Leiter Schör et Samuel Scherz de Wojwlawic ont été punis de 20 couronnes ou de quatre jours d’arrêt pour des voyages sans permission. Au cas de répétition de pareilles transgressions, les punitions seront augmentées proportionnellement à l’avenir.

Extrait du discours du député socialiste Tchkhjenkéli

dans la séance de la Douma du 3/16 juin 1916. 1)

Ce discours a été prononcé pendant les débats concernant le projet de loi sur "l’égalité de droits des paysans".

Pour un seul moment il ne faut pas oublier dans quelles conditions nous vivons. Beaucoup de fois on a indiqué que les agents du gouvernement continuent leur propagande criminelle contre les juifs de ce pays, qu’ils mettent contre eux des accusations calomnieuses, qu’ils créent une atmosphère de pogromes. Dans quelques villes des pogromes ont déjà eu lieu. Il est difficile d’épuiser les faits dont nous disposons. Mais je vous lirai, pour les caractériser, quelques mots tirés d’une circulaire : "Des informations reçues par l’État-Major du Commandant Suprême il résulte que des cas de maladies sexuelles, et surtout de syphilis, ont considérablement augmenté dans l’armée ce dernier temps. Des indications existent qu’une organisation allemande juive paye des sommes assez importantes pour soutenir des femmes infectées de syphilis, afin qu’elles attirent les officiers et les infectent de la maladie." Je n’aborderai pas les autres calomnies. Vous les connaissez parfaitement. Vous savez même comment le gouvernement a tenu la parole donnée ici personnellement par Kafkaiov, l’ancien député du Département de la police. Vous savez que la circulaire du Département de la police (du 9/22 juin) continue à être propagée dans la province, qu’elle est signée, par ex., par le gouverneur de Kherson etc. — Et le temps est déjà arrivé de reconnaître que la question juive est la même et générale question russe, et que l’abolition des droits juifs est basée sur l’abolition des droits du peuple russe. Les chefs et exploitants de la réaction se servent de chaque occasion pour faire leur jeu de démagogie indigne aux frais de la question concernant l’extension sur les juifs des effets de ce projet de loi. Le rapporteur et ses amis se laissent captiver par cette démagogie. Mais est-ce que vous ne comprenez pas que, si l’on cherche à persuader les paysans russes que l’égalité de droits des juifs est pernicieuse pour leur cause et nuisible à leurs intérêts vitaux, on cause aux paysans une offense absolument inadmissible ? Est-ce que vous croyez que les paysans ne comprennent pas qu’on ne peut pas baser son bonheur sur le malheur des autres ? Mais s’ils comprennent cela, ils doivent également comprendre que toute la politique anti-juive du gouvernement est une spéculation sur l’obscurité, l’ignorance, le dépouillement des droits et l’état à demi affamé des paysans.

1) Le document a été publié, lorsque le Memoire a été presque imprimé. C’est pourquoi il ne peut plus être rangé dans le chapitre "La Russie et les Juifs".
CONFÉDÉRATION OUVRIÈRE SOCIALISTE JUIVE POALÉ-ZION
LA HAYE, VAN GALENSTRAAT 68.

Prix: Fl. (holl.) 1.—; Frs. 2.—; Sh. 2.—; Lire 2.—